

1550

ALLEMAGNES

Un dialogue sur fond de missiles

(Pages 4 et 5)

NORVÈGE

Les taster-morue des îles Lofoten

(Page 6)

GRANDE-BRETAGNE

Le scandale Parkinson

(Page 7)

FRANCE

La crise dans la communauté juive

(Page 8)

ANNIVERSAIRE

L'avenir de l'énigme P.M.F.

(Page 9)

AUTOMOBILISME

Renault, la stratégie F1

(Page 16)

Dans « le Monde Dimanche » quatre pages de radio et de télévision

DERNIÈRE ÉDITION -

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

AVEC LE SUPPLÉMENT DU DIMANCHE

QUARANTIÈME ANNÉE - N° 12043

4,80 F

DIMANCHE 16 - LUNDI 17 OCTOBRE 1983

5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09 - Tél. : 246-72-23

L'OUEST, L'EST ET LES EUROMISSILES

Les dernières grandes manœuvres

M. Mitterrand au cours de sa visite en Belgique, les pays de l'Est réunis à Sofia, ont réaffirmé leur position avec une égale détermination. Mais l'« habillage » se fait plus modéré.



Les grandes manœuvres qui commencent à la veille de l'installation des missiles américains en Europe de l'Ouest et des manifestations pacifistes en Allemagne fédérale exigent de la part des gouvernements occidentaux, mais aussi souplesse et doigté. On semble en être conscient à l'Ouest comme à l'Est.

Dans le premier camp, M. Mitterrand a en quelque sorte répété, au cours de son voyage en Belgique, l'exercice auquel il s'était livré devant le Bundestag de Bonn, en janvier dernier, mais en gommant certaines aspérités ou maladresses qui avaient pu lui

être reprochées à l'époque. Ainsi, le président français a eu l'habitude de se présenter, plus nettement encore cette fois (voir page 3 l'article de Bernard Brügge), en « adversaire » des euromissiles. Stimulé par les critiques des socialistes belges, il a retourné leur argument en accusant d'« ingérence » dans les affaires des autres ceux qui disposent bien facilement du sort de l'arsenal nucléaire français - en le mettant d'autorité sur la table des négociations.

Les critiques plus ou moins directes adressées aux deux grandes puissances - pour une fois confondues - visaient d'autre part à faire vibrer une corde qui devrait en bonne logique stimuler une partie au moins des pacifistes : celle du nationalisme européen, de la fierté des nations petites et moyennes qui refusent d'entrer dans les calculs des grands. Mais il est vrai que la peur nucléaire domine par trop la contestation pour que de tels arguments éveillent un grand écho dans l'immédiat.

M. Mitterrand est donc, tout comme ses interpellateurs, un partisan du gel des armements nucléaires et même de leur réduction, mais pas en ce moment « arbitrairement choisi » qui correspond à une situation de « déséquilibre mortel ». Un déséquilibre aggravé par le fait que « le pacifisme est à l'Ouest et les missiles à l'Est », comme le président français l'avait dit la veille, et qui doit être rectifié avant qu'une négociation puisse s'engager.

M. Mitterrand n'a pas redit à cette occasion que la France est prête à participer « le moment venu » à une telle négociation, mais il avait été très précis sur ce point dans son récent discours à l'ONU. M. Thatcher a repris à son compte, devant le congrès conservateur de Blackpool vendredi, la principale condition avancée par la France et la Chine à leur participation : que les deux superpuissances réduisent « radicalement » leur arsenaux stratégiques, puisque ce sont ces mêmes arsenaux - non pas les SS-20 apparus plus tard, - qui ont incité les puissances moyennes à se doter d'une force de dissuasion.

Ces précisions ne sont pas superflues à un moment où divers gouvernements, pourtant imprégnés d'orthodoxie atlantique, notamment celui de Bonn, souhaitent entendre de la France et de la Grande-Bretagne un clair engagement à participer au processus de négociation sur les armements, afin que ces alliés n'apparaissent pas trop aux yeux des contestataires comme les principaux obstacles sur la voie d'un accord à Genève.

MICHEL TATU.

(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR

Sécurité

A Paris, un policier tue deux innocents : il est acquitté. A Nantes, un policier est tué : son meurtrier est condamné à vingt ans de réclusion. Les jurés se sont prononcés en leur âme et conscience. Ils ont voté, quelques jours avant les autres Français, pour la défense de la sécurité sociale.

THOMAS FERENCZI.

LA TENTATIVE DE PUTSCH AU NIGER

L'âme damnée du président Kountché

La tentative de coup d'État qui a avorté au début du mois n'était pas l'œuvre de Tripoli mais celle d'un curieux personnage dont on a très peu parlé jusqu'à présent, le « marabout » du président Kountché

De notre envoyée spéciale

Niamey. — « Incident de parcours », comme le dit le premier ministre, M. Oumarou Mamane, ou plutôt accroc à un régime dont la rigueur et la stabilité étaient hier encore vantées partout, la tentative de coup d'État qui a eu lieu dans la nuit du 5 au 6 octobre à Niamey n'a pas fini de livrer ses secrets. Malgré le silence des responsables officiels, qui s'abritent derrière l'enquête en cours, les informations qui filent dans la capitale nigérienne laissent à penser que cette tentative, dont le côté improvisé a surpris, avait des ramifications sans doute plus importantes qu'on ne veut bien le dire. L'arrestation pour complicité de deux membres du gouvernement, le ministre de l'Éducation nationale et son secrétaire d'État, de plusieurs hauts fonctionnaires, d'officiers et de sous-officiers, montre en tout cas que le complot n'était pas circonscrit aux proches du président. La police aurait d'ailleurs découvert des listes de noms avec attribution de postes, ce qui explique sans doute l'ampleur des interpellations ou arrestations.

Une semaine après cette tentative, et alors que la situation est tout à fait calme à Niamey - les seules références aux événements sont les messages de soutien au chef de l'État que la radio, la voix du Sahel, diffuse inlassable-

ment à l'ouverture de ses journaux, on peut néanmoins avancer quelques hypothèses : premièrement, et contrairement aux craintes des dirigeants, qu'inquiétait le désordre en Haute-Volta et qui y voyaient une possibilité de contagion attisée éventuellement par Tripoli, la tentative de coup d'État semble bien être une affaire purement interne. Deuxièmement, la personnalité de celui qui apparaît comme le principal instigateur, le lieutenant Amadou Oumarou dit « Bonkano », et les appuis dont il bénéficiait jettent une lumière troublante sur le régime et son chef. Troisièmement, sans que l'on puisse en tirer des conclusions hâtives, la plupart des personnalités arrêtées sont d'origine peule, comme le lieutenant Bonkano, qui a sans doute préféré rassembler autour de lui des gens de son ethnie, tous originaires de la rive droite du Niger.

Un homme tout puissant

Une chose est sûre en tout cas : la chute du lieutenant Bonkano, officiellement conseiller à la sécurité et en réalité homme lige du président, satisfait beaucoup de Nigériens.

Devin, sorcier, marabout, « Raspointe noir », mauvais génie, aucun de ces qualificatifs ne rend sans doute complètement compte de la personnalité de cet homme que l'on s'efforce de trouver à côté de l'austère président Kountché. A peu près analphabète, mais très intelligent, le lieutenant Bonkano, simple planton au moment de sa première rencontre en 1969 avec le futur président Kountché, garde républicain en 1974, lors du coup d'État qui porte celui-ci au pouvoir, et auquel il aurait été mêlé, était devenu depuis lors un homme tout-puissant et extrêmement riche. Son influence sur le président allait grandissant et, depuis trois ou quatre ans, rien ne se faisait plus (nominations, mises à l'écart, remaniements) sans son aval. La raison de cette emprise demeure pour une part largement irrationnelle. Très tolérant, l'islam nigérien pratiqué par la quasi-totalité des six millions d'habi-

tants du pays fait en effet bon ménage avec des reliquats d'anémisme, pour ne pas dire de sorcellerie. Le lieutenant Bonkano, qui était vêtu le plus souvent en grand boubou blanc, la tête enveloppée d'un turban immaculé, un chapelet à la main, le Coran sous le bras, était « le marabout du président ». Ne dit-on pas qu'il lui aurait prêté son accession à la magistrature suprême ?

En tout cas les nombreuses mosquées que le lieutenant Bonkano avait fait construire à Niamey et dans lesquelles il organisait, le vendredi, de grandes fêtes religieuses auxquelles les dignitaires du régime se devaient d'assister témoignent, outre de son mysticisme, de sa richesse. La dernière en date de ces mosquées, bâtie sur la rive droite du Niger à une vingtaine de kilomètres de la capitale, dans un endroit pratiquement désert, avait été inaugurée à grands frais il y a quelques mois en présence du président Kountché.

FRANÇOISE CHIPAUX.

(Lire la suite page 4.)

LA HAUSSE DES PRIX EN SEPTEMBRE

Un mauvais indice

La hausse des prix de détail en septembre a été comprise entre 0,7 et 0,8, selon les premiers calculs de l'INSEE. Cette augmentation plus forte qu'il n'était prévu porte à 7,5 % ou 7,6 % la hausse des prix depuis le début de l'année, c'est-à-dire en neuf mois. Quoique aucune information n'ait encore été fournie sur les raisons de ce mauvais indice, il est certain que les prix alimentaires en sont en grande partie la cause. Mais il semble que les prix des services aient également assez fortement augmenté en septembre.

Ces résultats sont d'autant plus inquiétants qu'ils se produisent alors que la plupart des prix industriels et des services sont sévèrement réprimés. Il est certain que si les chefs d'entreprises pouvaient fixer librement leurs prix, l'indice de l'INSEE augmenterait pendant plusieurs mois plus rapidement qu'il ne le fait. L'actuelle réglementation des prix est en effet - malgré la dépression de l'activité - extrêmement gênante pour certains secteurs industriels. De nombreuses entreprises dont les prix dépendent beaucoup du dollar et des matières premières importées connaissent ainsi des difficultés. On peut donc dire qu'il existe actuellement une « réserve » de hausse.

Cette sous-estimation du rythme réel de l'inflation, le mauvais résultat de septembre, n'ont pas empêché le ministre de l'Économie et des Finances de commencer favorablement le résultat provisoire du mois dernier. Celui-ci, selon le communiqué officiel, « confirme la poursuite de la décélération des prix ».

« La réduction du rythme de l'évaluation des prix sera, dans les prochains mois, fortement accentuée par les mesures prises par le gouvernement dans les quelques secteurs de pression de services pour lesquels les prix avaient évolué trop rapidement, et par la sensible réduction des tensions qui a pu être obtenue sur la grande majorité des produits alimentaires frais. En outre, aucune hausse importante n'est plus programmée dans les services ou l'industrie, sur le dernier trimestre, dans le cadre des accords de régulation de prix ».

La tentation du blocage des prix

Malgré cet optimisme de commande, il se confirme que l'objectif révisé (1) il y a quelques semaines d'une hausse des prix de détail de 8,4 % en 1983 sera assez largement dépassé. En fait, la barre des 9 % risque d'être franchie, ce qui compliquerait considérablement les négociations salariales que le gouvernement doit avoir au début de l'année prochaine avec la fonction publique.

A l'évidence, les pouvoirs publics auront quelques difficultés à rendre crédible leur objectif d'une hausse des prix de 5 % entre janvier et décembre 1984. Cela rendra problématique l'acceptation du fort ralentissement des traitements et salaires dans le secteur public et dans le privé (2) prévu par le gouvernement. La tentation va donc être grande au sein du parti socialiste d'avoir à nouveau recours à un blocage général des prix, solution qu'écarte - et avec raison - le gouvernement.

AL. V.

(1) L'objectif initial fixé par MM. Mauroy et Delors était une hausse de 8 % entre le début et la fin de l'année 1983.

(2) Le salaire moyen par tête (qui tient compte de la durée du travail) devrait progresser de 4,9 % en 1984 (décembre 1984 comparé à décembre 1983) selon les prévisions officielles.

PARIS
NEW-YORK
2790 F
aller-retour

nouvelles frontières
nous luttons pour le droit au voyage

68, bd Saint-Michel 75006 Paris 634 55 30
5, rue Billery 38000 Grenoble 87 16 53

M. JEAN-CLAUDE GAUDIN

invité du « Grand Jury R.T.L.-le Monde »

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe U.D.F. à l'Assemblée nationale, sera l'invité de l'émission hebdomadaire le « Grand Jury R.T.L.-le Monde », dimanche 16 octobre, de 18 h 15 à 19 h 30.

Le député des Bouches-du-Rhône, qui a mené la campagne municipale à Marseille contre M. Gaston Defferre, maire P.S. de la ville, répondra aux questions d'André Panseron et de Christine Faure-Mycia, du Monde, et de Paul-Jacques Truffaut et Gilles Leclerc, de R.T.L., le débat étant dirigé par Elie Vanier.

grève du tri postal
mouvement dans certains
secteurs à Quimper, Brest...

Le Monde
16 OCTOBRE 1983
4,80 F

TELECOM
NOMADIC
NETGE

Le Monde
16 OCTOBRE 1983
4,80 F

Le Monde
16 OCTOBRE 1983
4,80 F

Le Monde
16 OCTOBRE 1983
4,80 F

Le Monde
16 OCTOBRE 1983
4,80 F

Le Monde
16 OCTOBRE 1983
4,80 F

Dates

RENDEZ-VOUS

- 16 octobre.** Cinquième anniversaire de l'élection de Jean-Paul II.
- Albanie :** soixante-quinzième anniversaire du président Enver Hoxha.
- 17 octobre.** Kinshasa : symposium sur les idéologies africaines.
- Visite en France de M. Samora Machel,** président du Mozambique.
- Visite à Bonn de M. Jacques Chirac.**
- 18 octobre.** Strasbourg : conférence des pouvoirs locaux européens.
- Genève :** réunion soviéto-américaine sur les forces nucléaires intermédiaires.
- 19 octobre.** Pékin : reprise des négociations sur l'avenue de Hongkong avec la Grande-Bretagne.
- Egypte :** visite du président roumain, M. Ceausescu.
- 20 octobre.** Liban : réunion du « congrès de réconciliation nationale ».
- Angola :** visite de M. Georges Marchais.
- Grande-Bretagne :** visite de M. Mitterrand et sommet franco-britannique.
- 21 octobre.** Bonn : les militants du mouvement pour la paix font le « siège » du ministère de la Défense.
- 22 octobre.** Manifestations pacifistes à Paris, Stuttgart, Hambourg, Montréal et Kiev.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4287-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
341 F 554 F 767 F 988 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
661 F 1 194 F 1 727 F 2 260 F

ÉTRANGER
(par mandat postal)

1. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
381 F 634 F 867 F 1 140 F

2. - SUISSE, TUNISIE
454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

LES TARIFS DU MONDE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 280 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 96 c. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 95 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 200 L. ; Liban, 350 P. ; Lituanie, 0,250 Lt. ; Luxembourg, 27 L. ; Norvège, 8,50 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; République, 340 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 L. ; Tchécoslovaquie, 120 sch.

5. RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 690572 F
C.C.P. 4287 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bonin-Héry (1944-1959) Jacques Foccart (1959-1982)

Impression : du « Monde » 3, r. des Italiens PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 51437

ISSN : 0395 - 2017

IL Y A TRENTÉ ANS

Le vrai départ de la course à la bombe...

La semaine qui s'ouvre va être le temps fort de la campagne pacifiste en Europe - surtout en Allemagne, - et l'on y dénoncera avec passion la course aux armements nucléaires. Sans toujours savoir qu'elle a parfois été plus acharnée et plus périlleuse qu'aujourd'hui.

1953, ce n'est pas seulement, en U.R.S.S., l'année de la mort de Staline et de la chute de Beria, la fin de la guerre de Corée et les premières promesses de Malenkov au consommateur soviétique. C'est aussi l'explosion de la première bombe russe à hydrogène : une arme que les États-Unis avaient expérimentée un an plus tôt seulement à Eniwetok, dans le Pacifique, et qui s'annonçait alors comme mille fois plus destructrice que la bombe A, ou atomique tout court, qui avait détruit Hiroshima puis Nagasaki en 1945. Désormais, la course aux armements nucléaires va prendre son vrai départ.

Aujourd'hui encore, nous savons très peu de chose sur ce que fut ce premier essai de la bombe H soviétique, que Malenkov annonça au public le 8 août 1953. André Sakharov, l'académicien soviétique aujourd'hui dissident, y fut étroitement mêlé, puisqu'il passa pour le « père » de cette bombe. Le peu qu'il nous en dit, dans un récent article publié à l'Ouest (1), est que l'expérience eut lieu sur le site de Kara-Aoul, dans le Kazakhstan, qu'elle entraîna l'évacuation de dizaines de milliers de personnes qui ne purent regagner la région qu'au printemps suivant.

Mille bombes américaines

Nous ne saurons pas, avant longtemps le rôle qu'a joué dans cette percée technologique de Moscou l'espionnage à l'Ouest, éventuellement le « réseau » des époux Rosenberg, qui venaient d'être exécutés en juin. Toujours est-il que l'émotion fut grande en Amérique : le retard soviétique, qui avait été de quatre années pour la bombe A (Moscou n'avait expérimenté cette arme qu'en août 1949), n'était plus maintenant que d'un an. Le « monopole » des États-Unis était en principe terminé. En principe seulement, car la supériorité américaine allait rester écrasante pendant encore une bonne dizaine d'années.

Il est vrai que les chiffres atteints par l'arsenal américain pendant cette période de « monopole absolu » nous paraissent aujourd'hui dérisoires. En 1945, Washington ne disposait que de deux « bombes » en tout et pour tout, celles qui mirent fin à la guerre contre le Japon. On n'allait pas s'arrêter en si bon chemin, mais la mise en place de l'énorme infrastructure industrielle nécessaire, la recherche de la matière fissile, posaient d'énormes problèmes.

Deux ans après Hiroshima, en juillet 1947, le « stock » américain n'était encore que de 13 bombes A ; en 1948, au moment du blocus de Berlin, il était de 50, embarquées à bord d'une trentaine de bombardiers B 29 ; on passe ensuite à 290 armes (mais déjà à 520 bombardiers) au milieu de 1950, au moment où éclate la guerre de Corée, à 400 en 1951 ; enfin, à 1 000 en 1953, au début de la présidence d'Eisenhower. Ne nous étonnons pas que cette période soit celle où le budget des armements stratégiques américains a battu des records qu'on n'a pas surpassés jusqu'à aujourd'hui : en 1952, ces armes absorbent, en monnaie constante, quatre fois plus de dollars que dans l'actuel budget du président Reagan.

L'U.R.S.S. post-stalinienne se lance, elle aussi, dans cette grande course des années 50, mais avec des résultats moins spectaculaires. Selon des chiffres, évidemment invérifiables, publiés par l'Institut suédois de recherches sur la paix, Moscou n'aurait disposé que de 6 bombes A en 1952, sept ans après Hiroshima et trois ans après sa première expérience nucléaire. Ce stock serait passé à

340 armes en 1955 et à plus de 2200 en 1960. Mais les États-Unis, qui ont franchi dès 1955 le cap des 2000, en sont déjà, à la fin de la décennie, à un total de quelque 20 000 bombes et ogives, dont 6 000 à 7 000 pour le seul arsenal stratégique (intercontinental). 1960, l'année du dérisoire missile gap (le retard que la C.T.A. a cru déceler sur l'U.R.S.S. en matière de fusées), est en fait l'année de deux autres records : celui du mégatonnage ou de la puissance destructrice totale de l'arsenal américain (75 % plus élevé qu'aujourd'hui), celui aussi du plus grand écart entre le nombre des vecteurs dont Washington dispose pour frapper l'U.R.S.S. et celui de Moscou : avec 1785 contre 180, la supériorité américaine est de 1 à 10 ; elle ne sera jamais retrouvée.



Dessin de ROULL.

On sait que Washington ne fera pratiquement rien de son monopole nucléaire. Malgré les tentatives qu'aura MacArthur d'employer l'arme en Corée, le monopole n'empêchera ni le retour au statu quo dans cette guerre, ni la satellisation de l'Europe de l'Est, ni la communication de la Chine, ni, a fortiori, la défaite française en Indochine. Mais ces barrières politiques n'empêchent pas les militaires de dresser des « plans » qui, trente ans après, font froid dans le dos.

Une guerre de deux ans

En fait, les doctrines d'emploi de l'arme nucléaire par les militaires américains, les seuls dont les intentions sont à peu près connues (celles des Soviétiques restent enveloppées de mystère), vont varier considérablement en fonction de « l'air du temps ». Au tout début de l'ère atomique, on a encore du mal à se détacher de l'expérience toute fraîche des vagues de bombardement lancées sur l'Allemagne au cours d'une guerre longue et acharnée : la nouvelle arme est considérée plutôt comme un complément permettant de varier et d'enrichir l'héritage. Le plan « Charlotte », adopté en décembre 1947 par les chefs d'état-major américains, prévoit par exemple de lancer 133 bombes A sur 70 villes soviétiques (dont 8 sur Moscou et 7 sur Leningrad) pendant trente jours ; après quoi suivrait une « campagne » de bombardements menée à l'aide de 200 autres bombes atomiques, mais aussi de 250 000 tonnes d'explosif classique, le tout s'étalant sur une période de deux ans (2) !

Un second plan, dit « Trojan », adopté en mai 1949, raccourcit un peu le cauchemar en prévoyant deux phases plus brèves d'attaques, l'une de deux semaines contre 30 villes soviétiques, la seconde contre 40 autres villes pendant quinze jours. On s'est alors

mieux fait au caractère fondamentalement nouveau de l'arme atomique, et c'est pourquoi l'on cherche, expliquent diaboliquement les auteurs, à « exploiter au mieux les effets de surprise et de choc, à provoquer la dissémination de rumeurs désastreuses, à compliquer et à retarder le processus de convalescence ».

Mais cette évolution vers une guerre courte et « nouvelle » sera renversée. Alors que dans les années 50 et dans le cadre des « représailles massives » annoncées par le secrétaire d'Etat John Foster Dulles, le Pentagone envisage, un peu comme les militaires français aujourd'hui, de tirer en une seule salve toutes les armes dont il dispose (« Le Strategic Air Command n'a pas de réserves », dira son chef, le général Le May, en 1956), McNamara introduit un

de puissance explosive qu'aujourd'hui en moyenne) et les prévisions attendues étaient les pires » (3). L'erreur probable, bien plus grande que pour les avions, était de 3 à 8 kilomètres...

Qu'à cela ne tienne, on va chercher fébrilement toutes les « concentrations économiques » possibles à l'écart des villes, les noeuds de communication, postes de commandement et objectifs militaires situés de préférence en plein désert. Les satellites d'observation, mais aussi les économistes sont appelés à la rescousse, notamment par la Rand Corporation (qui fournira notamment quelques informations à la demande des Français pour le premier « targeting » de la force de frappe).

Cela est d'autant plus nécessaire que les doctrines changent dans ce domaine aussi. Dans les années 60 par exemple, le but est d'empêcher la « reconstruction économique » de l'ennemi : on ira jusqu'à s'intéresser aux usines d'engrais... Plus tard et jusqu'à nos jours, l'accent est mis sur les objectifs militaires, avec parfois des raffinements politiques particuliers. Ainsi les Soviétiques reprocheront violemment à Zbigniew Brzezinski, le conseiller du président Carter, d'avoir préconisé un « ciblage » tout spécial des forces russes à la frontière chinoise, afin de jouer sur la vulnérabilité de Moscou face au grand rival communiste de l'Est ; ou encore d'avoir voulu épargner les populations non russes de l'empire soviétique, afin d'encourager les « insurrections régionales ».

La « Nomenklatura » dans le collimateur

On ne sait si ces subtilités font encore partie du plan de tir, mais c'est un fait que certains ménagements passés ne sont plus de saison. Ainsi, alors que McNamara souhaitait épargner les centres soviétiques de commandement politique afin de pouvoir laisser subsister des « espaces de négociation » au cœur même de la guerre (c'est pourquoi il séparait Moscou des autres cibles), aujourd'hui la « Nomenklatura » semble être très clairement visée : le Pentagone a quasiment répertorié les 110 000 personnes qui la composent - dont 63 000 au niveau régional, - tout comme les abris qu'elle s'est construits. On s'est avisé, en effet, comme le note encore Wohlstetter, que le Kremlin pourrait tenir davantage à conserver les cadres du système que sa population... Et le bruit court que cet « objectif » intéresse également les petites forces

BIBLIOGRAPHIE

Berlin, complexe et déroutant

Pierre Landy, récemment disparu (le Monde du 19 août), était de ces diplomates qui, tout en savourant le charme discret des ambassades, parcouraient les continents les yeux ouverts, curieux de tout et de tous. Si sa carrière l'a mené à deux reprises aux États-Unis - d'où il part pour rejoindre en 1942 les Forces armées combattantes, puis le commissariat des affaires étrangères à Alger, - elle s'est déroulée essentiellement en Extrême-Orient et en Allemagne.

Après la Chine et l'Inde, où il sera notre dernier représentant dans les Comptoirs français, avant la Corée du Sud, où comme ambassadeur il contribuera au développement des relations économiques entre Paris et Séoul, Pierre Landy a fait un long séjour au Japon, auquel il a consacré plusieurs ouvrages, notamment *La Musique du Japon, la Vie japonaise* et surtout un gros guide Nagel, précis, complet, sensible.

Ce sont les mêmes qualités que l'on retrouve dans *Berlin et son statut*, donné par Pierre Landy, peu avant sa mort, à la collection « Que sais-je ? ». De 1975 à 1980, ce germaniste de formation fut, en effet, le numéro un de la diplomatie française à Berlin, en qualité de ministre délégué auprès du gouverneur militaire, une fonction insolite dans le cadre d'un statut très singulier, celui de l'ancienne capitale de l'empire allemand découpée en quatre par la victoire alliée, puis en deux par la guerre froide.

de frappe, notamment la britannique...

Aujourd'hui, en tout cas, le plan de tir du Pentagone incorporé dans le « plan unique intégré d'opérations », le fameux SIOP (4), est un véritable monstre. Son point de départ est l'« inventaire des renseignements sur les cibles » (Target Data Inventory) qui, héritier de la fameuse « encyclopédie du bombardement aérien » utilisée pendant la dernière guerre, ne dénombre pas moins de 500 000 cibles « possibles » : à croire que tous les bureaux de postes soviétiques y figurent...

Sur ce nombre, le SIOP retient 40 000 objectifs « dignes d'intérêt », classés en quatre catégories : 2 000 relèvent du potentiel nucléaire soviétique, 20 000 sont d'autres objectifs militaires, 3 000 concernent « le commandement et l'appareil de direction », enfin 15 000 ont des objectifs industriels ou économiques au sens large. Naturellement, tout cela est encore trop pour les 10 000 charges que compte « seulement » l'arsenal stratégique américain. Mais l'« art » du stratège actuel consiste à combiner et à varier ces divers objectifs de manière à mettre le plus grand nombre possible d'« options » à la disposition du président pour le cas où...

Tout cela ne change rien au fait qu'aujourd'hui comme hier il suffirait de 300 à 400 bombes d'une mégatonne pour, ainsi que l'exposait McNamara en 1965, « détruire entre un quart et un tiers de la population de l'U.R.S.S. et les deux tiers de son industrie ». Et la plupart des objectifs « dignes d'intérêt » dans quelque catégorie que ce soit du SIOP ont toutes chances de se trouver dans l'une quelconque des 886 villes de plus de 25 000 habitants dénombrées chez l'« ennemi ». Tout le reste, soit des milliers d'ogives et de bombes, est relativement superflu. Mais il est vrai que les militaires sont toujours portés à exagérer le nombre des cibles tout comme à surestimer celui des menaces. Les Soviétiques n'ont-ils pas fait de même, en ce qui concerne l'Europe, avec leurs SS-20 ?

MICHEL TATU.

- (1) *Foreign Affairs*, été 1983.
- (2) La description de ces plans, ainsi que plusieurs chiffres cités ici ont été empruntés à une étude du chercheur australien Desmond Ball, *Targeting for Strategic Deterrence*, publiée par l'Institut international pour les études stratégiques de Londres, dans *Adelphi Papers*, n° 185, 1983.
- (3) *Commentary*, juin 1983.
- (4) *Single Integrated Operational Plan*.

Mais le ministre délégué n'est pas resté confiné dans ses bureaux de l'immense quartier Napoléon, où sont regroupés les nombreux militaires et fonctionnaires en poste à Berlin (au total dix mille personnes, avec les familles) : il a su, en flânant à travers l'ancienne métropole - « deux villes, et une ville pourtant » - rassembler informations et jugements sur les activités culturelles, très intenses à l'Est comme à l'Ouest ; sur la carrière des Berlinois qui « déroute en général les Allemands de l'intérieur » ; sur la physionomie et l'architecture de la cité, reconstruite de part et d'autre « de manière très civile, comme si Berlin devait un jour recouvrer son unité »...

B. L.

* Berlin et son statut, de Pierre Landy, PUF, 20 F.

27/10/1983

Etranger

mbe...

BULLETIN

Trouble chez les conservateurs britanniques

L'ovation prolongée qui a accueilli le discours de M^{me} Thatcher, vendredi 14 octobre, le dernier jour du congrès de Blackpool, n'aura pas suffi à dissiper le trouble qui a saisi les conservateurs britanniques. Toutes les conditions étaient pourtant réunies pour que cette réunion de famille soit un triomphe : c'était le centième congrès du parti Tory, le cinquante-huitième anniversaire du premier ministre et, surtout, le premier rassemblement conservateur depuis le raz de marée électoral du mois de juin dernier.

Si la fête a été gâchée, la faute n'en revient que partiellement à M. Parkinson. Sans doute les frasques extrajugales du super-ministre du commerce et de l'industrie, organisateur de la victoire et, de surcroît, protégé de M^{me} Thatcher, ont-elles jeté une ombre sur un parti qui se veut un paragon de vertu. Mais ce banal adjuvant n'aurait pas eu de conséquences politiques sans les maladresses du chef du gouvernement. Par l'oyant pour un homme qui l'avait soutenu sans défaillance pendant la crise des Malouines, M^{me} Thatcher a d'abord refusé sa démission, avant d'être contrainte de l'accepter huit jours plus tard, sous la pression des événements. Elle a ainsi donné des arguments à ceux des conservateurs qui critiquent un style de direction à la fois autocratique et brochant.

Ce faux-pas a accru l'impression de flottement que donne le gouvernement de Londres depuis le mois de juin. Loin de profiter d'une majorité écrasante à la Chambre des communes pour mettre en œuvre son programme économique, M^{me} Thatcher paraissait croire à son propre mythe et semblait se reposer sur ses lauriers. Son discours de Blackpool ne convaincras pas les sceptiques. Elle s'en est tenue à des généralités sur la nécessité de la rigueur et sur sa volonté de réduire la pression fiscale. Mais elle s'est bien gardée d'indiquer la nature et l'ampleur des « choix difficiles » indispensables à la réalisation de cet objectif longtemps promis, jamais atteint. C'est là que le bât blesse. Depuis quarante ans, les gouvernements conservateurs ont participé, au même titre que les gouvernements travaillistes, à la construction de l'Etat-providence dont les Britanniques étaient si fiers. M^{me} Thatcher s'est aperçue qu'on pouvait en dénoncer les excès mais qu'il était beaucoup plus difficile d'en ébranler les bases. Même ses collaborateurs réputés les plus « monétaires » se montrent réservés quand les coupes budgétaires touchent les forces vives de leur propre ministère.

La timide reprise économique qui se manifeste en Grande-Bretagne n'est pas suffisante pour éviter au premier ministre le choix entre le sacrifice de ses principes et le risque de l'impopularité. La tâche est d'autant plus délicate que les oppositions, après le choc de la défaite, se sont ressaisies. Les conservateurs doivent désormais compter avec deux jeunes leaders, M. David Owen chez les sociaux-démocrates, et M. Neil Kinnock chez les travaillistes, bien décidés à ne pas tolérer une décennie de « thatchérisme ». Dans ces conditions, le congrès paradoxal de Blackpool pourrait être un avertissement salutaire pour M^{me} Thatcher. (Lire page 7 Un « scandale » très conservateur.)

LA FIN DU VOYAGE DE M. MITTERRAND EN BELGIQUE

Le président de la République a reçu à Liège un accueil exceptionnellement chaleureux

Le président de la République a regagné Paris vendredi 14 octobre en fin d'après-midi au terme d'un voyage officiel de trois jours en Belgique. La visite à Liège a été pour M. Mitterrand l'occasion de mesurer l'attachement de la Wallonie à la France et à la francophonie.

De notre envoyé spécial

Liège. — Même en terre wallonne, au milieu d'une liesse populaire et francophile d'une incomparable chaleur, c'est à la controverse sur les euromissiles que M. Mitterrand aura consacré, vendredi 14 octobre, la partie la plus commentée de son discours à l'hôtel de ville de Liège. Il y avait été incité par les réactions suscitées dans la gauche belge par ses prises de position de la veille et de l'avant-veille sur le déséquilibre des armements entre l'Est et l'Ouest de l'Europe.

Plusieurs petits groupes de jeunes manifestants lançaient des tracts sur le passage du cortège et scandaient des slogans où la protestation était d'ailleurs tempérée par la référence due à une vedette du socialisme, voire par une familiarité dont l'épouse du président de la République était la principale destinataire : « Danielle, raisonne ! ». Cette recommandation n'aura eu d'autre effet, que d'inciter le chef de l'Etat à une nouvelle mise au point sur le thème précisément de la « raison » contre les « passions aveugles » qui font que « la position de la France est parfois mal comprise ».

Si l'y a moyen qu'aucun euromissile ne soit installé sur le sol du Vieux Continent, a souligné M. Mitterrand, « alors le signe des deux mains ». Mais « les euromissiles sont des forces nucléaires intermédiaires qui ne traversent pas l'Atlantique et sont donc destinés seulement à l'Europe. Pour l'instant, on nous demande de ne pas en installer d'autres, mais n'y en aurait-il pas déjà un peu trop ? (...) La France apporte au monde qu'elle refuse les euromissiles, mais elle n'entend pas geler en un moment arbitrairement choisi, et alors que l'équilibre par le bas ne

serait pas atteint, une situation qui entraînerait un déséquilibre majeur... ». Quelle que soit la décision prise par d'autres, a conclu le président de la République, je m'en tiendrai à celle que j'ai prise moi-même au nom de la France.

M. Mitterrand n'a pas été moins net lors de sa conférence de presse tenue à l'aéroport de Liège, avant de regagner Paris : « Il n'y a pas dans ce que j'ai dit le moindre mal qui puisse être interprété comme un conseil donné à nos amis belges, une intervention dans leurs propres affaires. Mais tout le monde semble disposé à bien faciliter le sort de l'armement nucléaire français. Dès lors que les deux grandes puissances n'ont pas mis le leur sur la table des négociations, pourquoi y mettrions-nous le nôtre ? (...) La position de la France est prise, elle ne sera pas changée. Et j'observe que ceux qui nous accusent d'ingérence n'insistent pas à s'ingérer eux-mêmes dans les affaires françaises au sujet de notre armement. Il y a une tentation qui pousse certains à faire pression sur la France pour se débarrasser de l'affaire de Genève. Mais la France n'a pas à faire du bien à sa sécurité à deux grands pays qui n'ont pas fait grand-chose pour l'assurer eux-mêmes ».

Le chef de l'Etat a indiqué que le moment lui paraissait venu, devant la montée des tensions, il lui fallait « expliquer aux Français la politique extérieure et les choix de défense qui ont été faits ».

Cette intervention devrait avoir lieu d'ici deux mois.

Des précisions

sur les dossiers bilatéraux

A propos de la centrale nucléaire de Cbrnz, contre la construction de laquelle ont également protesté de jeunes manifestants à Liège, M. Mariens a indiqué que son gouvernement y attachait beaucoup d'importance, et confirmé qu'il serait statué sur cette question avant la fin de l'année. Le secrétaire d'Etat français à l'énergie, M. Auroux, a assuré son collègue belge que Paris souhaitait

vivement que le projet soit mené à son terme.

Quant au T.G.V. Paris-Bruxelles-Cologne, les autorités belges doivent faire un premier point des études préliminaires au printemps 1984. Les Belges liégéens, dont la ville devrait normalement être desservie, aimeront être associés à cette réflexion sur une opération dont le président de la République a souligné à quel point elle était de nature à « maintenir l'avance technologique des Européens » et à resserrer les liens qui existent entre eux.

Les deux ministres de l'intérieur sont convenus, de leur côté, de renforcer la coopération entre les polices belge et française pour lutter contre l'immigration clandestine. Leurs deux collègues de la justice ont décidé d'améliorer les procédures d'extradition, la législation sur les entreprises en difficulté et sur le droit de suite par-delà la frontière dans les cas de flagrant délit.

Les entretiens entre MM. Cheysson et Tindemans ont permis de dégager une position à peu près commune sur les sujets qui seront traités par le conseil européen.

Pas d'encouragement au séparatisme

Restait, pour cette ultime étape de Liège, la question-piège des rapports entre Paris et les francophones de Belgique. Très chaleureusement accueilli par la « cité ardente », M. Mitterrand s'est bien gardé de soulever sur les bords d'un séparatisme qui ne craint pas d'afficher ce que l'on appelle ici son « rattachisme ». Une partie de la foule rassemblée entre le Musée de la vie wallonne et l'hôtel de ville scandait inlassablement par le parcours du cortège officiel : « Wallonie française ». Les drapeaux bleu, blanc, rouge étaient aussi nombreux que les flammeaux frappés du coq, symbole de la région, et beaucoup plus visibles en tout cas que les drapeaux belges. La francophilie de la population est, à l'évidence, ancienne et profonde.

M. Mitterrand n'a pas ménagé, à grand renfort de références historiques et littéraires, les déclarations d'affection à cette ville qui aime éperdument, passionnément, la France. Il a insisté en particulier sur l'importance que revêt à ses yeux la francophonie à propos de laquelle, a-t-il ajouté, « nous allons faire prochainement des propositions dont j'espère qu'elles seront bien reçues ». Mais il avait aussi souligné précédemment le prix que la France attache à l'unité de la Belgique. On n'était pas à Mitterrand en 1967. Ces manifestations qui espéraient un « Vive la Wallonie libre », qui distribuaient des autocollants montrant l'hexagone enrichi d'une croissance belge et brandissaient des drapeaux tricolores d'un côté, rouge et or de l'autre, n'ont pas réussi à créer cette émotion qui aurait soudain fait jaillir, contre tous les usages diplomatiques, les paroles espérées du président français, M. Mitterrand, il est vrai, l'avait bien dit à propos des euromissiles : « Nan la passion, mais la raison ».

BERNARD BRIGOLEUX.

A travers le monde

Angola

• AVERTISSEMENT AUX JOURNALISTES OCCIDENTAUX. — Les autorités militaires angolaises ont lancé une mise en garde aux journalistes occidentaux qui seraient invités en Angola par l'UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola : opposition armée au régime de Luanda dirigée par M. Jonas Savimbi). Selon l'agence de presse ANGOP, les forces armées gouvernementales « rejettent toute responsabilité quant à la sécurité des journalistes ». L'agence indique que l'Afrique du Sud et les fanatiques

de l'UNITA sont en train d'organiser une visite de journalistes étrangers dans le Sud angolais. — (A.F.P.)

Mali

APPEL A LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE. — Le Mali a lancé, vendredi 14 octobre, un appel à la communauté internationale pour une aide d'urgence en raison de la sécheresse, qui frappe l'élevage et la production céréalière. Devant la gravité de la situation, a déclaré M. Diallo, ministre du développement rural, le gouvernement malien en appelle à la solidarité internationale pour une aide en

AVANT L'INSTALLATION DES EUROMISSILES

Les dernières grandes manœuvres

(Suite de la première page.)

Il est probable que les déclarations du vice-président Bush aux Etats-Unis sur la prise en compte des forces de Paris et de Londres participaient de la même « amicale pression ».

Il en faudrait bien plus évidemment pour fléchir la détermination égale et de sens contraire qui se manifeste du côté soviétique, et l'on ne s'étonnera pas que l'agence Tass ait vivement critiqué M. Mitterrand pour ses propos « méprisants » à l'endroit des « défenseurs de la paix ». Toutefois, si la réunion des sept ministres des affaires étrangères du pacte de Varsovie, qui a pris fin vendredi à Sofia, n'a pas apporté d'éléments vraiment nouveaux dans le débat, les chefs de la diplomatie communiste ont tenu à s'exprimer sur un ton que même Washington a jugé modéré.

Ainsi, alors qu'on parlait d'un prochain départ des négociateurs soviétiques des pourparlers de Genève, les sept se disent convaincus que « la possibilité de parvenir à un accord existe toujours », qu'il ne faut « laisser échapper aucune chance » d'y parvenir, et ajoutent, en terme de ce qui se veut un « appel insistant » aux pays de l'OTAN : « Si l'accord n'est pas conclu aux négociations avant la fin de l'année, il est indispensable de poursuivre les négociations en vue de sa conclusion, à condition que les Etats-Unis et leurs alliés renoncent ou déploient des nouveaux missiles nucléaires qu'ils ont eux-mêmes fixés ».

Compte tenu de la condition posée à la poursuite des négociations, cette position n'apporte guère de changements sur le fond. En échange de la très grande victoire que serait l'ajournement par l'OTAN du déploiement des Pershing et missiles de croisière, c'est bien le moins pour l'U.R.S.S. d'annoncer qu'elle continuerait de siéger à Genève et qu'elle consentirait également, ainsi que le précise le communiqué de Sofia, à « continuer de respecter le gel unilatéral de ses moyens nucléaires d' moyenne portée dans la partie européenne de son territoire » — autrement dit à ne pas installer de nouveaux SS-20.

Quand les alliés de Moscou traînent les pieds

Cette position n'exclut même pas un retrait soviétique à Genève au moment de l'arrivée du premier Pershing en R.F.A., comme l'avait annoncé M. Ziamatine, porte-parole du Kremlin. Elle confirmerait plutôt cette hypothèse puisque, si la condition d'une poursuite des négociations est l'ajournement du déploiement occidental, ces négociations devraient donc bien être interrompues si ce déploiement a lieu.

En même temps, l'« habillage » modéré qui est fait de cette position doit retenir l'attention, d'autant que les sept ministres mettent par ailleurs l'accent sur les bienfaits de la détente, sur la « force vitale du processus européen commencé à Helsinki » et dnt l'accord de Madrid a « garanti la continuité », sur les « propositions de paix » formulées antérieurement par le pacte

et sur la possibilité de « trouver une solution à tous les problèmes même dans le contexte d'une situation internationale difficile », etc... Rien dans ce texte qui rappelle le ton dramatique de la déclaration de M. Andropov à la fin septembre et les très violentes attaques de la presse de Moscou contre les Etats-Unis, rien sur l'affaire du Boeing sud-coréen (à l'exception d'une très vague allusion à l'« inviolabilité des frontières », les ministres alliés se sont bien gardés de manifester collectivement leur solidarité avec le grand frère dans cette affaire), rien enfin sur les « mesures de riposte » annoncées périodiquement après l'installation des missiles de l'OTAN, sinon une très vague allusion à la « nouvelle étape de la course aux armements » qui s'ouvrira de ce fait.

Sans doute Moscou et ses alliés ont-ils voulu donner l'impression, comme ils le disent eux-mêmes, qu'un accord est possible et donc ne rien annoncer d'irréversible jusqu'au tout dernier moment. Tout de même ce silence pesant des organismes officiels du pacte de Varsovie sur la suite qui sera donnée au programme de l'OTAN contredit clairement les déclarations des militaires soviétiques et donne à penser que cette affaire cause un certain malaise dans l'alliance orientale.

A la veille de la réunion de Sofia, le maréchal Koulikov, commandant des forces du pacte, avait encore réaffirmé à l'agence Novosti que Moscou « déploiera, après consultation avec ses alliés, des armes nucléaires supplémentaires pour compenser la puissance nucléaire croissante de l'OTAN en Europe ». Or, le silence des ministres des sept sur cette « promesse » rappelle un épisode analogue survenu à la fin juin, lorsque le maréchal Oustinov, ministre soviétique de la défense, avait annoncé une telle riposte dans les mêmes termes et que les dirigeants des pays du pacte de Varsovie, réunis le même jour à Moscou en présence des ministres de la défense, avaient « oublié » de reprendre cet avertissement à leur compte.

Sans doute, les petits du bloc soviétique devront s'incliner en fin de compte devant les exigences de leur maître. Mais ils ne mettent guère d'enthousiasme à accepter chez eux des fusées nucléaires, même après l'installation des Pershing à l'Ouest : après tout, ces engins qui passeront au-dessus de leur tête pour frapper le « grand frère » — seul décideur d'une éventuelle agression — les « motivent » moins que celui-ci. D'autant que le programme d'accompagnement de l'OTAN prévoit une forte réduction des armes nucléaires tactiques à l'Ouest — celles-là mêmes qui les menacent, et eux seuls.

Les Allemands de l'Est et les Tchécoslovaques, qui seront les premiers sollicités pour accueillir des SS-21, sont apparemment les moins réticents, mais les premiers souhaitent tout de même maintenir la coopération avec l'Ouest, surtout avec la R.F.A., dont ils viennent de recevoir un prêt généreux. Les Hongrois et les Roumains sont les moins « chauds » et recourent pour expliquer leurs réserves à un argument inattendu : en tant qu'anciens alliés de l'Allemagne hitlérienne, leur statut ne leur permettrait pas d'abriter des armes de destruction massive... Et si les seconds refusent tout net d'accepter des armements nucléaires qu'on ne semble d'ailleurs pas leur proposer, ils se disent prêts également à refuser de donner leur aval, dans le cadre du pacte de Varsovie, à leur installation chez d'autres alliés.

Cette situation peut changer d'ici à janvier, mais l'on s'explique mieux que les instances collectives du pacte se montrent encore aujourd'hui nettement en retrait dans cette affaire par rapport aux positions soviétiques.

MICHEL TATU.

Etranger

Niger

L'âme damnée du président Kountché

(Suite de la première page.)

Aujourd'hui ses toits bleus et ses stucs sont sévèrement gardés, et le simple fait de s'en approcher nous a valu de passer quatre heures à la gendarmerie, puis au Bureau de coordination et de liaison (B.C.L.), police politique du régime. A côté de ses mosquées, le lieutenant Bonkano faisait édifier ses maisons, dont les dimensions n'ont rien de comparable à celle, modeste, dans laquelle vit toujours le chef de l'Etat.

Car, c'est la deuxième raison qui peut être avancée pour expliquer son influence sur le président, le lieutenant Bonkano avait édifié une fortune considérable dans le commerce, les pots de vin, mais sans doute aussi grâce aux caisses noires de l'Etat. Il aurait servi au président de paravent pour redistribuer l'argent à tous ceux, chefs traditionnels, marabouts influents notamment, dont il est bon de s'assurer le soutien. Il aurait aussi été, murmure-t-on à Niamey, en relations d'affaires avec la femme du chef de l'Etat.

Pourquoi, alors, avoir tout risqué, puissance, argent, honneurs, pour obtenir le supplément de pouvoir que lui apportait la magistrature suprême ? La aussi deux explications peuvent être avancées. Avant fait le vide autour du général Kountché, notamment éliminé la plupart des compagnons d'armes du président, mis en place des hommes qui, sans être forcément ses fidèles, lui étaient redevables de leur pouvoir, a-t-il pensé que le moment était venu de franchir le pas ? La contagion du coup d'Etat en Haute-Volta, la situation troublée de la région, avec la guerre du Tchad, l'anarchie au Ghana, un certain désordre permanent au Nigeria, ont certes pu lui donner des idées. Mais ne sentait-il pas plûôt aussi sa puissance menacée ? Financièrement, les entreprises du lieutenant Bonkano marchaient mal, les placements qu'il avait effectués, en tout sens se révélaient catastrophiques, et les caisses noires de l'Etat, alimentées essentiellement par le profit de l'uranium, sont vides, politiquement surtout, l'ascendant quasi total qu'il avait pris sur le chef de l'Etat commençait à faire beaucoup de mécontents, même si très peu nombreux étaient ceux qui oseraient se plaindre au président. On dit d'ailleurs que celui-ci chassait de son bureau ceux qui abordaient le « sujet Bonkano ».

La semi-dégrâce du lieutenant-colonel Djermakoye Adamou, ancien ministre des affaires étrangères, de la santé, ancien président de la commission nationale de mise en place des institutions de la Société de développement, considéré jusqu'au début de cette année comme le numéro deux du régime et, aujourd'hui, préfet de Zinder, peut sans doute s'expliquer pour une part par son hostilité ouverte au pouvoir du lieutenant Bonkano. Le lieutenant-colonel Djermakoye était en effet l'une des rares personnalités du régime, avec le chef d'Etat-major de l'armée, arrêté pendant la tentative de coup d'Etat, à boudier les grandes fêtes organisées par le lieutenant Bonkano. Celui-ci, devenu en outre le véritable patron du B.C.L., régnait aussi par la crainte qu'il inspirait dans un régime dont le caractère policier est particulièrement visible.

Les Nigériens n'osent plus s'exprimer, fût-ce en petit comité, dit-on aujourd'hui, de peur que leur interlocuteur ne soit un provocateur ou un mouchard. « Si vous parlez avec un Nigérien dans son bureau, nous a-t-on dit, il met la radio pour brouiller les éventuelles écoutes. » La plupart des communications téléphoniques sont écoutées et, semble-t-il, avec efficacité. Les taxis ne vont qu'avec réticence dans le quartier de la présidence, et aucun d'entre eux ne s'aviserait de passer devant.

Si la chute du lieutenant Bonkano soulage beaucoup de monde, elle lève aussi, à court terme, une dangereuse hypothèque pour le général

Kountché qui, habilement, a reconnu sa « malveté », lors de son discours d'explications à la nation nigérienne (le Monde daté 9-10 octobre). Mais cela suffit-il ? Il ne fait aucun doute que le président du Niger sort affaibli de cette affaire. D'abord on peut penser que la trahison de quelques-uns de ses plus proches collaborateurs l'a moralement affecté, et cela d'autant plus qu'il est le seul responsable de l'assassinat foudroyant du lieutenant Bonkano. D'autre part, les révélations sur les agissements de son conseiller jettent un sérieux discrédit sur son régime. On dit bien aujourd'hui que le président Kountché avait fait quelques remarques à son protégé. On dit même qu'il lui avait récemment reproché ses spéculations illicites sur les grains, portant ainsi atteinte à la nourriture du peuple. Or le souci constant du régime est l'autosuffisance alimentaire. Cette remarque publique aurait-elle été un signal d'alerte pour le lieutenant Bonkano. Mais il n'empêche que pendant des années l'homme a agi comme bon lui semblait, avec la bénédiction tacite du président.

Des dossiers encombrants

Enfin, le président Kountché est menacé à terme par les éventuelles révélations que pourrait faire le lieutenant Bonkano, qui, dit-on, a quitté le Niger en voiture, tôt dans la matinée du 6 octobre, voyant que les garnisons ne suivaient pas, en emportant avec lui les dossiers secrets du régime. Les rumeurs les plus fantaisistes courent à Niamey sur sa destination finale, après son passage en Haute-Volta et sans doute au Ghana. De source informée, on indique qu'il pourrait se trouver en France, où le directeur de cabinet du président, M. Sani Bakou, aurait effectué un voyage précipité. En tout cas, des policiers nigériens sont partis à sa recherche.

La question est maintenant de savoir comment va réagir le président Kountché lui-même, et aussi ses compagnons d'armes du Conseil militaire suprême (C.M.S.), officiellement toujours organisme dirigeant du régime depuis le renversement du président Diori Hamani, en avril 1974. Jusqu'où ira la « chasse aux sorcières » entamée ?

A l'origine un nombre de treize, les membres restants du C.M.S. ne risquent-ils pas de demander des comptes à celui qui les avait peu à peu écartés, mais qui est aujourd'hui en position de faiblesse ? Ils pourraient peut-être en profiter pour demander à partager un peu un pouvoir qui leur a échappé au fil des ans.

Un certain nombre de militaires cacheraient mal, d'autre part, leur mécontentement devant l'évolution du régime, qui s'oriente de plus en plus vers le transfert effectif du pouvoir politique aux civils. Seuls deux militaires appartiennent encore au gouvernement, et la nomination, au début de l'année, d'un premier ministre civil s'était heurtée à des réserves parmi les compagnons d'armes du président.

Un remaniement ministériel, qui était attendu après les réunions au sommet de la C.E.A.O. de l'U.M.O.A. et de l'ANAD à la fin de ce mois à Niamey, pourrait être maintenant avancé. Il est certain que les remaniements, réorganisations et éventuels déplacements de personnes seront un indice du sens véritable de cette tentative de coup d'Etat, dont beaucoup d'aspects demeurent encore obscurs.

Déjà en proie à de très sérieuses difficultés économiques, le Niger pourrait connaître une période de remous politiques. Cette tentative aura mis en lumière la fragilité d'un pouvoir qui repose sur un homme dont l'autorité risque d'être désormais sérieusement atteinte.

FRANÇOISE CHIPAUX.

L'Ostpolitik à l'épreuve des missiles

Le grand jeu de cache-cache

Au moment où les opposants aux nouvelles armes nucléaires de l'O.T.A.N. préparent un peu partout en Europe leurs grands rassemblements, c'est une fois de plus vers la République fédérale que se tournent les regards. Non seulement parce que le mouvement pour la paix est là plus puissant sans doute que n'importe où ailleurs, mais parce que la République fédérale, élément essentiel du plan de modernisation de l'O.T.A.N., n'est pas un partenaire de l'alliance atlantique tout à fait comme les autres. A la lutte contre les armes nucléaires se mêle en R.F.A., que les pacifistes le veuillent ou non (certains le veulent, d'autres pas), la question des rapports qu'elle entretient avec « l'autre Allemagne ».

Cette « question allemande » a toujours été liée à celle de la sécurité en Europe, et il n'est pas surprenant que se rapproche l'échéance fixée pour l'implantation des missiles, que l'actualité d'outre-Rhin regorge depuis plusieurs semaines d'informations, de démentis, de rumeurs et de spéculations sur l'évolution des rapports avec la R.D.A.

A peine se satisfait-on à Bonn du « réchauffement » de ces rapports que la R.D.A. multiplie les mises en garde puis les invitations et les déclarations de bonnes intentions, fait entendre de substantielles concessions, puis les fait attendre, entretient l'ambiguïté et profère des monnaies. La R.F.A. pour sa part multiplie elle aussi les gestes de bonne volonté, nourrit des espoirs de contrepartie, vend la peau de l'ours avant de l'avoir tué, puis cède au doute. Le dernier épisode de ce jeu de cache-cache s'est focalisé ces derniers jours sur la question des dispositifs de tir automatique installés par la R.D.A. le long de la frontière dans les années 70 et dont la R.F.A. n'a cessé de demander le démantèlement.

Les « automates de la mort »

M. Weizsäcker, le maire de Berlin-Ouest — rompant les usages, — rencontre M. Honecker de l'autre côté du mur et revient avec l'assurance que ces « automates de la mort » seront démantelés. Ils le sont en effet en certains points de la frontière ; on s'en réjouit à Bonn, et puis l'on s'aperçoit qu'ils sont en train d'être remplacés par un matériel plus moderne. Les informations contradictoires se succèdent pendant plusieurs jours. En fin de compte, M. Honecker, pour autant que l'on sache, semble avoir tenu sa promesse, mais cela ne change strictement rien : les armes à déclenchement électrique sont remplacées par un matériel certes moins choquant que ces robots-assassins, mais la frontière ne sera pas plus perméable pour autant. Les champs de mines, les miradors, les barbelés restent en place et l'ordre intimé aux gardes frontières de tirer à vue sur les fuyards n'a pas été officiellement révoqué, bien que, depuis le début de cette année, aucun des Allemands de l'Est qui ont tenté de passer clandestinement le rideau de fer n'ait été abattu.

Le problème en tout état de cause n'est pas là. Il est de savoir à quoi correspondent ces informations contradictoires, ce que veut Berlin-Est en soufflant alternativement le chaud et le froid, et à quoi correspond, à Bonn, l'imperturbable optimisme dont on souhaite tellement ne pas avoir à se départir.

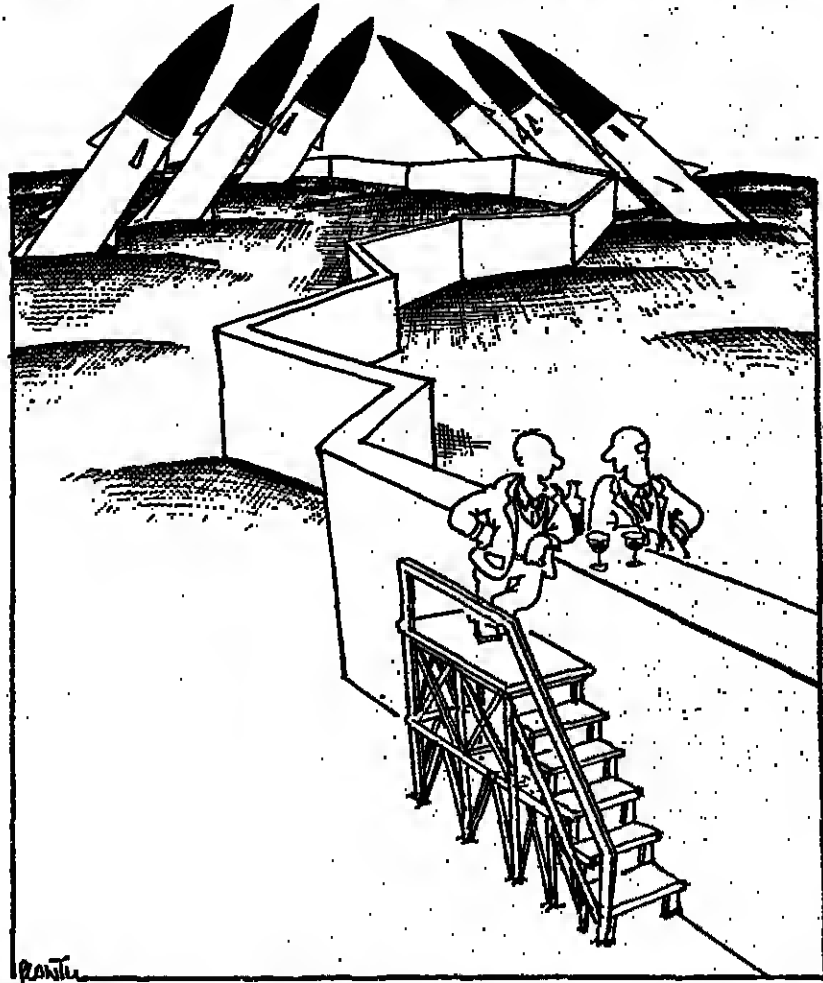
Les relations entre les deux Etats reposent, pour l'essentiel, sur l'attente de la part de Berlin-Est d'une coopération économique

proche — un abaissement de l'âge auquel les Allemands de l'Est sont autorisés à séjourner en République fédérale et à Berlin-Ouest et à s'y installer (faculté pour l'instant réservée aux retraités), ainsi qu'un meilleur traitement par les autorités est-allemandes des demandes d'émigration.

Le gouvernement de Bonn est, d'autre part, toujours demandeur d'un accord culturel et scientifique qui faciliterait les échanges intellectuels, voire la circulation des écrits, entre les deux Etats. Enfin la République fédérale « rachète » chaque année entre 1 000 et 1 500 prisonniers est-allemands. 24 000 ont été ainsi rachetés depuis vingt

ans (les mesures annoncées en faveur des mariages entre Allemands de l'un et l'autre Etat et de la réunion des familles séparées constituent certes un progrès. Mais elles sont assorties de conditions complexes, et nul ne peut dire pour l'instant comment elles seront appliquées).

On veut aussi voir pour signe du « réchauffement » un certain allègement depuis quelques mois des contrôles imposés aux voyageurs occidentaux se rendant à Berlin. Mais il faut rappeler que cet allègement est intervenu après deux incidents fort embarrassants pour la R.D.A. : deux personnes, à quelques jours d'in-



(Dessin de PLANTU.)

tervalle avaient trouvé la mort à des postes frontières pendant leurs interrogatoires par la police est-allemande.

On fait valoir aussi l'accord conclu en septembre 1982 entre la Fédération des organisations de jeunesse ouest-allemandes et la F.D.J. (l'organisation des jeunes communistes est-allemands), dans le cadre duquel chaque année plus d'un million de jeunes de R.D.A. et 5 000 Allemands de l'Ouest pourront visiter le pays voisin (à titre de comparaison, les échanges officiels franco-allemands concernent cette année environ 120 000 jeunes). Cet accord risque de ne profiter qu'aux cadres et militants de la F.D.J. et ne répondra de toute évidence pas à l'énorme demande insatisfaite des jeunes Allemands de l'Est à qui les visites privées en R.F.A. sont interdites.

En quoi consistent les améliorations qu'on se flatte d'avoir obtenu à Bonn en échange du crédit de 1 milliard de marks, garanti par l'Etat, consenti à la R.D.A. en juillet ? Les concessions paraissent pour l'instant assez maigres. Outre le démantèlement des batteries de tir automatique à la frontière, les autorités est-allemandes ont annoncé la suppression du change obligatoire pour les enfants de moins de quatorze ans (c'est-à-dire 5 % environ des visiteurs

ans à des « prix » qui varient entre 40 000 et 180 000 deutschemarks. L'attente de la R.F.A. porte ici non seulement sur le prix mais sur la qualité de cette très spéciale « marchandise » : il semble en effet que la R.D.A. fasse passer pour des politiques bon nombre de détenus de droit commun dont elle se débarrasse ainsi en gagnant des devises.

En quoi consistent les améliorations qu'on se flatte d'avoir obtenu à Bonn en échange du crédit de 1 milliard de marks, garanti par l'Etat, consenti à la R.D.A. en juillet ? Les concessions paraissent pour l'instant assez maigres. Outre le démantèlement des batteries de tir automatique à la frontière, les autorités est-allemandes ont annoncé la suppression du change obligatoire pour les enfants de moins de quatorze ans (c'est-à-dire 5 % environ des visiteurs

ans à des « prix » qui varient entre 40 000 et 180 000 deutschemarks. L'attente de la R.F.A. porte ici non seulement sur le prix mais sur la qualité de cette très spéciale « marchandise » : il semble en effet que la R.D.A. fasse passer pour des politiques bon nombre de détenus de droit commun dont elle se débarrasse ainsi en gagnant des devises.

**FAITES
DÉCOLLER
VOS
AFFAIRES
VERS
L'EXTRÊME
ORIENT.**



Avant le vol.

Votre carte de visite en japonais, une étude de votre marché au Japon, un interprète, une réservation pour un stand ? Demandez, JAL s'en occupe.



En vol.

Un lit. Un vrai lit pour une vraie nuit. Ou un fauteuil inclinable à 60°, en 1^{re} classe ? Deux des nombreux raffinements du service JAL !



La classe Affaires.

20% de sièges en moins, c'est autant de confort en plus. Et au menu, cuisine française ou japonaise, saké ou champagne. Bon appétit !

Les escaliers

Ostpolitik s missiles cache-cache

Le débat sur les euromissiles est avant tout un problème allemand. Il met en cause les rapports entre les deux Etats séparés, leurs intérêts spécifiques et la marge de manœuvre dont ils peuvent disposer l'un et l'autre vis-à-vis de leur protecteur respectif.



Le débat sur les euromissiles est avant tout un problème allemand. Il met en cause les rapports entre les deux Etats séparés, leurs intérêts spécifiques et la marge de manœuvre dont ils peuvent disposer l'un et l'autre vis-à-vis de leur protecteur respectif.

Même s'il trouve un écho dans tous les pays concernés par l'installation éventuelle de ces nouvelles armes, et au-delà, le débat sur les euromissiles est avant tout un problème allemand. Il met en cause les rapports entre les deux Etats séparés, leurs intérêts spécifiques et la marge de manœuvre dont ils peuvent disposer l'un et l'autre vis-à-vis de leur protecteur respectif.

interallemand

Enfin, pour illustrer l'intensification des relations interallemandes, on souligne l'accroissement des échanges commerciaux en 1982 et 1983 (+30% au cours du premier semestre de cette année). Mais là aussi un correctif s'impose : le poids de la dette de la R.D.A. à l'égard de l'Ocident est devenu tel ces derniers années qu'elle a dû reporter sur la R.F.A. une grande partie des échanges qu'elle entretenait auparavant avec d'autres partenaires. Ces échanges se font en effet à des conditions préférentielles, tolérées par les autres membres de la C.E.E. Le crédit SWING — un prêt annuel sans intérêt de 850 000 millions de deutschemarks — consenti par Bonn permet à l'Allemagne de l'Est de financer sans intérêt le déficit de son commerce avec la République fédérale.

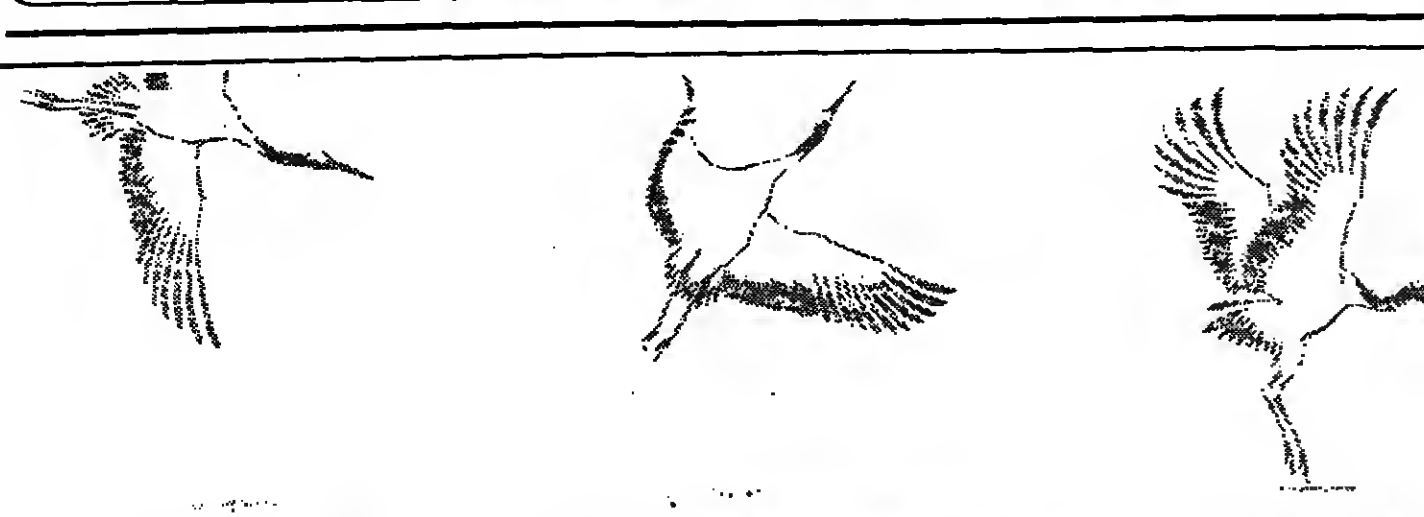
Bonn ? Pourquoi M. Strauss a-t-il changé son fusil d'épaule en se faisant passer pour l'initiateur de l'octroi du crédit de 1 milliard de marks consenti en juillet ? Pourquoi cette insistance sur les accords — somme toute assez modestes — remportés, et cet optimisme pour l'avenir ? Quand M. Honecker, il y a quelques jours, dans une lettre au chancelier Kohl, mit en garde contre la possible « glaciation » des rapports interallemands dans l'hypothèse d'une installation des Pershing-2 en R.F.A., on estima à Bonn que c'était là un geste de pure propagande, directement inspiré par Moscou et que l'octroi de Berlin-Est restait de ne pas laisser les rapports interallemands se durcir au même rythme que les rapports Est-Ouest. Les difficultés économiques que connaît actuellement la R.D.A. rendent effectivement plus précieuses que jamais ses relations avec Bonn.

LE PRÉCÉDENT DU RÉARMEMENT DE L'ALLEMAGNE

Quand Moscou menaçait avant de s'incliner

Pour impressionner les Allemands, la propagande des Soviétiques et de leurs alliés fait flicha de tout bois. Moscou laisse planer le menace d'une rupture des négociations de Genève pour le cas où les Pershing-2 et les missiles de croisière américains seraient déployés en Europe occidentale, en notant que la R.D.A. a dénoncé une violation de l'esprit et de la lettre des traités qui, à partir de 1970, ont scellé la normalisation des relations entre l'Allemagne occidentale et ses voisins communistes ; elle annonce un retour à la guerre froide, alors que le chef de l'Etat et du parti est-allemand, M. Erich Honecker, invoquant « le peuple allemand » — expression bannie à Berlin-Est depuis des décennies — conjure son collègue, le chancelier Kohl, de ne pas accepter les nouvelles fusées américaines sur son sol. Il prédit l'ouverture d'une « nouvelle ère glaciale » si son appel n'était pas entendu. La menace est claire : les rapports entre les deux Etats allemands, en particulier les allègements humanitaires difficilement négociés pendant des années, ne pourront que souffrir du déploiement.

Quatre à Genève, Adenauer faisait la première visite officielle d'un chancelier à l'Union soviétique. C'était l'établissement des relations entre Bonn et Moscou, la libération des prisonniers de guerre allemands, le début des négociations commerciales promises à un bel avenir. Comme l'écrivait Alfred Grosser, « l'U.R.S.S. a tout fait pour donner raison à ceux qui disaient qu'elle accepterait l'intégration de la R.F.A. dans l'Europe des Six et dans l'OTAN aussitôt que celle-ci serait un fait accompli » (1).



Les escales. De Bangkok à Hong Kong, de Sydney à Tokyo, de Tokyo à Shanghai ou Honolulu, le plus grand nombre d'escales, c'est JAL.

Affaires et loisirs. JALTOUR et « Tour du Monde » : des tarifs économiques qui permettent de cumuler voyages d'affaires et de loisirs. Qui dit mieux ?

Les hôtels. « L'Executive Hotel Service » et le « Budget Hotel Service » : les meilleurs hôtels à un tarif de faveur. Pour les passagers JAL. Exclusivement.

Etranger

Tunisie

Le président Bourguiba a remanié le gouvernement

De notre correspondant

Tunis. — M. Abdel Aziz Lasram a démissionné jeudi 13 octobre de son poste de ministre de l'économie nationale et a été remplacé vendredi par M. Rachid Sfar, jusqu'ici ministre de la santé publique. Le communiqué officiel se borne à annoncer le remplacement de M. Lasram sans évoquer les raisons de sa démission. Diplômé de l'Ecole des impôts de Paris, M. Rachid Sfar avait été nommé ministre de l'industrie, des mines et de l'énergie en 1977, département qu'il a quitté en 1979 pour être nommé à la tête du ministère de la défense. Jusqu'à sa présente nomination, il était ministre de la santé.

Le département de la santé a été confié par M. Bourguiba à M. Habib Touhami, ingénieur, conseiller au cabinet de M. Mohammed M'Zali, qui entre pour la première fois au gouvernement. Enfin, M. Ez-zedine Chelbi, jusqu'ici secrétaire d'Etat au tourisme et à l'artisanat, est élevé au rang de ministre.

Le départ de M. Abdel Aziz Lasram est motivé par son désaccord sur certains aspects de la politique économique du gouvernement. Ce désaccord ne porte pas sur la finalité de la politique économique mais sur ses méthodes d'application, en particulier sur la façon dont on doit procéder pour assouplir la politique de blocage des prix en raison des multiples contraintes qu'elle implique au niveau des entreprises. Le désaccord porte également sur le schéma à retenir pour alléger le déficit de la caisse générale de compensation, dû essentiellement aux céréales. C'est dans ce cadre que s'inscrit, croit-on savoir, le projet gouvernemental qui prévoit de relever le prix du pain et des autres dérivés des céréales.

D'autre part, le secrétaire général du parti communiste tunisien, seul parti légal d'opposition, M. Mohammed Harmel, a annoncé jeudi, au cours d'une conférence de presse, que l'hebdomadaire du P.C.T., *Attirik El Jodid* avait fait l'objet d'une suspension pour une période de six mois. « Bien qu'aucune explication officielle n'ait été donnée par les autorités à la direction de la publication », cette mesure aurait été prise, selon M. Harmel, à la suite de la publication d'un article annonçant qu'un haut fonctionnaire de l'ambassade de Tunisie à Paris aurait détourné la somme de 200 000 dinars destinée aux bourses des étudiants.

U.R.S.S.

M. YOSSIF BEGUN A ÉTÉ CONDAMNÉ A SEPT ANS DE CAMP

M. Yossif Begun a été condamné par le tribunal de Vladimir, vendredi 14 octobre, à une peine de sept ans de camp suivie de cinq ans de rélegation : c'est le maximum prévu par l'article 70 du code pénal (« agitation et propagande antisoviétique »). J. M. Begun a tenté sans relâche, depuis 1971, d'obtenir le droit d'émigrer en Israël, mais l'autorisation lui a été systématiquement refusée sous prétexte qu'il aurait détenu des informations « secrètes » obtenues au cours de sa vie professionnelle : ingénieur électromécanicien, au chômage depuis qu'il avait demandé un visa de sortie, M. Begun a déjà été condamné deux fois à des peines de rélegation, notamment pour « parasitisme ». Mais avec ce procès la justice soviétique a voulu frapper un grand coup : douze ans de camp et de rélegation, pour un homme de cinquante-deux ans, devraient suffire à lui enlever tout espoir de gagner son combat.

Selon le tribunal, il a « pendant dix ans systématiquement reproduit et diffusé, dans le but de renverser le système existant, des documents contre l'Etat, incitant à la haine envers le pays des Soviets et dénaturant la politique intérieure et étrangère de l'Etat soviétique ».

Le procès, organisé à 300 kilomètres de Moscou, a donné lieu à la parodie habituelle : la femme et le fils de l'accusé n'ont pas été autorisés à suivre l'audience « publique », sauf pour l'émission du verdict. M. Begun avait assuré lui-même sa défense, rejetant l'assistance d'un avocat commis d'office. — (UPI.)

A ses lecteurs qui vivent hors de France

Le Monde

présente une

Sélection hebdomadaire

Ils y trouveront une sélection des informations, commentaires et critiques parus dans leur quotidien.

MÉDAILLE DE LA CHICORÉE

Une nouvelle page de l'histoire de la chicorée s'est ouverte. Pour la première fois en France, la Médaille de la Chicorée a été décernée, offerte à M. BERTIN DEBROUWER, de Bourbourg, pour toute une vie consacrée à la culture et à l'amélioration de la qualité de cette plante.

Après avoir évoqué les éminentes personnalités qui avaient précédemment reçu cette distinction à l'étranger, M. LEROUX a retracé la longue histoire de la chicorée, que la pharmacie a léguée à l'alimentation tant elle était consommée.

Si chacun, a-t-il dit, avait mon cœur et mon regard, il saurait qu'au-delà de tous les parfums de France, des meilleurs vins, du champagne, du foie gras et de toutes les spécialités de notre pays, la chicorée est la produit le plus représentatif de la France à l'étranger, parce que plante de santé qui ne comporte aucune contre-indication et fait bénéficier chacun de ses qualités éminemment appréciables pour tout l'organisme.

Et la chicorée française représente dans le monde la meilleure qualité au meilleur prix.

M. LEROUX a terminé son allocution en citant le Docteur Goebel qui a dit que la chicorée est un véritable élixir de vie, et un document italien : la panacée n'existe pas, c'est la chicorée qui s'en rapproche le plus.

Il a adressé ses remerciements pour les soins toujours plus parfaits apportés à la culture et au travail de la chicorée.

APPELEZ JAL:
225.55.01.



Les petites attentions font les grands vols.

JAPAN AIR LINES

La classe Affaire

Étranger

GRÈCE

Le fiasco du mariage civil

Il e fallu attendre l'arrivée des socialistes au pouvoir pour que la Grèce liquide un anachronisme. Sans eux, elle serait peut-être restée le seul pays d'Europe à ignorer le mariage civil. Mais les mentalités évoluent encore moins vite que les lois, et les officiers d'état civil ne font pas encore concurrence aux popes.

De notre correspondant

Athènes. — Dans l'Antiquité, les Athéniens invoquaient le dieu Hymen, fils de Bacchus et de Vénus, faisant de la cérémonie du mariage un élan de joie et d'allégresse. De nos jours, drapée dans la gloire du manteau de Byzance, l'Église orthodoxe orientale du Christ honore encore la danse en deux occasions seulement : l'ordination des popes et le mariage religieux. En voici un dont la liturgie se déroule dans une minuscule chapelle tapie dans les frondaisons entre la merne façade du Cercle militaire et le Conservatoire national de musique.

« Danse, Isao ! » Hiératique, le pope mène la ronde qui par trois fois fera le tour de la table sur laquelle repose le saint Évangile. « Danse, Isao ! » Troublés, se tenant par la main, courbés sous les petites couronnes de fleurs tendues par le parrain, les jeunes mariés suivent cette gerbe de lumière, d'or et d'argent qu'est devenu le célébrant. Les parents bouleversés, les amis, les enfants émerveillés font pleuvoir des grains de riz et la joie règne dans la maison du Seigneur. « Danse, Isao ! », afin que se renouvelle la prophétie annonçant la naissance du Christ dans le sein immaculé de Marie.

Une jeune femme radieuse dans une robe cousue de rêves tend une poignée de dragées enfouies dans une touffe de tulie blanc. Mariage modeste car, tout comme l'éclat variable de l'office religieux, les bonbonnières, qui vont du simple tulle aux plus rares porcelaines ou aux torsades d'argent, témoignent de la condition sociale des époux. Enhardi par un sourire, je demande : « Et vous, c'est pour bientôt ? »

Nullement déconcertée par cette question d'un inconnu, la jeune femme se tourne vers son compagnon, engoncé dans un costume qui se veut de circonstance, lui sourit, puis me répond : « C'est décidé. Nous sommes fiancés mais nous attendrons 1983. L'année prochaine sera bissextile et donc à éviter. »

— Et, bien entendu, ce sera à l'église ?

Quelle question ! La réponse claque comme bannière au vent.

« Nous sommes Grecs et orthodoxes ! Nous laissons à ceux qui ont des problèmes, la tristesse de se marier civilement, devant quelques parents moroses et des amis désabusés. Non, nous faisons non ! Nous ne voulons pas du mariage civil, mais la danse d'Isao, et en blanc, dans la lumière, les fleurs et la joie. »

Dix pour cent seulement

En instaurant, l'an dernier, le mariage civil, le pouvoir socialiste a mis un terme à une situation anachronique génératrice de problèmes juridiques inextricables et de drames humains. En effet, l'État ne reconnaissait que le mariage religieux et les précédents dirigeants n'osaient pas affronter le clergé orthodoxe tout-puissant dans les campagnes et qui pouvait faciliter ou briser une carrière politique. Les socialistes ont donc fait œuvre raisonnable.

Les couples non mariés religieusement, véritables parias sociaux, étaient condamnés à mettre au monde des enfants illégitimes. Ce régime permettait, en outre, à des courtiers de dot ou de jupons de multiplier les mariages civils en Allemagne fédérale ou en Suède, par exemple, tout en demeurant, légalement, célibataires sous le ciel de l'Hellade. Les consuls et chancelleries étrangères eurent à connaître de milliers et milliers de plaintes formulées par des femmes et des enfants victimes d'un abou qui crée parfois des situations extravagantes. Ainsi, un veuf, père d'un petit garçon, épouse en secondes noces, une veuve mère d'une petite fille. Les deux enfants, frère et sœur par alliance mais sans aucune consanguinité, s'aiment, s'épousent et auront neuf enfants et dix-sept petits-enfants. Quarante-cinq ans plus tard, l'Église les qualifie tous d'incestueux, la famille n'ayant « aucune existence légale ». Le cas a été récemment signalé par la presse grecque.

Après un long combat d'arrière-garde, l'Église a enfin rendu à César ce qui est à César. Cependant, à gauche, certains qui avaient crié victoire, doivent déchanter, car les chiffres sont éloquentes. Pour l'instant, le mariage civil est échec et mat.

En effet, pour toute la Grèce, les mariages civils n'atteignent pas 10 % et dans certaines régions sont absents du paysage. La ville de Florina n'en a enregistré que deux, et dans les villages figés dans la tradition, l'idée ne viendrait à personne qu'un mariage puisse ne pas passer par l'église. De même, dans le pourtant très progressiste Grand-Athènes, pour 763 mariages civils, il a été célébré 4 800 mariages religieux, et Salonique n'a connu de juillet 1982 à mai 1983 que 200 mariages civils contre

1 200 mariages religieux. Micux encore, dans la « ceinture rouge » d'Athènes, Le Pirée, les popes l'emportent, et de loin, sur les adjoints aux maires.

Dans les milieux de gauche, d'aucuns, tombant de haut, réclament que le mariage civil devienne obligatoire. En fait, ceux qui croyaient que les mairies allaient vider les églises n'ont tenu compte ni de la lenteur des évolutions psychologiques ni de l'ambiguïté des métamorphoses politiques et sociales.

Certes, dans les églises, le nombre des pratiquants se rétrécit comme une peau de chagrin, mais les Grecs demeurent attachés à un christianisme étroitement associé à l'hellénisme, et il existe un décalage entre un discours politique radicalisé et les réalités profondes propres à ce pays. De toute façon, les controverses autour du mariage civil sont plus que modérées et d'authentiques marxistes continuent à se marier à l'église ou à y faire célébrer l'office des morts.

Le féminisme, ce pléonasme...

En fait, l'opinion demeure avant tout préoccupée par la fragilité du foyer. En effet, les Grecs se marient jeunes (l'âge moyen est de vingt-huit ans pour les hommes, vingt-trois ans pour les femmes) mais divorcent beaucoup, ce qui fait l'affaire de 20 000 avocats que compte le pays (dont environ 12 000 à Athènes), mais ne répond guère aux impératifs démographiques. Ainsi, on estime que, en l'an 2000, la Grèce comptera seulement 10 435 600 habitants ; ils sont actuellement 9 400 000 dont 23 % de moins de quatorze ans et 14,4 % de plus de soixante-cinq ans.

Le développement économique, l'épanouissement social, l'éveil



Dessin de FRANCHINI

culturel, le brassage des idées, bouleversent les données familiales traditionnelles. Dans une société en pleine mutation, la pratique du divorce gagne peu à peu les campagnes. Pour 100 mariages, on enregistre 70 divorces.

De plus en plus libre et émancipée, la femme grecque n'a d'ailleurs jamais été asservie à l'homme et peut se réclamer d'une antique et illustre tradition. Celle-ci va d'Hélène de Troie, à Olympie, la mère initiée d'Alexandre le Grand, en passant par Xanthippe, qui empoisonna Socrate bien avant la coupe de ciguë. On y trouve, pélo-mêle, Aspasia, qui pesa sur les décisions de Périclès, l'impératrice Théodora, qui réprima la révolte de l'Hippodrome, Irène l'Athénienne, qui rétablit les icônes,

Théophano, qui domina les empereurs Phocas et Tzimiskès, Vassiliki, qui envoya Ali Pacha de Tepelene, Mani Mavrogenis et Bouboulina, ces deux héroïnes de la guerre d'indépendance, que la première Assemblée nationale prépondérante et le féminisme est un pléonasme historique. Aujourd'hui, dans les milieux politiques modérés, nombreux sont ceux qui s'accrochent d'une Gola Meir ou d'une Mme Thatcher. Mais en attendant qu'elle occupe d'aussi hautes fonctions à la tête de l'État, c'est, plus que le deuil, le blanc qui sied à Électre.

MARC MARCEAU.

NORVÈGE

Les taste-morue des îles Lofoten

Au large de la Norvège, les îles Lofoten ont deux titres de gloire. L'un, confidentiel, de posséder un cimetière chanté par le poète Milosz. L'autre, plus prosaïque, est d'être le haut lieu de la morue. On en prend, hélas ! de moins en moins, mais on s'en apprécie. Car il faut qu'elles soient bien grasses...

De notre envoyé spécial

Nes Lofoten. — Sur quelque 200 kilomètres au-delà du cercle polaire arctique, des montagnes déchiquetées qui plangent à pic dans la mer du Nord et qui couvrent les neuf dixièmes des terres. De pittoresques maisons de pêcheurs rouges, jaunes ou blan-

ches, encastrées au fond des fjords et des criques, bâties presque toutes sur pilotis pour les protéger des tempêtes et des marées. Et puis, partout le long de la côte, ces vastes champs de tréteaux de bois où s'étendent des dizaines de milliers de morues qui séchent au vent et répandent loin alentour une odeur fétide de poisson pourri. Ces poissons qui, à l'époque de la Saint-Jean, seront baptisés stockfish ou merluiche, sont omniprésents : on en découvre même parfois deux ou trois isolés, suspendus par la queue au porche d'une villa. Rien ne vaut la fabrication familiale... Curieusement, au bout de quelques heures de présence dans l'île, ces relents de nuoc-mam (1) commencent à présenter un certain charme. Si, dans un aéroport européen ordinaire, on demande aux passagers de ne pas emporter de produits gazeux ou toxiques dans la carlingue, à Svølvær, il est écrit en

grosses lettres au-dessus du guichet d'enregistrement : « Défense de transporter du poisson séché dans les bagages à main ». Et, heureusement, l'interdiction est respectée.

Le poisson est depuis des siècles la ressource principale de quelque vingt-sept mille habitants des Lofoten, même si l'on s'efforce à présent de diversifier l'économie régionale en développant timidement la petite agriculture et l'élevage, en particulier sur les versants nord, plus verts. La pêche est en effet en déclin depuis une dizaine d'années. Des documents montrent qu'il y a plus de mille ans le commerce du poisson séché se faisait déjà avec l'Italie, et les fouilles archéologiques en cours indiquent que les Vikings s'y étaient établis. Car, si ces îles paraissent plutôt inhospitalières à première vue, elles jouissent quand même, compte tenu de leur latitude, d'une situation privilégiée : l'influence du Gulf Stream fait que le thermomètre descend rarement au-dessous de - 5 degrés en hiver. Et la conjonction de courants favorables, d'un riche plancton et de la température relativement douce de l'eau attire le poisson. Les bancs de morues descendent en masse de l'océan Glacial et, suivant un itinéraire immuable, font d'abord une fois le tour de l'archipel avant de venir s'engouffrer dans le vestfjord, devant le « mur des Lofoten », pour y frayer (au pur « jauger » comme on dit en norvégien). Entre janvier et avril, c'est la ruée des pêcheurs. Par centaines, ils viennent du sud et du nord de la Norvège, de la Suède, du Danemark et même d'Angleterre pour trouver un emploi saisonnier, que l'on sait lucratif, à bord des chalutiers. Puis c'est l'attente, la longue attente avant l'arrivée du « butin ».

Le volume des prises varie sensiblement d'une année à l'autre : entre 19 500 tonnes et 146 000 tonnes, en quatre mois à peine. Lorsque tout va bien, les bateaux peuvent revenir un jour avec 5 000 tonnes de poissons dans leurs filets. Mais souvent

« la mer est noire », autrement dit les prises ont été maigres.

En moyenne, le « skrei » (la morue des Lofoten), pèse 7 livres, mais on se souvient de « numéros » exceptionnels de 35 kilos, et de cet exemplaire, qui mériterait une place au Guinness Record Book, une bête de 51 kilos, pêchée à Henningsvær en 1978.

Seulement trois fois...

Mais, devant la diminution régulière des prises, les pêcheurs des Lofoten n'hésitent pas à accuser les Soviétiques de pratiquer dans la mer de Barents une pêche sauvage qui leur enlève une partie de leur gagne-pain et met surtout en péril la reproduction.

A Svølvær, on apprécie la morue bien grasse. Il s'agit de l'attraper juste avant son arrivée dans le fjord : « C'est alors que sa chair est la plus ferme. Ensuite, elle devient légèrement plus grumeleuse... ». Les habitants des îles s'y connaissent en matière de préparation du poisson, mais ils n'en abusent pas. « Nous en mangeons seulement trois fois par semaine », disent-ils.

Personne ici ne souhaite quitter sa terre natale, même si l'on comprend les jeunes qui partent pour Narvik « afin de faire autre chose que le métier le plus pénible du monde », parce qu'en été les possibilités d'emploi sont rares. La chasse à la balaine, la pêche aux crevettes et aux harengs ne rapportent plus autant qu'autrefois.

La vie dans l'archipel a longtemps été dominée par les *værkøngen*, les « rois des lieux de pêche », qui étaient, certes, des seigneurs, mais conscients de leurs responsabilités vis-à-vis de leurs sujets. Certains villages sont toujours « gouvernés » ou presque par de telles familles qui possèdent quelques chalutiers et le magasin d'alimentation local ainsi que les logements. Les gens des Lofoten sont attachés à leurs îles, à cet environnement grandiose et dramatique, à ces continuelles intempéries qui marquent, bien sûr, leur façon d'être et leur caractère.

« Au premier abord, nous dit Randi Nygaard, professeur et conseiller municipal, nous donnons l'impression d'être stables et équilibrés. C'est sans doute vrai, mais nous pouvons aussi brutalement changer, sans savoir exactement pourquoi. Nous passons du noir au blanc et du blanc au noir, de la joie la plus intense à la dépression la plus profonde en l'espace de quelques minutes, et inversement. Nous vivons au rythme des saisons. En hiver, nous dormons beaucoup et restons cloîtrés à la maison, avec cette crainte permanente des déchainements des éléments. En été, lorsque le soleil est présent presque jour et nuit, nous sommes heureux et nous nous extériorisons facilement. Il n'est pas concevable de dormir plus de quatre heures par jour pendant la belle saison. » Et c'est vrai : à 3 heures du matin, au mois de juillet, on se promène bras dessus, bras dessous dans les rues de Svølvær, une petite ville de quatre mille habitants.

Une secte isolée

Une route goudronnée conduit maintenant de Svølvær à Aa, la dernière île habitée de l'archipel. Sa construction coûteuse a été décidée en fait pour faciliter la vie quotidienne de quelques familles qui ne voulaient à aucun prix déménager. Le roi Olav V est même venu inaugurer officiellement le nouveau tronçon. Cela illustre bien la politique régionale norvégienne, qui vise à éviter autant que possible l'exode des populations du Nord vers les villes et vers le Sud. D'une part pour des raisons humaines. D'autre part pour des raisons stratégiques : il est essentiel en effet pour ce pays, membre de l'OTAN, de maintenir une population dans les régions septentrionales, près de la frontière soviétique et non loin de la super-base militaire de Mourmansk.

Comme dans toutes les régions qui vivent de la pêche, les habitants des Lofoten sont profondément religieux, en raison des ris-

ques, souvent imprévisibles, du travail en mer. On se souvient de la tragédie de mars 1852. En une seule journée, quatre cents pêcheurs ont péri dans une tempête. Les sectes et églises dissidentes foisonnent. Celle des Blasphémés par exemple, compte une bonne centaine d'adeptes qui vivent dans une vallée pratiquement déserte. A leurs yeux, la seule façon de monter au paradis est de mener une vie exemplaire et austère : pas de télévision, pas de radio, pas de magnétoscope, pas d'alcool, pas même une goutte de café. Persuadés que Jésus reviendra un jour sur Terre, les prêtres de cette secte ont déjà préparé son accueil, car ils sont également certains que le Christ choisira pour son retour un rocher des Lofoten.

« Comment est-il possible de ne pas croire en Dieu ? nous dit un pêcheur. Si Dieu n'existe pas, comment expliquer alors les saisons et la présence du poisson dans le vestfjord ? » Les saisons, la clarté, l'obscurité, jouent ici un rôle important. « A la fin de l'hiver, nous vivons tous avec le rêve que l'été sera beau et ensoleillé, ajoute Randi Nygaard. Ça n'arrive qu'extrêmement rarement, quelques semaines par an au mieux. Mais nous gardons notre espoir, nous ne voulons pas perdre nos rêves. Chaque année, c'est pareil. Peut-être sommes-nous une race à part. » La pêche, le poisson, la nature redoutable, se retrouvent enfin dans le folklore local. Dans les écoles, les élèves apprennent aujourd'hui encore cette chanson, qui pourrait être l'hymne national, de la Trace du Lynx, (traduction de Lofoten) : « Je suis une raison humaine, car je suis née dans le fjord d'Henningsvær. Je n'étais alors qu'un petit œuf. A présent je suis grande, je suis une morue barbu, je suis maintenant le père-morue fier de ses cent mille petits enfants », dit le refrain.

ALAIN DEBOVE.

(1) Saumure de poissons que les Norvégiens utilisent pour accompagner leurs mets.

**ARCHITECTES
BATISSEURS**

*De meilleures garanties
pour construire votre maison !*

- 1) La garantie d'une maison vraiment personnelle
- 2) La garantie d'un homme pleinement responsable
- 3) La garantie d'un prix « clés en main »
- 4) La garantie de tous les Architectes-Bâtisseurs réunis pour la bonne fin des travaux.

**Venez dialoguer avec eux
au Salon de la Maison Individuelle**
Porte Maillot à Paris du 15 au 23 octobre Stand n° 12

Informations :
Architectes-Bâtisseurs - BP 84 - 84006 Avignon Cedex - Tél. 90/85.23.24

15/10/83

Etranger

GRANDE-BRETAGNE : LA DÉMISSION DE M. PARKINSON

Un « scandale » terriblement conservateur

A force de manchettes
dénouant une abomination,
la presse britannique
a contraint
M. Parkinson à démissionner
du cabinet Thatcher
(le Monde du 15 octobre).
Pourtant, le premier ministre
ne voulait pas
la mort du pêcheur.
Et le « scandale »
était bien mince :
un ministre quinquagénaire,
trop sensible aux charmes
de sa secrétaire et tentant
d'être à la fois bon patron,
bon père, bon mari
et bon amant...

De notre envoyé spécial

Londres. — « Pour les Français, l'amour est la rose de la vie ; pour les Anglais, il en est l'épée. » L'aphorisme, dû à un couple franco-britannique (1), est susceptible de provoquer des objections des deux côtés de la Manche, mais il existe au moins un Britannique qui souscrit entièrement à la deuxième partie de cette généralisation. Cecil Parkinson, cinquante-deux ans, favori de Margaret Thatcher, membre du « cabinet de guerre » pendant le conflit des Malouines, ministre du commerce et de l'industrie, ancien président du parti conservateur et principal artisan de sa dernière campagne électorale, a été contraint à la démission pour avoir cherché dans l'adultère la rose de sa vie.

La semaine dernière, en pleine nuit, il publiait un communiqué de presse dans lequel il indiquait qu'il avait entretenu pendant plusieurs années une liaison avec son ancienne secrétaire, Sara Keays, qui attend un enfant de lui pour le mois de janvier ; le ministre lui avait promis le mariage, mais il se ravisa sous la pression de son épouse et décida de rester avec sa famille. La presse ayant eu vent de l'affaire, M. Parkinson préféra prendre les devants plutôt que d'attendre la publication d'une version inexacte des événements dans une feuille à scandales.

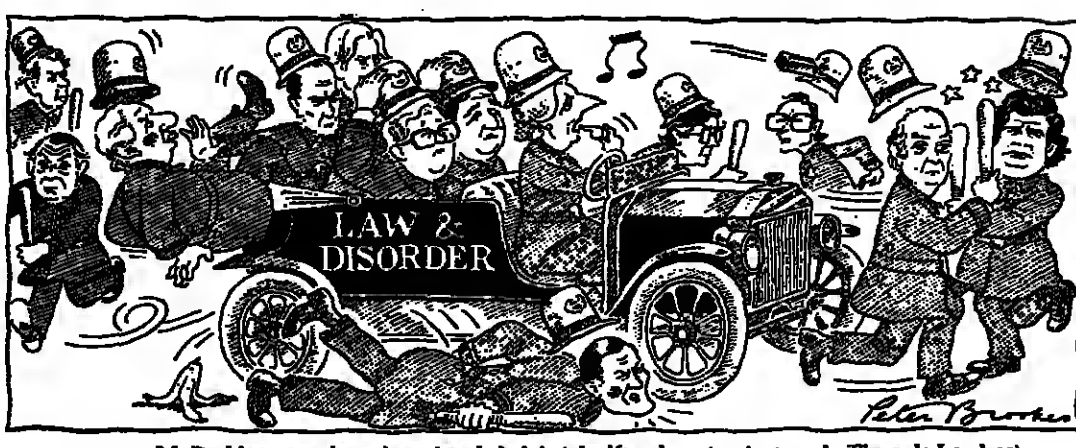
L'affaire fit immédiatement la une des journaux, qu'elle ne quitte plus depuis. Titres en caractères d'affiche dans la presse populaire sur le « sex-scandal minister », sa « love affair », son « love child » (enfant adultérin), sur « l'angoisse de Mme Parkinson », sur « Sara, la fille qui aime et perd le chef tory », photos du « ministre honteux », de son ex-secrétaire en robe de grossesse, de son épouse en surplis de ébrieuse se dirigeant, « les larmes aux yeux », vers l'église locale ; en pages intérieures, le point de vue des conseillers conjugués de service et l'indignation du chapelain de la reine. Quitté à reprocher au public sa « fausse moralité », son « hypocrisie », et son « intérêt douteux » pour ce genre d'affaire !

L'effet aphrodisiaque du pouvoir

Faute de scandales politico-financiers ou policiers à la française, la presse britannique a toujours fait ses choux gras des affaires de mœurs (et d'espions). Les trente dernières années ont été marquées à la une des journaux par une succession de scandales, mettant en scène des bébés-roses, comme des homosexuels. On se souvient du déluge d'informations sordides qui avait envahi les pages des journaux, y compris les plus respectables, durant le procès de M. Jeremy Thorpe en 1979. L'affaire Parkinson n'a pas provoqué la même excitation pathologique — l'adultère sent moins le soufre que l'homosexualité, — mais la féroce compétition qui règne à Fleet Street a néanmoins poussé à la surenchère.

Les rédacteurs en chef n'auraient jamais donné un tel écho aux frasques d'un ministre conservateur s'ils n'avaient pas été convaincus de leur éminente valeur commerciale. La véritable question est donc : pourquoi les Britanniques, en 1983, s'excitent-ils tant pour une classique affaire d'adultère ?

Bien que les « aveux » de M. Parkinson aient suscité une sé-



M. Parkinson tombant du « char de la loi et du désordre » (caricature du Times de Londres).

rière réprobation dans les milieux traditionnels, l'intérêt du public ne semble pas être dû à un réflexe d'indignation morale. La société britannique a subi dans les années 60 une psychanalyse intensive qui a considérablement assoupli sa conception de la moralité. Dans un pays où un mariage sur trois se termine en divorce, bien des gens trouvent des excuses aux infidélités du ministre : besoin de « détente » après de longues heures de travail, éloignement de la famille, « effet aphrodisiaque lié à la pratique du pouvoir » (sic), etc. (la force des sentiments n'est qu'exceptionnellement citée comme explication : les Britanniques n'ont jamais vraiment considéré la passion amoureuse comme un mobile valable). Selon un sondage, 63 % des sujets de Sa Majesté ne jugent pas nécessaire la démission du ministre du commerce et de l'industrie. Les éditeurs ont adopté une position similaire, tandis que les hommes politiques — à quelques rares exceptions près — ont évité de se gargariser en public de déclarations moralistes démodées.

Pourtant divisés sur la question, les députés du congrès conservateur de Blackpool — qui rassemblent beaucoup plus de colonels à la retraite que d'esprits libéraux — ont de « crucifier celui par qui le « scandale » arriva, lui réservèrent un accueil chaleureux ; la compassion du « parti de la famille heureuse » ne suffit cepen-

dant pas à sauver M. Parkinson. En Grande-Bretagne comme ailleurs, en dépit de vingt ans de « permissivité », les affaires de ce genre gardent tout leur piquant, surtout s'il s'agit de l'un des collaborateurs les plus dévoués d'un premier ministre qui s'est fait le chantre des valeurs victorienne.

Des ricanements discrets

Ayant enduré pendant longtemps les bombes de M^{me} Thatcher sur le respect de la morale traditionnelle, les esprits libéraux ont eu du mal à réprimer leurs ricanements lorsque fut révélée la double vie du « head boy » de la classe Thatcher. « Maintenant, je comprends ce que M^{me} Thatcher entend par valeurs victorienne : l'hostilité pour les chômeurs, la mort pour ceux qui n'ont pas les moyens de s'offrir des soins médicaux, et des enfants illégitimes pour les hommes politiques », ironisa un lecteur du Guardian, le journal de l'intelligentsia de centre gauche. D'autres firent remarquer que M. Parkinson n'aurait jamais pu songer à conserver son poste s'il n'avait pas bénéficié de la tolérance inhérente à cette société permissive que son parti exerce tant.

Durant la première moitié du siècle, les valeurs victorienne étaient encore très fortes en Grande-Bretagne. En 1936, Edouard VIII dut abdiquer parce

qu'il souhaitait épouser une divorcée : vingt ans plus tard, la princesse Margaret renonça à se marier avec le divorcé dont elle était amoureuse parce que le « public » s'était scandalisé à cette idée. Les « sixties » allaient bousculer cette rigidité morale. La grande offensive libérale du siècle débuta en 1960 lorsque la maison d'édition Penguin enregistra la publication en format de poche de la version intégrale de l'*Amant de Lady Chatterley* (un roman jusque-là expurgé et réservé aux « élites »), après avoir gagné un procès célèbre. Les débats suscités par cette affaire avaient donné l'occasion à l'establishment de se poser une nouvelle fois en gardien incorruptible des valeurs traditionnelles. Une série de scandales survenus peu après devait dynamiter ce mythe.

« Fouettez-moi ! »

En 1963, John Profumo, le ministre de la guerre du cabinet MacMillan, doit démissionner après avoir démenti devant les Communes, puis reconnu qu'il avait entretenu une liaison avec un mannequin qui, il est vrai, comptait dans sa clientèle l'attaché naval de l'ambassade d'Union soviétique. L'affaire Profumo fut suivie d'une cascade de révélations vraies et fausses sur les mœurs de la haute société.

L'histoire la plus célèbre reste celle de cette « party » très bu-

noélienne durant laquelle un ministre aurait servi un dîner habillé seulement d'un masque et d'un nœud papillon (on dit aussi qu'il portait au cou une pancarte sur laquelle était écrit : « Si mon service ne vous satisfait pas, fouettez-moi ! »).

Lorsqu'on rapporta à MacMillan un rumeur selon laquelle huit magistrats de la Haute Cour avaient participé à une orgie, le premier ministre conservateur répondit : « Un peut-être, deux à la rigueur, mais huit, je ne peux pas le croire. » Il demanda cependant l'ouverture d'une enquête sur cette débauche... de rumeurs.

L'affaire Parkinson n'est pas comparable aux scandales des années 60, mais elle confirme, aux yeux de l'homme de la rue, ce qu'il sait depuis l'affaire Profumo : les classes dites supérieures n'appliquent guère en privé les vertueuses principes qu'elles défendent en public. Tous les dix ans, un scandale vient le confirmer. Reprenons la liste : 1963 : Profumo ; 1973 : un secrétaire d'Etat à la défense, Lord Lambton, démissionne après que le mari d'une prostituée eut fait circuler des photos compromettantes dans les rédactions des journaux ; Lord Lambton entraîne dans sa chute un autre pair, Lord Jellicoe, leader de la Chambre des lords. 1983 : Parkinson. Entre-temps, un secrétaire d'Etat de l'administration Thatcher, M. Nicholas Fairbairn, avait dû abandonner son poste lorsque son ancienne maîtresse tenta de se pendre en face de chez lui. En 1979, Winston Churchill junior, petit-fils de l'homme d'Etat et ancien porte-parole conservateur pour les questions de défense, dut avouer publiquement sa liaison avec une belle divorcée, ancienne femme d'un homme d'affaires saoudien qui avait amassé une fortune colossale dans le commerce des armes. Décidément, en matière de morale, les tories se sont créés une légende.

JEAN-MARIE MACABREY.

(1) Nadia Legrand et Roland Gant, auteurs de *Mémoires cordiales, A Cock and Bulling Story*, Jarrolds Publishers, Londres 1982.

LE PRÉSIDENT DU MOZAMBIQUE EN EUROPE

Le pèlerinage portugais de l'ancien rebelle

Attendu lundi à Paris, où il se rend pour la première fois, le président Samora Machel du Mozambique est l'un des chefs d'Etat les plus marquants du continent africain. Son « itinéraire portugais » vient de le confirmer. L'ancien guérillero contre Salazar n'en garde nulle rancune à Lisbonne et veut se rapprocher de l'Occident.

De notre correspondant

Lisbonne. — « J'ai beaucoup souffert à cause de vous. » Le président Samora Machel vient de déjeuner avec trois cents chefs d'entreprise portugais. Il va remonter dans sa voiture lorsqu'une femme d'une cinquantaine d'années qui a réussi à passer le barrage des agents de la sécurité, l'apostrophe en larmes : « C'est à cause de vous que j'ai été obligée de quitter le Mozambique. » M. Samora Machel la regarde bien en face et répond : « Vous savez, madame, Dieu aussi a commis des erreurs ! » Puis ils s'embrassent.

Pendant six jours, du vendredi 7 au mercredi 12 octobre, M. Samora Machel a parcouru le Portugal, son ancienne puissance coloniale, pays où il n'avait jamais mis les pieds. Curieusement, ce voyage a pris des allures de pèlerinage. A Lisbonne, il dépose une gerbe devant la mausolée de Camões. A Batalha, dans le monastère qui commémore la victoire des Portugais sur les Espagnols au

quatorzième siècle. Il se recueille devant la tombe du Soldat inconnu. A Guimaraes, il passe la nuit dans le château du premier roi du Portugal. A Coimbra, il demande à rencontrer M. Miguel Torga, l'un des plus grands écrivains du pays, et lui avoue le sentiment qui l'accompagne depuis le début de sa visite : « Je ressens l'émotion du jeune fiancé le jour de son mariage. »

Au palais de Queluz, sa résidence officielle, le président reçoit le colonel Louzada, un des signataires de l'accord de Lusaka qui a été à l'origine de l'indépendance du Mozambique. « Qu'est-ce que tu deviens ? », lui demande-t-il. « Je suis à l'état-major des forces armées », répond le colonel. « Alors ! tu es devenu un bureaucrate. »

Fasciné par les militaires

Frappante, cette fascination que les militaires exercent sur M. Samora Machel ! Lors d'une réunion avec un groupe d'officiers, il appelle un photographe : « Je veux me faire photographier comme ça, à côté de mes généraux de Nampula », dit-il. Simplement, Nampula est une des régions du Mozambique où la guerre coloniale a fait rage. Et, à l'époque, les « généraux » combattaient de l'autre côté. Qu'importe ? Pour le président du Mozambique, l'amitié d'aujourd'hui s'explique aisément : « Le peuple portugais n'a jamais été notre ennemi. Nous les Mozambicains et vous les Portugais, nous avons combattu ensemble le régime fasciste. Ensemble, nous l'avons vaincu. Nous, au Mozam-

bique, et vous, au Portugal. Aussi avons-nous été des alliés et nous le demeurons. »

Huit ans après la fin de la guerre, celle-ci appartient déjà à l'histoire. « Je vous ai vu pour la première fois à Rome », rappelle le dirigeant socialiste, M. Tito de Morais, au président Machel lors d'une cérémonie à l'Assemblée nationale portugaise. C'était en 1973. J'étais un exilé politique et vous le chef d'un mouvement nationaliste. Comment aurais-je pu imaginer que, dix ans plus tard, nous nous retrouverions ici, avec de telles fonctions ? M. Tito de Morais est aujourd'hui président du Parlement, et son hôte a troqué son treillis de guérillero contre l'uniforme vert aux épaulettes dorées sur fond rouge de maréchal.

Avant d'en arriver là, il a grimpé pourtant tous les échelons. Il a été soldat, instructeur militaire, commissaire politique. Lorsque M. Eduardo Mondlane, le chef historique du FRELIMO, a été assassiné, c'est M. Machel qui a pris le commandement des troupes. Il représentait alors une tendance que beaucoup considéraient comme « modérée ». Son programme politique : « Lutter contre le racisme, le tribalisme et le régionalisme ». Elevé dans une famille rurale protestante, il commence à travailler très jeune comme paysan. Puis il part à Lourenço-Marques, aujourd'hui Maputo, où il fait ses études d'ingénieur. C'est dans cette ville qu'il fait la connaissance de M. Mondlane, alors fonctionnaire des Nations unies. C'est par lui qu'il a pris contact avec le FRELIMO. D'abord réfugié en Tanzanie, il part ensuite en Algérie pour y recevoir une formation militaire,

puis séjourne en Union soviétique et en Chine.

Agé de cinquante ans, le maître tout-puissant du Mozambique n'est pas un diplomate comme le président du Zimbabwe, M. Mugabe. Il n'a pas la finesse du Zambien Kenneth Kaunda. Rarement le Parlement portugais avait écouté un orateur aussi expressif.

Dans les discours-fléuves périodiquement adressés aux Mozambicains massés place de l'Indépendance à Maputo, le président a, il est vrai, coutume de ne pas mâcher ses mots. Il nous souvient de l'avoir écouté, le 18 mars 1980, s'insurger contre la corruption et dénoncer les négligences. « Nous arrivons dans une entreprise, expliquait-il, et nous constatons que ceux qui occupent les postes de direction se sont promus eux-mêmes, profitant de la fuite des patrons : l'ancienne dactylo devient chef du département des achats ; l'ancien manœuvre devient le responsable des ventes ; l'ancien appariteur devient le trésorier. Mais aucun d'eux n'a fait le moindre effort d'apprentissage ! Ou plutôt non, ils ont appris à ne pas produire leurs propres salaires. Il faut que le peuple participe directement à la tâche de purification. Le peuple doit dénoncer les infiltrés, signaler les indisciplinés, démasquer les incompetents, attaquer les arrogants et déloger les malfaitteurs. »

Mais il faut combattre également les mauvais fonctionnements des circuits de distributions, ainsi que la prolifération de « criminels, marginaux, vagabonds et prostituées ». Et M. Samora Machel ne manque pas de le répéter :



Dessin de Violaine LE QUERE

« Le peuple doit être vigilant. Les brigades populaires de chaque quartier doivent visiter toutes les maisons pour savoir qui y habite et pour constituer un fichier. Chaque quartier doit avoir le fichier complet de ses habitants. » Sur le plan international, M. Machel est une personnalité incommode, aussi bien pour l'Est que pour l'Ouest. Ses amis assurent que l'Union soviétique n'a pas apprécié ses efforts en faveur de la coopération militaire avec le Portugal. Appartenant à l'OTAN, le Portugal pourrait très bien, pour Moscou, être l'agent d'une pénétration américaine. D'une façon nuancée, M. Gromyko aurait exposé au président mozambicain les inconvénients de ce rapprochement. M. Fidel Castro aurait été plus direct dans ses mises en garde. Face à l'insistance du diri-

geant cubain, M. Machel aurait répondu : « Et alors, les Soviétiques ne coopèrent-ils pas avec les Américains ? Dans l'espace, par exemple, n'y a-t-il pas eu des cosmonautes soviétiques et américains gravitant ensemble ? Alors, pourquoi ne pourrions-nous pas coopérer avec tous les pays ? Est-ce parce que nous sommes des sous-développés ? Est-ce parce que nous sommes des Noirs ? »

Toutefois, il ne faudrait pas que des commentateurs malveillants se fient trop du rapprochement entre le Mozambique et les Etats-Unis, qu'ils ne se fassent pas d'illusions, souligne-t-on dans l'entourage du président mozambicain, Samora ne sera jamais le Sadate de l'Afrique australe.

JOSÉ REBELO.

France

Les controverses sur la politique israélienne provoquent une crise au sein de la communauté juive française

La démission du rédacteur en chef adjoint de l'Arche, M. Jean-Luc Allouche (le Monde du 12 octobre), n'a pas mis fin aux remous provoqués, dans certaines institutions de la communauté juive, par l'attitude qu'il avait adoptée lors du procès intenté au directeur de Libération, M. Serge July, par la Ligue contre le racisme et l'antisémitisme (Licra).

M. July était poursuivi pour avoir publié, en juillet 1982, une lettre de lecture, dont l'auteur, qui n'a pu être retrouvé, appelait ses « frères arabes » à faire en sorte qu'« aucun juif ne puisse se sentir en sécurité » à Paris après l'entrée des troupes israéliennes au Liban. Le 6 juin dernier, jour de l'audience, M. July avait publié un article dans lequel il disait son indignation de devoir comparaître en justice au titre de la loi de juillet 1972 réprimant le racisme et la provocation à la haine raciale. Convenu de la bonne foi du directeur de Libération, M. Allouche lui avait adressé, en faisant état de sa qualité de rédacteur en chef adjoint de l'Arche, une lettre de sympathie que Libération avait reproduite le 13 juin.

En attaquant Libération — comme, aussi, le Monde, pour une page publicitaire signée par M. Roger Garaudy, le Père Michel Lelong et le pasteur Etienne Mathiat, — la Licra voulait mettre en lumière et obtenir que la justice condamne le caractère pernicieux de certaines réactions et de certains commentaires, auxquels l'action d'Israël au Liban avait donné lieu dans la presse et dans les moyens d'informa-

tion audiovisuels français. La Ligue avait été déboutée de sa plainte contre le Monde — le tribunal estimant que le délit défini par la loi de juillet 1972 n'était pas constitué (le Monde du 26 mars), — mais M. July avait été condamné (le Monde du 6 juillet).

Un refus de solidarité

La démarche de M. Allouche a été ressentie par certaines organisations juives comme un refus de solidarité face à un journal qui avait toléré l'expression, dans ses colonnes, de l'antisémitisme le plus haineux. Parmi d'autres, au contraire, l'initiative du rédacteur en chef adjoint de l'Arche montrait qu'il existait des différences d'appréciation, au sein de la communauté juive, non pas tant quant au fait que l'information et les commentaires sur la guerre du Liban avaient donné lieu à des « dérapages » et créé un climat dangereux, moins sur la responsabilité des différents organes d'information et sur l'attitude qu'il convenait d'adopter à leur égard.

M. Allouche ayant rédigé sa lettre au directeur de Libération sur papier à en-tête de l'Arche, lequel, avec vingt-cinq mille abonnés, se présente comme « le mensuel du judaïsme français », le geste du rédacteur en chef adjoint pourrait apparaître comme engageant son journal. Celui-ci, au surplus, est édité par le Fonds social juif unifié (F.S.J.U.), organisme qui réunit et gère toutes les institutions sociales de la communauté.

M. Adam Loss, directeur du mensuel, a diffusé, au sein de la rédaction, une note de service rappelant qu'un rédacteur ne pouvait se prévaloir de l'autorité du journal dans une démarche individuelle. Cela n'a pas suffi.

L'attaque a été menée, à plusieurs niveaux, par des milieux qui estiment que l'existence d'Israël est aujourd'hui menacée et que la solidarité de la communauté avec l'Etat juif et son gouvernement doit être absolue. La Fédération des juifs de France et sa radio parisienne, Radio-Chalon, ont vivement pris à partie M. Allouche et la direction de l'Arche; d'une façon plus modérée, Renouveau juif et Radio-J ont fait de même. Cette action a été soutenue, d'autre part, par le Centre d'information et de documentation Israël - Proche-Orient (CIDIP), proche de l'ambassade israélienne, et par des milieux qui ont diffusé un tract signé de l'Association des étudiants d'Israël, jusque-là inconnue.

Au sein du F.S.J.U., M. Samy Weinberg, président de l'Appel juif unifié, qui collecte des dons destinés au Fonds social et à Israël, s'est engagé personnellement dans la bataille contre la direction de l'Arche. Faute d'avoir obtenu de M. Daniel de Rothschild, président du F.S.J.U., le limogement du directeur de l'Arche, M. Weinberg a décidé, mardi 11 octobre, de donner sa démission de la présidence de l'Appel.

L'émotion provoquée par cette affaire, et qui n'est pas dissipée par le départ de M. Allouche, tient au fait qu'est mise en cause l'attitude de la communauté juive

et de ses institutions vis-à-vis d'Israël. La guerre du Liban, la responsabilité des autorités israéliennes, qui n'avaient pas su empêcher les massacres commis par les phalangistes dans les camps palestiniens de Sabra et de Chatila, ont provoqué ou aggravé les clivages, au sein de la communauté française, face à la politique du gouvernement Begin. Les uns estiment que le débat doit être ouvert et libre, y compris dans les organes d'expression « officiels » de la communauté. D'autres pensent que des menaces pèsent sur Israël et que les juifs français doivent faire bloc.

Ce débat en recoupe en outre, sur le plan du problème du Proche-Orient, dans les choix politiques des juifs français. Ceux qui avaient préconisé le « vote sanction » contre M. Valéry Giscard d'Estaing — c'est-à-dire, principalement, Renouveau juif — sont tentés de se retourner contre une gauche qui a déçu leurs espoirs. Le mécontentement général auquel se heurte le pouvoir aujourd'hui les aide dans cette voie; on l'a vu lors de l'élection municipale de Sarcelles (le Monde du 11 octobre) et, dans une moindre mesure, semblerait-il, dans celle d'Antony. D'autres estiment que le climat général créé par la gauche au pouvoir n'appelle pas de réactions spécifiquement juives, qu'elles soient hostiles ou favorables. D'autres, enfin, appellent à soutenir la majorité face à une droite qui accepte de s'allier avec l'extrême droite et qui tient, sur le problème des immigrés, un discours parfois inquiétant.

PATRICK JARREAU.

Nouvelle offensive du P.C. contre l'« emprunt Giscard »

Les communistes ne sont pas décidés à ranger au fond d'un tiroir leur souhait de voir moraliser l'emprunt Giscard, cet emprunt 7 % émis en 1973, du temps où M. Valéry Giscard d'Estaing était ministre des finances dans un gouvernement dirigé par M. Pierre Messmer et qui est — en partie — indexé sur le cours de l'or. Ils sont d'autant moins prêts à cesser leur offensive qu'ils savent que de nombreux députés socialistes sensibles au même sujet.

Lors de la réunion de la commission des finances de l'Assemblée nationale, le jeudi 13 octobre, M. François Moret (P.S. — Loire-Cher) a souhaité que soit organisée une vaste campagne d'information sur cette situation pour permettre, l'an prochain, de mettre fin à ce « scandale ». Le vendredi 14, à l'occasion des questions orales sans débat à l'Assemblée, M. Parfait Jans (P.C. — Hauts-de-Seine) a enfoncé le clou en rappelant que cet emprunt, qui avait rapporté 6,5 milliards en 1973, a déjà coûté, rien qu'en intérêts, 18 milliards à l'Etat et qu'un cours actuel de l'or l'Etat devrait débours, pour rembourser le capital au terme de 1988, 64 milliards de francs.

Il a fait remarquer qu'un épargnant ayant placé 10 000 francs en 1973 sur un livret de caisse d'épargne touchera en quinze ans, intérêts et remboursement du capital, 21 170 francs, alors que celui qui aurait acheté pour la même somme de ce fameux emprunt percevra en tout 158 174 francs. Pourquoi cette différence de traitement alors que le souscripteur de l'emprunt Giscard ne court aucun risque supplémentaire ? a-t-il demandé.

Le député communiste a ajouté : « Etait-ce de l'impéritie, de l'imprvoyance, de la part d'un homme qui prétend être un économiste hors du commun ? Ou bien était-ce un cadeau que faisait, aux frais de l'Etat, le futur candidat à la présidence de la République à tous ceux

de sa caste ? Je penche pour cette dernière hypothèse. »

Lui répondant, M. Catherine Lahumière, secrétaire d'Etat à la consommation, a elle aussi jugé cet emprunt « désastreux » et a rappelé que le versement des intérêts coûterait environ 4 milliards de francs en 1983. Elle a ajouté que « la valeur des remboursements de l'emprunt au cours actuel du livret d'or atteint environ 65 milliards, c'est-à-dire 70 % de plus que le coût des nationalisations ». Mais, a-t-elle continué, « le gouvernement actuel ne considère nullement cet emprunt comme un emprunt de l'Etat ». Puis elle a déclaré : « L'emprunt 7 % 1973 constitue l'un des aspects les plus regrettables de l'héritage. Il souligne la légèreté avec laquelle le ministre des finances de l'époque, M. Giscard d'Estaing, traitait l'économie française et son avenir. Lorsqu'on émet un emprunt assorti de garanties exceptionnelles, la moindre précaution est de prévoir une clause de remboursement anticipé. Or M. Giscard d'Estaing n'a pas cru bon d'insérer une telle clause dans le contrat d'émission. Il a ainsi lourdement hypothéqué l'avenir financier de son pays. Les choses étant ce qu'elles sont, l'attitude la plus sage est de travailler ensemble à la déstabilisation de la politique de déflation. »

« A terme, a continué le secrétaire d'Etat, celle-ci peut en effet entraîner une diminution du prix de l'or et une détente des taux d'intérêt qui permettront, à l'échéance, de convertir l'emprunt contesté en un nouvel emprunt émis dans des conditions satisfaisantes pour l'Etat et pour les épargnants. »

DANS « L'HUMANITÉ »

L'aveuglement entraîne l'excès

Il y va un peu fort, M. José Fort, dans l'Humanité du 15 octobre et, s'il vous plaît, en première page ! Il reproche au Monde de pêcher par l'aveuglement « jusqu'à l'excès » en rendant compte de l'élection présidentielle, mais non sans sans arrière-pensées, de ce qu'il se passe au Chili. Pour cela, M. José Fort donne à ses lecteurs des informations — le nombre de morts depuis mai dernier par exemple — que le Monde a déjà livrées aux siens. Nous avons, à cet égard, un envoyé spécial au Chili, qui suit attentivement l'évolution de la situation dans ce pays où au demeurant l'extrême gauche ne se confond pas avec le parti communiste, comme semble le croire M. José Fort.

Pour argumenter une démonstration un peu courte, notre confrère s'appuie sur une phrase constatant une évolution : « L'extrême gauche prend le relais des classes moyennes dont la combativité s'est éteinte » — titre de la correspondance de notre envoyé spécial dans le Monde du 15 octobre — et sur une autre formule, empruntée au billet quotidien « Au jour le jour » paru dans le numéro du 14 octobre.

M. José Fort rétorque que le Monde trouve étrange que « l'extrême gauche et les communistes ont pris le contrôle du mouvement populaire contre le général Pinochet (...) à l'heure où tant de peuples cherchent à se libérer de la chape de plomb du « socialisme ». S'il avait continué sa lecture, il aurait pu citer la conclusion de ce billet sur la tactique des Chiliens, qui ont l'impression que les peuples libres s'intéressent à leur sort lorsqu'ils auront remplacé un général de droite par un général de gauche. Manifeste de dire, sans en avoir l'air, la même chose que l'Humanité, lorsque ce journal constate que des arrestations de manifestants dans un pays socialiste font parfois plus de bruit que des manifestations sanglantes au Chili. Autrement nous commettons un crime de lèse-majesté ?

A. L.

L'élection municipale d'Antony

NOUVEAUX INCIDENTS

A Antony (Hauts-de-Seine), divers incidents et péripéties ont émaillé une fin de campagne électorale, qui n'en avait pas manqué, avant le deuxième tour de l'élection municipale partielle, dimanche 16 octobre. Des colleurs d'affiches de l'opposition ont été arrêtés par des inconnus armés, selon les témoins, de lance-pierres et de haches d'acier. Trois personnes ont été blessées.

Un conseiller municipal socialiste, M. Bertrand Reynaud, a porté plainte après avoir été agressé dans la nuit du 12 au 13 octobre par des militants de droite — dans une quarantaine selon lui — munis de bombes lacrymogènes. Le porte-parole du comité de soutien à M. Devedjian a reconnu que quatre colleurs d'affiches avaient utilisé une bombe lacrymogène « pour se défendre » contre « une équipe conduite par M. Reynaud qui décollait systématiquement les affiches ».

Même la continuation des investigations judiciaires liées au contentieux électoral qui avait entraîné l'annulation des résultats des élections de mars dernier aura involontairement contribué à renforcer jusqu'au bout la tension et une certaine confusion. Les gendarmes ont en effet saisi à partir de vendredi 14 octobre au matin ce qui restait dans les services des élections de la mairie du matériel électoral des scrutins de mars. L'opération, qui a aussi occupé une partie de la nuit du 14 au 15, visait à récupérer près de trois mille cartes d'électeurs et un certain nombre de procès-verbaux.

Les autorités judiciaires et préfectorales avaient été averties au début du mois par la délégation spéciale mise en place à Antony de l'existence de ces pièces. Un tiers environ des cartes d'électeurs en souffrance avait plus particulièrement retenu l'attention des membres de la délégation spéciale : les enveloppes qui contenaient ces cartes ne révélèrent pas de façon évidente un transit normal par la poste. Certaines enveloppes étaient simplement rayées d'un trait de crayon, d'autres portaient la mention manuscrite P.S.A (parti sans laisser d'adresse) ou paraissaient ne pas avoir été com-

Polémique entre deux conseillers R.P.R. de Paris

M. Jacques Chirac a annoncé, vendredi 14 octobre, que « par leur comportement et par leurs actes », les deux conseillers municipaux du quatorzième arrondissement de Paris, MM. Yves Lancelin et Pierre Dangles, tous deux R.P.R., « se sont placés actuellement en dehors du groupe Rassemblement pour Paris à l'Hôtel de Ville ».

M. Yves Lancelin, qui est aussi député de Paris, avait déjà donné sa démission du groupe. Il reproche à M. Dangles d'avoir « reçu des fonds en échange de ses bons offices pour l'attribution d'un logement ». Une habitante du quatorzième arrondissement avait révélé à M. Lancelin, le 16 février dernier, qu'elle avait remis à M. Dangles la somme de 5 000 francs afin d'être relogée par une société immobilière de la Ville de Paris — dont M. Dangles est administrateur — après avoir été expulsée de son appartement par cette même société.

Pour trancher ce conflit, M. Chirac avait proposé la comparution des deux conseillers de Paris devant un jury d'honneur composé de MM. Couve de Murville, Messmer, Foyer, Pons et Labbé. Le 26 juin, seul M. Lancelin était entendu par ce jury, M. Dangles déclina en extremis cette convocation. Le jury a cependant adressé au maire de Paris quatre recommandations qui, selon M. Lancelin, prévoyaient le remboursement des 5 000 francs à la personne concernée, son relogement, le retrait des délégations confiées à M. Dangles par la Ville de Paris (il est notamment délégué au logement dans le quatorzième arrondissement) et sa comparution devant les instances disciplinaires du R.P.R.

C'est en raison de l'absence de suites données à ces recommandations par le maire de Paris que M. Yves Lancelin a donné sa démission du groupe chiracien de l'Hôtel de Ville et révélé cette affaire au cours d'une conférence de presse le 13 octobre.

Interrogé après les déclarations de M. Lancelin, M. Pierre Dangles, a répondu à l'A.F.P. qu'il avait « décidé d'attaquer immédiatement M. Lancelin en diffamation », ajoutant qu'il venait d'aviser le maire du

quatorzième arrondissement qu'il se mettait en congé de ses délégations « afin de garder sa pleine indépendance ».

Le secrétaire général du R.P.R., en accord avec la fédération de Paris, a décidé de saisir la commission nationale des conflits du mouvement. Le R.P.R. précise que, puisqu'il s'agit d'élus, la commission devra émettre un avis et qu'il appartient au comité central, « en dernier ressort », de prendre « les mesures qui s'avèreraient nécessaires ».

Pour leur part, les conseillers socialistes du quatorzième arrondissement exigent que « toute loi lumineuse soit faite » dans cette affaire « qui n'est pas simplement interne au R.P.R., mais concerne l'ensemble des élus et des habitants du quatorzième, et met en cause les agissements de la droite à Paris en matière d'attribution de logements ».

LES COMMUNISTES PROLONGENT LE DÉBAT SUR LES INTELLECTUELS ET LA GAUCHE

L'hebdomadaire communiste Révolution (I.R.M.) et la fédération de Paris du P.C.F. organisent, le 25 octobre, un débat sur les intellectuels et la gauche, avec pour thème : « Réagisme à la française ou socialisme français ». M. Guy Herminier, directeur de Révolution, et M. Francette Lazard, directrice de l'I.R.M., tous deux membres du bureau politique du P.C.F., ont expliqué cette initiative à la presse, jeudi 13 octobre.

« Nous avons jugé important le débat de cet été sur les intellectuels et la gauche », a dit M. Herminier. Selon lui, ce débat a montré que « réfléchir à ce problème en évitant le marxisme et le parti communiste tels qu'ils sont aujourd'hui, est aller vers une impasse ». Les communistes veulent montrer — à travers la confrontation des idées, a souligné M. Lazard — qu'un projet de société de gauche face à la « recomposition idéologique de la droite » ne peut « forcer l'impasse » sur leurs propositions.

LES TRAVAUX DU CLUB DE L'HORLOGE

« L'opposition doit prôner le développement d'une démocratie semi-directe »

Les dirigeants du Club de l'Horloge, présidé par M. Yvan Blot (R.P.R.) et animé conjointement par les deux principaux mouvements de l'opposition, viennent de rendre publiques, les conclusions d'un séminaire interne consacré, le 1^{er} octobre, au « Socialisme de temps de crise ».

Ils ont précisé notamment quelle devait être, selon eux, la stratégie de l'opposition face aux thèmes utilisés par le pouvoir. Ils écrivent à ce sujet : « L'opposition ne se réduit pas à l'opposition institutionnelle, celle des partis ; il faut aussi compter avec l'opposition des professionnels et des usagers, des syndicats et des associations qui regroupent les victimes de la politique socialiste : il y a aussi l'opposition informelle, qui manque encore de relais : les candidats au logement, victimes de la loi Quilhoit, les contribuables, les victimes de l'insécurité, les chômeurs, les téléspécialeurs mécontents (...) ».

« L'opposition ne trouvera sa pleine efficacité que par l'articulation de ces trois composantes et à condition qu'elles pallient leurs faiblesses respectives. En période de crise, et en dehors des échéances électorales, la pointe avancée de l'opposition est celle des mouvements dits catégoriels. Encore faut-il qu'ils se fassent pas dans l'impasse corporatiste (...). En réalité, l'action corporatiste, qui défend des intérêts catégoriels, ne peut trouver sa légitimité et son efficacité qu'en s'appuyant sur un discours politique, qui affirme des principes et des valeurs reconnus par tous (...) ».

« L'opposition doit s'affirmer une et refuser d'admettre des clivages en son sein selon une gradation « droite-gauche ». Si l'extrémisme est condamnable, il faut rappeler que la forme la plus dangereuse de l'extrémisme totalitaire est représentée par le parti communiste qui siège au gouvernement.

« L'opposition ne doit pas admettre qu'une fraction du corps électoral soit mis à l'index, parce qu'elle serait jugée « fasciste ». N'oublions pas que les socialistes n'ont aucune

leçon à donner sur ce point, puisque le fascisme est né historiquement du tronc socialiste.

« L'opposition ne doit pas se contenter de critiquer la gestion socialiste et se cantonner sur le terrain technique. Elle doit répondre, en termes politiques, sur le terrain des principes (...) ».

« Tandis que le socialisme favorise la constitution de nouvelles fédérations, l'opposition doit prôner le développement d'une démocratie semi-directe, par l'extension du référendum. L'opposition ne doit pas seulement dire au pouvoir en place : « Vous êtes incompétent » ; elle doit lui dire aussi : « Vous avez peur du peuple. »

« Une opposition qui demandera plus de démocratie sera nécessairement gagnante. Ceux qui se maintiennent au pouvoir avec la crainte croissante du suffrage universel seront démasqués pour ce qu'ils sont : les gérants d'un fonds de commerce électoral en pleine faillite. »

« Les chefs de file de l'opposition — M. Jacques Chirac est toujours « le meilleur leader de l'opposition », d'après le sondage réalisé par l'IFRES du 3 au 6 octobre auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes et publié par la Vie française. Le président du R.P.R. perd toutefois deux points par rapport à la précédente enquête (37 % au lieu de 39 %). Il est suivi par M. Raymond Barre, en progression de cinq points (20 % au lieu de 15 %). M. Simone Veil, qui gagne deux points (8 %), partage la troisième place avec M. Valéry Giscard d'Estaing, dont la cote reste inchangée.

« Les statuts du parti radical. — Le comité exécutif a examiné vendredi 14 octobre, la proposition de réforme des statuts, établie par M. Etienne Dauby, sénateur de la Seine-et-Marne, à la demande du comité. Il s'agit essentiellement de supprimer la clause interdisant au président du parti d'exercer plus de deux mandats consécutifs. Par un vote à bulletin secret (119 pour, 60 contre et 4 blancs), le comité exécutif a décidé de présenter cette réforme au prochain congrès du parti radical du 19 novembre. Elle devra alors recueillir une majorité des deux tiers.

offensive du P.C.
emprunt Giscard

Un an après la disparition de Pierre Mendès France

Mendésistes, et après ?

Il paraît que j'avais un brin de tristesse, maintenant, j'ai des aigles. Qui peut dire s'il n'y avait que de l'indulgence et de l'amusement dans cette remarque de Pierre Mendès France ? L'homme qui la profère au début des années 60, après avoir jeté un coup d'œil rapide sur le brouillon d'un discours préparé par l'un de ses plus fidèles collaborateurs des vingt dernières années, ne connaît plus qu'un éphémère succès électoral. Il est déjà depuis plusieurs années le grand absent le plus présent de la vie politique française. Déjà oublié et déjà un mythe. Déjà un épisode entre cent autres et déjà une référence singulière.

C'est en tout cas bien vrai : des brain-trusts, des équipes, cabinets officiels et personnels, conseillers, experts, fidèles, amis politiques, amis tout court, zélés, il en a eu. Qu'est devenue une armée si nombreuse, dont les vagues successives ont entouré un chef qui a passé, par la force des choses, plus de temps sur les promontoires que sur le champ de bataille ?

Rien ne dira mieux qu'il faut placer une telle évocation sous le double signe des vivants et des morts : il y eut Georges Boris, l'ami, l'inspirateur, l'alter ego de tous les instants, « un seigneur », assurent encore avec admiration ceux qui l'ont connu, mort en 1969, emportant avec lui de larges pans de l'enthousiasme de « P.M.F. ». Il y eut M. François Mitterrand, ministre souvent, et entre autres dans le cabinet de Pierre Mendès France en 1954-1955, lié par une amitié réelle — quoique, disent encore certains proches, non dépourvue d'ambiguïtés — à P.M.F., jamais abandonné par ce dernier. On sait ce qu'il en advint.

Les hommages publics n'ont pas manqué, propres à faire aussi de Mitterrand le « premier mendésiste » de France. Tel est l'ordre des choses. Qui ne doit pas faire oublier, rappelle l'entourage de Pierre Mendès France, qu'il n'y eut pas de destins politiques moins parallèles. L'échec contre la longue patience du succès. L'inspiration à mettre le doigt dans la machinerie politique française contre la volupté fructueuse et maîtrisée de s'y glisser tout entier. Le professionnalisme — l'un rouspète qu'il agaçait parfois Pierre Mendès France — contre l'autre — l'autre vous assure que M. Mitterrand eut parfois l'air de l'envier à P.M.F. Et de l'un de ces « grognards » mendésistes jamais

entrés en politique : « On pourrait dire, avec un peu de méchanceté : Mendès, c'était la conviction sans idéologie ; Mitterrand, l'idéologie sans conviction. »

La table des grognards

« Grognard » : le mot vient tout naturellement dans la bouche de plusieurs de ces collaborateurs-amis venus rejoindre P.M.F. entre le début des années 50 et celui des années 60. L'un d'entre eux : « Nous sommes restés très soudés ; l'infanterie, en tout cas. Quant aux états-majors, ils ont brillé... » Et d'évoquer la table — idéale car jamais complète — qui rassemblait, à peu près deux fois par mois, quand nous pouvions, une partie de ces sans-grade du mendésisme. Ce qui se dit au cours de ces agapes mendésistes ? Motus. « Mieux vaut qu'il n'y ait pas de micro, remarque l'un des convives, nos propos sont ceux de gens exigeants, mais qui sont peut-être devenus un peu radoteurs. »

Qui est, ou pourrait être, autour de la table ? M. Georges Bourdard, qui fut chef adjoint du cabinet de P. M. F. en 1954, puis sous-préfet avant de se consacrer aux affaires privées ; M. Richard Darigues, conseiller maître à la Cour des comptes depuis 1981, tout comme M. Alain Gaudon, qui est détaché et dirige la Bibliothèque nationale ; M. Paul Marin, encore un collaborateur de P. M. F. président du conseil, qui a abouti au ministère de l'Intérieur.

Diversité

M. Harris, Paisais, l'un des sans-grade qui a pris du galon, est aujourd'hui chargé de mission auprès de M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. M. Jean Nester est commissaire-adjoint de la République à Nogent-sur-Marne. M. Georges Klejman est resté avocat. Dans la banque, les assurances, l'industrie, on trouve MM. Gérard Constant (dont l'épouse dirige le secrétariat de M. Charles Hernu, après avoir joué le même rôle auprès de P. M. F.), Paul-André Falcoz, Maurice Zimman, Marcel Delport. M. Georges Scallé est un homme d'affaires en retraite après avoir été une ébaville ouvrière du parti radical.

D'autres possibles convives très occupés risquent d'être empêchés : M. Laurence Soudet, lié

aux destinées de la publication mendésiste, aujourd'hui disparue, les Cahiers de la République (1), qui est chargée de mission au cabinet du président de la République, M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et son collaborateur Régis Paraque.

Presque toute la diversité mendésiste s'offre dans ce disparate : ceux qui ont occupé des fonctions officielles, plus ou moins subalternes, aux côtés de P. M. F., ceux qui ont animé des activités annexes, gérés des dossiers, accompagnés la réflexion continuée de P. M. F., dans l'ombre et la discrétion, ceux qui ont été là, présentes amicales et disponibles.

Un « presque », cependant, qui n'épuise pas les bataillons mendésistes. D'abord, parce que cette diaspora a aussi ses anonymes. Ensuite, parce que les « états-majors », pour ceux qui ne s'y comptent pas, ce sont aussi bien M. Paul Legatte, le chef de cabinet de P. M. F. en 1954-1955, aujourd'hui chargé de mission auprès du président de la République, que M. Jean-Marie Soutou, directeur adjoint du cabinet du président du conseil, diplomate de carrière et ancien président de la Croix-Rouge française, ou M. Simon Nora.

Que ce dernier, actuel directeur de l'École nationale d'administration (depuis 1982), soit évoqué, presque au même titre qu'un Michel Jobert dont « l'ailleur » mobile côtoya aussi P. M. F., est révélateur : cela montre à quel point les cabinets, cercles, groupes et coteries, diversément proches et actifs aux côtés de P. M. F., sont parfois difficiles à isoler et à classer — de l'aveu même de certains de leurs membres. Est-ce ce qui fait dire à beaucoup que Pierre Mendès France fut à la fois très entouré et très seul ? Effet de capelles, peut-être, ou simple reflet de la diversité du microcosme mendésien et des directions multiples dans lesquelles ses membres ont été ou se sont projetés.

Les idées de J.-J. S.-S.

Théâtre de la France « modernisée » ou aspirant à l'être encore plus, théâtre du changement politique et économique où les causes plus bêtériocritiques. Les uns sont poursuivis par les projecteurs de l'actualité ou du futur. D'autres courraient plutôt vers les faisceaux lumineux, quand ils osaient se laisser aller à l'écrit. Voici M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, cent mille idées, une égale ardeur dans ses fidélités successives. La première fut pour P. M. F., qui, nous dit un proche de P. M. F., « écoutait tout, faisait le tri et retenait une proposition sur dix ». Il reste que l'Express a beaucoup servi Pierre Mendès France avant de servir J.-J. S.-S., Françoise Giroud et des causes plus bêtériocritiques. Pour P. M. F., l'aventure se termina par une rupture pure et simple avec M. Servan-Schreiber.

Voici, à un tout autre endroit de la scène, M. Edmond Maire, numéro un de la C.F.D.T., et aussi le nom le plus souvent prononcé au palmarès approximatif des « héritiers » de P.M.F. Sa franchise, sa lucidité, sa liberté de ton, sa simplicité à dire ce qui gêne, ne le doit-il pas en partie au commerce de Pierre Mendès France ? Edmond Maire lui devait aussi ses limites si, comme le constate un observateur, il est « tout seul et observe de ce qu'il dit ».

Non loin se tient le ministre de l'économie, M. Jacques Delors. Le too y est aussi. Le reste est affaire de mouvance, de contacts, de détour par feu la « nouvelle société » de Jacques Chabod-Delmas, que nous retrouverons.

Autre décor pour M. Claude Cheysson, jeune diplomate fas-

ciné par P.M.F. au moment du règlement de la question indochinoise. Autre décor encore pour l'ardent fondateur de Club des jacobins, M. Charles Hernu, ancien député mendésiste, ci-devant ministre de la défense, ensuite passé chez M. Mitterrand et resté ébaville de la « fidélité » et du « courage », qui demeurent pour lui les signes de ces temps révolus. Il est vrai que P.M.F. n'orienta pas seulement vers les questions militaires le futur ministre ; il sut aussi lui épargner toute tentation de quitter le camp anti-gaulliste.

Beaucoup d'autres ont changé de scène. Le théâtre gaulliste était vaste. Et s'y retrouvant, un ancien ministre de P.M.F., M. Chaban-Delmas, et un ancien député mendésiste, M. Jean de Lipkowski, n'abandonnent rien de leur dévouement, même critique, à l'égard de Cassandre-P.M.F. L'un et l'autre ont revu un moment de réaliser l'improbable « ételage », comme aurait dit le général, P.M.F.-de Gaulle.

D'autres députés mendésistes de 1956, comme l'avocat parisien Pierre Naudet, M. Roger Chatain, pharmacien à Noisy, ou le docteur Léon Hovnanian, ont quitté la scène politique. Ils côtoient à l'Assemblée nationale un jeune député apparenté, puis comme eux inscrit, après une invalidation et une réélection, au groupe républicain radical et radical socialiste : M. Robert Herant.

Héritages

Pierre Mendès France mort, le rideau est-il tombé et les mendésistes de toutes sortes et de toutes époques voués à la seule mémoire et à leur propre devenir ? Pas tout à fait. L'heure peut venir d'autres mises en scène. Parlez avec dix ou douze proches de P.M.F. et vingt sujets vous seront proposés. Retenons-en deux.

L'un raconte la carrière de M. Michel Rocard, proche de Mendès France du P.S.U., bonhomme du contre-plan, l'un des artisans du succès présidentiel de M. Mitterrand, mais aussi candidat trop tôt parti à la candidature, aujourd'hui ministre et demain... « Je lui ai dit, raconte un ex-collaborateur de Pierre Mendès France : « Michel, ils te feront le coup de Mendès. » Il m'a répondu : « Je sais, je prends mes précautions. » Mais, il aura beau les prendre, il n'y arrivera pas, car il est trop gentil. » Mais pour un autre, « rester en place envers et contre tout, au cas où... cela ne rappelle guère l'attitude de Mendès ». Michel Rocard ou la difficulté d'hériter.

L'autre sujet ne ménage aucune péripétie. Les acteurs ne sont qu'un court moment assemblés, puis ils vont se croiser, s'apercevoir de loin ou simplement se côtoyer, vêtus de costumes différents mais paraissant s'activer au même genre de tâches. Les plus connus ont nom Simon Nora, Jean Saint-Geours ou, à la surprise du spectateur peu averti, Jean Serfaty ou Yves Canne. Acteurs peu soucieux de paternités illustres. Le chœur les appelle tantôt « technocrates », ou tantôt « hauts fonctionnaires », ou « grands commis de l'Etat ». Le déroulement de l'action ne révèle d'eux qu'un point commun : Pierre Mendès France les a, un moment ou durablement, attirés ou compris. Inventer, moderniser, rendre plus efficace tout un pays est leur ambition commune : des héritiers moins voyants avec lesquels il faut aussi compter.

MICHEL KAJMAN.

(1) L'un des membres du comité de rédaction de cette revue, M. René Lacharrière, professeur de droit, est devenu depuis consultant de M. Jacques Chirac.

France

Pierre Mendès France est mort à Paris le 18 octobre 1982. Un comité d'honneur chargé d'organiser une souscription en vue de l'érection « dans un lieu prestigieux de Paris » d'un monument dédié à P.M.F. a été officiellement installé vendredi 14 octobre par M. Pierre Mauroy. « Deux mots, a indiqué à cette occasion le premier ministre, peuvent non pas résumer, mais expliquer l'homme d'Etat que fut Pierre-Mendès-France. Ces mots sont : passion et raison. »

La cérémonie inaugurale du Centre universitaire Pierre Mendès France aura lieu lundi 17 octobre à Paris (13^e arrondissement) en présence du président de la République. TF 1 rendra hommage le 19 octobre à la mémoire de P.M.F. par une émission de témoignages.

L'avenir d'une énigme

Passé le temps des hagiographies et des unanimismes réducteurs, il faut bien se demander : que reste-t-il de Pierre Mendès France ? Qu'ils aient été proches de lui un moment seulement ou la soient restés jusqu'au bout, beaucoup constatent aujourd'hui, avec plus ou moins de réserve ou de prudence, que cet homme politique singulier, s'il est beaucoup apprécié, s'est aussi beaucoup trompé. Avec la même ténacité, la même acharnement, la même patience dans l'erreur et dans la vérité, dans l'échec et dans le succès.

C'est, dira-t-on, le lot commun des hommes politiques. Mais l'extraordinaire est que peu d'hommes politiques français de ce siècle provoquent un tel élan, un tel espoir, pour y répondre aussi parcimonieusement. Et nul entre ne conserva intacts un prestige et une aura pourtant alimentés par plus de mots que d'actions.

Les facteurs extérieurs ont souvent été décrits ou évoqués. On n'en retiendra ici — autre trait peu commun — que l'implacabilité des mécanismes d'exclusion de la vie politique française, qui sélectionnent — parfois pour les braver — les pierres les plus pures de ses gisements. Pierre Mendès France a eu à en pâtir plus d'une fois.

Meis le plus étonnant est peut-être à chercher du côté de l'homme lui-même. Il propose à l'attention de l'observateur une série d'énigmes insolubles. Comment, par exemple, la persistance, et quand il le peut, l'artisan passionné d'une France moderne qu'il fut s'acharne-t-il avec tant de constance contre la ratification du traité de Rome et la construction européenne, si elle-même et difficile soit-elle ? S'agissant, plus généralement, des conceptions économiques de Pierre Mendès France, l'un de ceux qui avaient été le mieux à même d'en observer l'audace et l'efficacité d'un moment remarquable, après des conversations approfondies sur ces sujets, en 1969 : « Ces conversations m'avaient laissé l'impression fautive de quelqu'un qui n'avait pas bougé. Pierre Mendès France était en fait resté très dirigiste. »

Des orphelins

Un autre exemple étonnant encore plus : celui d'une vue juste, entrée dans la voie de la réalisation grâce à Pierre Mendès France, et que ce dernier, sans la renier vraiment, dénie avec embarras. Les décisions cruciales qui devaient aboutir aux premiers éléments de la force de frappe sont prises quand Pierre Mendès France est président du conseil. Tous les témoins s'accordent sur la conscience qu'il eut de l'importance de cette question et de ce choix. Plus tard — est-ce pour se démarquer un peu plus, si faire se pouvait, du général de Gaulle ? — Pierre Mendès France contestera à M. Hemu le récit de cette paternité de fait, dont tous les acteurs du moment ont gardé le souvenir. L'actuel ministre de la défense s'en explique auprès de lui. Pierre Mendès France persista et envisagera une mise au point... qui ne verra pas le jour.

Anecdote peut-être, mais anecdote entre dix autres, et qui aurait troublé plus d'un proche de Pierre Mendès France et laissé dans l'incertitude combien d'enthousiasmes bientôt effacés ou convertis à d'autres projets. La litane des erreurs et des fidèles n'est pas le fait du dénigrement. Visiblement, elle a blessé, étonné ou laissé orphelin plus d'un fidèle, plus d'un adepte.

Les institutions

Et que dire de la question délicate des institutions de la V^e République ? Bellotté, sinon brisé, par les errements de celles de la IV^e, Pierre Mendès France refusa toujours aux nouvelles droit de cité. Caractère ineffaçable du pécunié gaulliste de 1958 ?

Vice du fond inexplicable de la nouvelle Constitution présidentielle et de sa mise en œuvre ? Là encore, du constat froid à l'incompréhension en passant par tous les degrés de la perplexité, beaucoup de mendésistes ont peine à expliquer comment et pourquoi Mendès les a privés de Mendès homme d'Etat par un achèvement sans faille, pourtant vite grignoté par les faits et l'usage.

Les épisodes de 1968 (Châlet) et 1969 (la campagne aux côtés de M. Gaston Deffieux) n'en sont pas des moins difficiles à interpréter : Pierre Mendès France a-t-il pu songer un seul instant, dans le premier cas, à faire, dans d'autres conditions, ce qu'il avait reproché à De Gaulle ; a-t-il pu, dans le second, oublier sa dégradation absolue des institutions de la V^e République ?

Voilà, pourrait-on dire, pour les petits côtés de l'énigme. Mais ils comptent, ils ont pesé. Ils ont engendré doutes, retournements ou édéparations qu'il est facile — après coup seulement — de présenter comme « naturelles » et évidentes, par exemple en direction de M. François Mitterrand. Seulement la face cachée de l'énigme, la plus importante, ne s'en trouve pas éclairée pour autant.

Un astre stable

Car les défauts, le sur-plais, les prévisions épocypolitiques restées sans suite, n'effacent pas l'image de Pierre Mendès France. Et même, loin de l'estomper, ces caractéristiques la restituent plus fortement encore du côté du mythe. On croit décrire un météore, le photographe d'un astre stable et incontournable apparaît. En témoignent les manifestations ininterrompues — les ensembles, celles des jeunes ou celles de l'étranger plus que les rituelles, trop prévisibles — d'attachement à un prestige éternel, à une droiture indéfectible.

Écoutons les leitmotives des propos de proches : « Mendès était incapable d'être manœuvré », « Mendès dérangeait », « Mendès incarnait le meilleur de la III^e République, dans un mélange étonnant mélange d'Alain et de Roosevelt », etc.

Tel paraît bien être le cœur de l'énigme. Au-delà du radicalisme pur et inébranlable, de la rigueur et du réalisme au service du progrès, du culte du parti vrai, d'un sens moral aigu, national et pluri-national (de l'indochine et de la décolonisation au Moyen-Orient des derniers efforts, en passant par l'attention portée au tiers-monde), Pierre Mendès France a imposé et laissé une image non déteinte et peu sujette à vieillir. « Il brille, dit l'un de ses perséides, comme le dernier éclat d'un univers où les mots « République » et « Démocratie » ont eu un sens dont on ne peut plus aujourd'hui mesurer l'intensité. »

Valuers d'hier, références pour nostalgiques gratifiantes ? Voire. On ne peut prendre acte sur le simple mode du constat et du réalisme — relève plus d'un mendésiste — de toutes les évolutions de notre vie politique. Si les institutions ont fait leurs preuves, quelque chose d'instable, d'inquiétant demeure dans le caractère de monarchie électorale qu'elles comportent. Dérégulé de ses soies, le refus de Pierre Mendès France demeure sur ce point plein de sens.

Quant aux mœurs politiques, bientôt réglées peut-être par les lois non écrites du show télévisé, du marketing et de la publicité, qui sait si elles n'évolueront pas dans un sens qui leur redonnera ce que Pierre Mendès France incarne : l'esprit de justice au cœur de l'esprit de progrès, l'intérêt général au cœur du pouvoir ? Beaucoup s'y emploient. Il y fit croire. Voilà l'énigme.

M. K.

Les dons pour l'érection d'un monument à la mémoire de P.M.F. sont à verser par chèque au receveur général des finances de Paris, 19, rue Scribe (75009), avec la mention « Monument Pierre Mendès France ».

A VOIR

La nuque raide

Dire qu'on l'admirait, le mot n'est pas assez fort. On le vénérât littéralement. Pendant sept mois à dix-sept jours, les jeunes que nous étions alors auront été — ce n'est pas si fréquent — totalement pro-gouvernementaux. La fin de la guerre du Vietnam, l'indépendance de la Tunisie... Pensez si on pouvait ! On imaginait qu'il régnerait sur sa lancée le problème, beaucoup plus épineux évidemment, de l'Algérie. On savait qu'il allait essayer d'abattre certaines féodalités dont celle des bouillottes de cru...

Et puis non... Et puis, bon... il eut affaire à plus fort que lui. Il eut vire, il est parti sous les huées, pris dans une tornade d'humaines ordures et basses-mensures racistes. Sa femme Marie-Claire et Claude Cheysson vous rappelleront tout ça en termes très francs, très forts, mercredi sur TF 1, au fil d'un portrait anniversaire un peu estompé, un peu retouché sur les bords, style illustration de la vie des saints. Il ne répond pas vraiment à la question qu'il nous remontrant aux livres périodiquement : pourquoi, mais pourquoi avoir la nuque, aussi raide ? Pourquoi ne pas jouer le jeu des institutions même si — et nous lui donnons raison — elles accordent depuis 1958 un pouvoir exorbitant à l'exécutif ? Oui, pourquoi avoir

refusé de participer aux gouvernements de la République, et s'être contenté de jouer les failloutiers dans la course à l'Elysée ? Reste une superbe occasion — elles se feront de plus en plus rares, hélas ! — d'entendre, à nouveau réunis autour de la T.S.F., ses causeries au coin du feu, empruntées à Roosevelt et traduisant en mots de tous les jours, à mille lieues de la langue de bois officielle, nos propres préoccupations. Reste ce visage buriné, et ce regard perçant, réfilé ou jubilant d'intelligence, phare éclairant et le passé et le présent. Les télévisions du monde entier se disputaient ses interviews. C'était un régal de chaque instant.

A la revoir donner l'accolade à Mitterrand, le jour de son intronisation, on ne peut pas s'empêcher de se demander quels ont été les sentiments de Mendès — lui qui avait refusé lors de son investiture les voix des communistes — quand le président de la République leur a ensuite ouvert les bras. On ne peut pas s'empêcher de regretter non plus que ce dernier ne lui ait pas demandé, quand il en était encore temps, de se remettre au service de la nation.

CLAUDE SARRAUTE.

* TF 1, mercredi 19, à 20 h. 35.

Société

La cour d'assises de Paris a acquitté le gardien de la paix Evra

M. Patrik Evra est acquitté. Après une délibération d'une heure et demie, la cour d'assises de Paris, que présidait M. André Giresse, a déclaré vendredi 14 octobre non coupable du crime de coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner ce gardien de la paix motocycliste qui, le 13 mars 1978, avait vidé, à Paris, son chargeur sur une voiture, tuant deux jeunes gens, les frères Alain et Bernard Chausson, victimes ainsi d'une succession de méprises qui avaient abouti à les présenter aux motards lancés à leur poursuite comme des hommes armés et dangereux (le Monde du 14 octobre).

En attendant cet arrêt d'absolution totale, le père des victimes, partie civile éconduite, a dit simplement : « Je ne voulais pas la mort d'Evra. J'avais même de la peine pour lui et je ne voudrais pas être dans sa peau, mais j'ai honte pour vous. J'avais une autre opinion de la justice. Vraiment, je peux dire qu'elle n'est pas belle. » On l'a laissé dire, comme on a laissé à leur chagrin la mère, la sœur et celles qui étaient les fiancées des frères Chausson.

Il reste que l'arrêt de la cour d'assises de Paris doit être interprété comme une décision qui ne saurait aller sans une connotation politique. Assurément, l'affaire Evra n'était pas de celles que l'on peut apparenter à la « bavure » policière ordinaire.

Le gardien n'était pour rien dans l'enchaînement de tous les événements qui avaient abouti, cette nuit-là, à l'épilogue tragique dont il devait être l'auteur. Il est sûr que, si les chauffeurs de taxi avec lesquels les frères Chausson avaient eu des démêlés pour un accrochage insignifiant n'avaient pas signalé à la police

Absolution pour deux morts

qu'ils avaient affaire à des hommes armés d'une carabine — ce qui était totalement imaginaire, — il n'y aurait pas eu cet appel général qui lança à leur poursuite Evra et deux de ses camarades. Il restait néanmoins que M. Evra avait tiré sans hésitation dans la lucarne arrière du véhicule, et non dans les pneus.

La peur

Ce comportement, à lui seul, était-il celui d'un policier à qui l'on demande, tout de même, de savoir surmonter ses peurs ? Dès lors qu'il avait dit lui-même qu'il avait tiré pour ne pas être tué, n'admettait-il pas qu'il avait bien voulu donner la mort ?

C'est ce que soutenaient les parties civiles représentées par M. Robert Morin, François Bussel

et Jean-Edouard Bloch, pour qui « absoudre le coupable serait condamner les victimes et établir un précédent qui pourrait faire que d'autres drames de ce genre se renouvelent ».

Moins incisif, à la recherche d'un équilibre délicat, M. Gabriel Dupin de Beyssat, avocat général, avait eu la même conclusion en demandant trois à cinq ans de prison ferme.

Ce fut en vain. A ces arguments — et c'est là que l'arrêt prend son importance et sa signification, — les jurés ont préféré ceux de M. Michèle Chastant et Henri Garaud. Autrement dit, ils ont adhéré à l'idée force des plaidoyers en faveur d'Evra selon laquelle « la police a besoin de se sentir aidée et protégée dans un temps où l'inséc-

rité est partout, où la liste des policiers tués par des malfaiteurs ne cesse de s'allonger ». Certes, M. Garaud a répété qu'il n'entendait pas faire de l'acquiescement qu'il réclamait une victoire. Il n'y en eut pas moins quelques-uns dans la salle qui par leurs applaudissements ont déjà montré le contraire.

Comment ne pas penser aussi qu'en refusant, ce qui aurait été possible, la peine de prison avec sursis, cette sanction que l'on dit justement de principe, on a voulu signifier qu'au-delà de M. Evra nulle peine, même légère, ne saurait être infligée à un corps en mal de compréhension et qui se voit ainsi « compris » sinon approuvé jusque dans ses manifestations antigouvernementales. Dès lors, évidemment, la mort de deux jeunes hommes de vingt-deux ans et trente-quatre ans ne pouvait avoir que le poids dérisoire d'une péripétie à passer aux profits et pertes.

JEAN-MARC THEOLLEYRE.

M. Georges Fillioud inculpé à sa demande de « diffamation publique »

De notre correspondant régional

Lyon. — M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé des techniques de la communication, a été inculpé, à sa demande, vendredi 14 octobre, de « diffamation publique » par le doyen des juges d'instruction après de la cour d'appel de Lyon, M. Guy Georgin. Cette inculpation fait suite à une plainte déposée notamment par M. Georges Durand (U.D.F.) qui avait été élu en mars 1982 face à M. Fillioud, lors des élections cantonales. Plainte, elle-même consécutive à un article publié la veille dans le bulletin trimestriel d'informations municipales *Vivre à Romans*, la ville dont M. Fillioud était, à l'époque, le premier magistrat.

Commentant la destruction, le 3-mai précédent, de la « mosquée » (on fait un lieu de réunions et de culte) de sa ville, M. Fillioud avait écrit notamment : « La culpabilité est lourde de ceux qui ont contribué à créer ce climat, notamment le parti et les candidats qui ont récemment fait campagne en dénonçant précisément la réalisation d'une salle de réunions et de culte pour les immigrés nord-africains, utilisant ainsi des sentiments raciaux latents à des fins électorales. Qui sème la haine récolte la violence ».

M. Fillioud a indigné, peu après la signification de son inculpation, qu'il avait, à cette époque, reçu « des menaces par téléphone ». Le secrétaire d'Etat, qui était accompagné par son conseil, M. Charles Libman, a déclaré à sa sortie du palais de justice : « J'ai moi-même demandé mon inculpation dans cette affaire, afin de provoquer une explication publique (...) Il serait singulier que je sois le seul à devoir m'expliquer (...) Je n'ai dénoncé personne. Il est singulier que se soient reconnus ceux qui ont porté plainte ».

Selon M. Libman, « il y aura peut-être non-lieu, car j'ai raconté une plainte aussi peu fondée, et si la plainte n'était pas fondée, une procédure en dénonciation calomnieuse peut être alors introduite, ce qui fournirait le débat public auquel le ministre aura été éventuellement soustrait ».

CLAUDE RÉGENT.

Faits et jugements

● Nouvelle inculpation dans l'affaire Orsoni. — Le juge d'instruction du tribunal d'Ajaccio, chargé de l'information ouverte après la disparition de M. Guy Orsoni, le 17 juin, a inculpé, vendredi 14 octobre, une septième personne. Il s'agit de M. Paul Susini, cinquante-six ans, qui avait été interpellé à Marseille deux jours plus tôt.

Déjà condamné dans le passé pour complicité d'attaques à main armée, considéré comme une personnalité du milieu proxénète de Marseille, M. Paul Susini a été inculpé de séquestration et association de malfaiteurs et écroué. L'un de ses frères, Jacques, est l'oncle par alliance de Guy Orsoni.

● Fusillade à Paris : un mort, deux blessés. — Des malfaiteurs, qui venaient d'attaquer une banque avenue de Villiers (Paris 17^e), et qui avaient été repérés dans leur retraite par des policiers de l'Office central de répression du banditisme (O.C.R.B.), ont ouvert le feu, vendredi 14 octobre, sur cette patrouille, qui a aussitôt riposté.

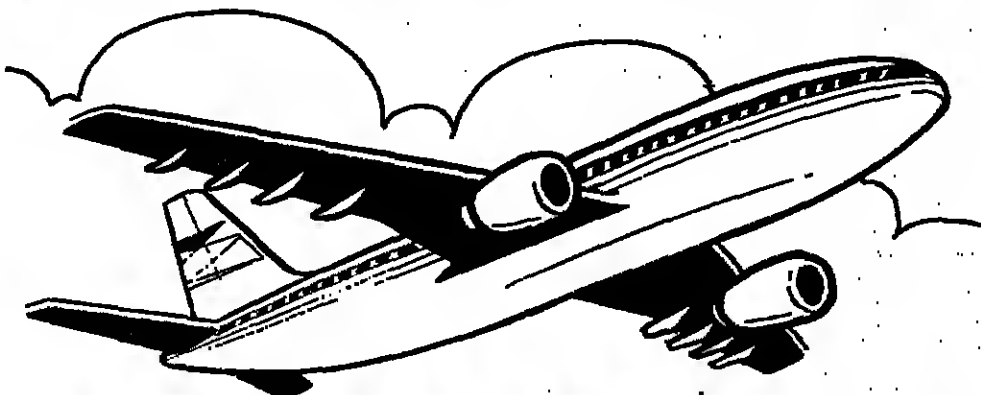
Deux des policiers ont été légèrement blessés et l'un des malfaiteurs, atteint par cinq balles, a été tué. On a retrouvé sur lui une carte d'identité indienne qui n'a pas permis de l'identifier avec certitude.

● Attentat par explosif à la cité judiciaire de Rennes. — Une charge explosive a endommagé, samedi 15 octobre vers 2 h 30, un bâtiment de la cité judiciaire de Rennes en cours de construction. Cet attentat, qui n'avait pas encore été revendiqué en fin de matinée, intervient au lendemain de la condamnation par le tribunal correctionnel de Morlaix (Finistère) d'un militant séparatiste breton, M. Jean-Pierre Le Mat, à huit mois de prison avec sursis pour complicité de détention illégale d'armes et de munitions. (Corresp.)

● La famine au Brésil. — Le Secours populaire français lance une souscription pour venir en aide aux familles brésiliennes victimes de la famine. On peut envoyer ses dons au Secours populaire français, 9, rue Froissard, 75003 Paris. C.C.P. 654-37. H. Paris, ou à ses comités. Indiquer : pour les enfants et familles du Brésil.

● Tennis : Leconte bat Lendl. — Le Français Henri Leconte s'est qualifié, le 14 octobre, pour les demi-finales du championnat d'Australie en salle (200 000 dollars), à Sydney, en battant le Tchecoslovaque Ivan Lendl, numéro deux mondial, en trois manches (6-3, 3-6, 7-5). Le Français devait ensuite rencontrer l'Australien McNamee ; tandis que l'autre demi-finale devait mettre en présence les Américains McEnroe et Hooper.

allez au plus pratique!



PARIS-MARSEILLE 13 LIAISONS PAR JOUR 65 MN DE VOL

Le meilleur moyen de transport, c'est celui qui vous fait gagner du temps. Et pour cela, on n'a pas encore trouvé mieux que l'avion.

Avec AIR INTER, une heure de vol environ suffit pour rejoindre les principales villes de France. Trouvez plus rapide!

Et pour faciliter l'organisation de votre travail, vous avez un choix d'horaires permettant l'aller-retour dans la journée. Trouvez plus pratique! Pour vous l'efficacité est essentielle? Allez au plus rapide. Allez au plus pratique. Allez-y en AIR INTER.

Pour tous renseignements appelez AIR INTER PARIS Tél. : (1) 639.25.25 ou votre Agence de voyages.

AIR INTER
DONNEZ DES AILES A VOS AFFAIRES

allez au plus économique, abonnez-vous à Air Inter

30% DE RÉDUCTION DES LE PREMIER VOL 2 FORMULES DE CARTE D'ABONNEMENT :

● accès à tous les vols rouges, blancs, bleus, carte amortie entre 5 et 7 aller-retour.

● accès aux seuls vols blancs et bleus, carte amortie (sur certaines lignes), entre 3 et 5 aller-retour.

Le prix de souscription varie selon la ou les lignes choisies.

Renseignez-vous auprès d'AIR INTER ou de votre Agence de voyages.

Carnet

— Sa famille, Ses amis, font part de la disparition brutale de **Bernard BRIQUET.**

Service religieux à Saint-Louis de Fontainebleau, le 19 octobre 1983, à 16 heures.

53, rue de Bellevue, 91330 Yveroy.

— M^{me} Thomassin, son épouse, Ses enfants, petite-enfants Et sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean THOMASSIN, survenu le 13 octobre 1983.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 17 octobre 1983, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, rue Amiral-de-Joinville, 92200 Neuilly-sur-Seine.

— **Brigitte VARICHON,** 1^{re} décembre 1941 - 11 octobre 1983.

Brigitte s'est éteinte sereinement le mardi 11 octobre.

Ses enfants, ses parents, ses frères et sœurs, ses amis chers vous prient d'assister à la cérémonie religieuse le lundi 17 octobre, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame-du-Travail, 59, rue Vercingétorix, 75014 Paris.

Elle sera inhumée le mardi 18 octobre, à 10 h 30, au cimetière de Sèvres (Ain).

— **Sirasburg, Paris. Saverne. Mulhouse. Rouen.** M. et M^{me} Jacques Zeller et leurs enfants, M. et M^{me} Jacques Proton et leurs enfants, M. et M^{me} François Loth et leurs enfants, M. et M^{me} Jean-Loup Zeller et leurs enfants, M. et M^{me} Bruno Zeller et leurs enfants, M. et M^{me} Jean-Nicolas Hasson et leur enfant, M. et M^{me} Christophe Zeller.

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Pierre ZELLER, née Edmée La Plaigne,

rappelée à Dieu le 14 octobre 1983, à Strasbourg.

Les obsèques auront lieu le lundi 17 octobre, à 10 heures, en l'église des Récollets de Saverne (Bas-Rhin).

26, allée de La Roberterie, 67000 Strasbourg.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

A NANTES

La cour d'assises de la Loire-Atlantique a condamné vendredi 14 octobre à vingt ans de réclusion criminelle Jacques Nême, trente-cinq ans, qui, le 30 juillet 1982, avait tué à Nantes un gardien de la paix, M. Henri Morvan, et blessé un sous-brigadier, M. Albert Vuillaud.

Jacques Nême, déjà condamné en 1965 à quatorze ans de réclusion, avait obtenu une libération conditionnelle. L'avocat général, M. Jacques Bruneau, avait requis la réclusion perpétuelle en regrettant l'abolition de la peine de mort.

Anniversaires

— Blessure de l'absence. 16 octobre 1978.

Marc AUTENZIO, Nos cœurs sont pleins de lui.

— 17 octobre 1983,

Abraham SULHEFER.

En notre mémoire.

Sa famille. Ses amis.

— Il y a un an s'éteignait

Sara KORCARZ.

Les prières ont été dites à la synagogue, 10, rue Pavée, 75004 Paris. De la part de sa famille.

— Il y a onze ans,

Bernard LINDENBERG, directeur de recherches au C.N.R.S.,

nous a quitté.

Sa femme et ses enfants rappellent son souvenir.

Communications diverses

— Conférence-débat, le vendredi 21 octobre, à 20 h 45, 36, rue Hermel, 75018 Paris, avec André Frossard : « Mes entretiens avec Jean-Paul II ».

LE MONDE diplomatique

d'octobre

EST PARU

Au sommaire : **La peur européenne à l'ombre des Pershing**

HERMÈS
24 Faubourg Saint-Honoré 8^e
75001 Paris

SOLDES

MERCREDI 19 OCTOBRE
10 h à 12 h / 14 h à 18 h
JEUDI 20 OCTOBRE
VENDREDI 21 OCTOBRE
9 h 30 à 12 h / 14 h à 18 h

Corrès • Crovates • Gants
Prêt-à-porter homme et femme
Maroquinerie • Chaussures

Ves JOURNÉES INTERNATIONALES DE L'IDATE : LES RÉSEAUX DE L'IMAGE

L'impact social et culturel des nouveaux médias

L'Institut pour le développement et l'aménagement des télécommunications et de l'économie (Idate) organise à Montpellier du 19 au 21 octobre ses 10^{es} Journées internationales. Après « l'expérimentation sociale en télématique », en 1982, les chercheurs de l'institut ont choisi pour thème « Les réseaux de l'image », à l'heure où le démarrage du plan câble pose une multitude de ques-

tions aux « politiques » comme aux professionnels de la communication. Les nombreux participants français et étrangers pourront débattre dans pas moins de vingt-sept ateliers spécialisés. Une occasion, rare — de dépasser les discussions d'experts sur les technologies et les nouveaux médias et de s'intéresser à leur impact social et culturel. C'est d'ailleurs la vocation de l'Idate.

PROJECTIONS

Maisons audiovisuelles et centres de communication

L'APPARTEMENT ou la maison de demain, chacun les rêve, au fur et à mesure que se multiplient sous nos yeux ces outils magiques que sont l'écran de télévision et le clavier de l'ordinateur. Trois logiques, correspondant à autant de mythes (ou de fantasmes), ont été rassemblées et décrites par nos chercheurs de l'IDATE. M. Yves Gassot, architecte et chef de département « Aménagement et action régionale » de l'Institut (1).

Premier rêve : un réseau d'appareillages, une maison « remplie de quincaillerie ». C'est la logique du développement à partir du téléphone et de ses dérivés, la vidéotex, la téléalarme, la télécopie, le visiophone (qui est, expérimenté à Biarritz), etc. Chaque pièce aura ses appareils, parfois dupliqués à l'intérieur d'une grande maison. Le tout géré par une « régie d'abonné », un véritable petit ordinateur reliant le foyer au réseau « multiservices » extérieur.

Deuxième rêve, celui qui conduit à l'écran géant (ou le mur-écran), nouveau centre névralgique de la vie familiale, autour duquel s'articulent magnétoscope, vidéodisque, micro-ordinateur, console de jeux, vidéotex, chaîne hifi-vidéo... C'est la logique de développement de ce qu'on appelle la « péritélévision », et qui trouvera son épanouissement lorsque le vidéoprojecteur grand format aura baissé de prix et que la télévision haute définition aura remplacé les actuels 625 lignes. Les réseaux d'images extérieures, par câble et par satellite, trouveront là le réceptacle approprié.

Troisième rêve : le grand robot, le micro-ordinateur polyvalent qui prend en charge toutes les fonctions domestiques. Logique de développement : à partir de la console de jeu vidéo et de la multiplication des appareils électro-ménagers à « puces ». Le micro-ordinateur pourrait remplir les fonctions de contrôle et de programmation des appareils, ainsi

que de tout ce qui concerne l'énergie et la sécurité du foyer : il pourvoirait aux problèmes de gestion, d'enseignement (E.A.O.) ; par les connexions appropriées, il jouerait progressivement le rôle de « robot de communication ».

Le « foyer électronique »

Ces trois schémas ne sont pas exclusifs l'un de l'autre. Ils engendrent une organisation de l'espace domestique bien différenciée, qui elle-même est fonction d'autres facteurs d'évolution sociale, indépendants des nouvelles technologies ou s'appuyant sur elles. Là encore, trois hypothèses sont avancées par M. Gassot. La première est le prolongement de ce qui s'est produit avec la T.S.F. puis le poste de télévision : la concentration des moyens audiovisuels en un lieu donné. C'est le « foyer électronique », que certains architectes américains ont même prévu avec une « scène » pour des images en trois dimensions (hologra-

phie). Ce pourrait être une partie du living-room, ou, pour les plus aisés, une pièce centrale de l'habitat consacrée entièrement aux images et aux sons.

A l'inverse, la multiplication du nombre des appareils et leur personnalisation (ce qui s'est passé pour les appareils radio, les postes de téléphone et même de télévision) peuvent conduire à une dispersion dans les pièces des moyens modernes de la communication. Chaque espace aurait sa prise de téléphone et sa prise de télévision, renvoyant ou non à la régie de l'habitation. Une troisième tendance, enfin, pousse à la création de nouveaux espaces « spécialisés ». Ainsi, en Ille-et-Vilaine, où les terminaux Minitel des P.T.T. (annuaire électronique) sont diffusés en priorité, 20 % de ceux-ci sont localisés dans un bureau. Si le télétravail (à domicile), le téléenseignement, le téléachat, se développent, une telle pièce pourrait être prévue par les architectes des fu-

tures maisons. Certains pensent déjà à un centre de gestion de l'activité domestique, avec consoles de visualisation et de commande, à l'instar des salles de contrôle existant déjà au sommet des tours d'habitation et de bureaux.

Dans un avenir proche, on peut envisager aussi un espace accessible à tous, permettant de communiquer avec l'extérieur. Ce coin « communication » (avec visiophone, Minitel, micro-ordinateur...) pourrait être proche de l'entrée, comme cela a été le cas au départ avec le téléphone.

Sur quelles tendances de l'évolution sociale peuvent s'appuyer de telles projections ? Plusieurs scénarios sont prisés par les sociologues et les urbanistes. Celui de l'habitat refuge, lieu de consommation privilégiée, mais aussi outil de travail possible, correspond bien à la valorisation de la famille, telle qu'on a pu l'observer depuis une dizaine d'années. La pièce de séjour est confirmée comme le lieu des loisirs collectifs (mais possibilité d'espace vidéo spécifique), le téléphone et la télévision investissent les chambres.

lors, des espaces de travail doivent être prévus, dans un habitat plus souple où les moyens audiovisuels sont orientés vers une activité et non plus principalement un loisir.

Un troisième scénario trouve sa source dans certaines données sociales fortes. Depuis plusieurs années, on observe dans la société française cette double tendance centripète vers le cocon familial et centrifuge vers l'extérieur : salles de spectacle, bistrot, vie associative en plein essor, importance de la « bande de copains » et des relations conviviales par petits groupes affinitaires. Quelles que soient les modifications à venir sur l'habitat des ménages, de nouveaux lieux collectifs pourraient être créés, qui utiliseraient puissamment les nouvelles technologies.

C'est là qu'intervient M. Bernard Brabet, directeur de l'IDATE, un centralien éprouvé de convivialité (il construit avec des amis, dont M. Gassot, près de Montpellier, un logement « autogéré » avec un bâtiment collectif), avec ses « centres de communication ». « Premier constat : les chaînes de télévision d'un côté, les relations interpersonnelles de l'autre (téléphone, télex...), il y a une « trou », celle de la communication entre les groupes.

YVES AGNÈS.

(Lire la suite page 12.)

(1) Dans une étude pour le plan construction.

La clef du succès

par BERNARD BRABET (*)

PRIVILEGE d'une époque d'expansion, la recherche socio-économique, sur les nouveaux moyens de communication est-elle un luxe insupportable en ces temps de crise ? Une réflexion aux apparences de la rigueur s'en convaincraient aisément, arguant des impératifs de production et d'exportation qu'exige le maintien du niveau de vie dans les pays européens. Mais on n'aurait ainsi tout espoir de réaliser ce qu'on prétend attendre : en matière de nouveaux moyens de communication, la prise en compte des dimensions socio-économiques est, précisément, la clé du succès.

Les deux grands programmes en voie de réalisation — la télématique avec l'équipement en terminaux Minitel des foyers et des entreprises, la vidéocommunication avec la mise en place du réseau en fibres optiques — permettront, pense-t-on, une conquête du marché intérieur qui servira de tremplin à celle des marchés étrangers. Le raisonnement est logique, mais à s'en tenir là, il néglige une spécificité essentielle des nouveaux moyens de communication : la fascination technologique ne dure pas, et l'utilisateur ne s'insère-

ra longtemps au seul Minitel ou au réseau câblé, aussi spectaculaire soit-il. En dernière instance, c'est, bien sûr, la communication, les possibilités d'échange de ces outils qui décideront du succès de l'entreprise : les services, et non pas les produits. Or ceux-ci restent pour la plus large part à inventer, et nul précédent, nul modèle étranger ne peut cette fois nous guider.

(1) L'enjeu est de taille, à la fois économique et culturel, puisqu'il faut réussir la commercialisation de programmes financés par l'investissement public en fournissant des prestations conformes aux aspirations des utilisateurs, en évitant les risques d'isolement et de standardisation qui pourraient provoquer ces prestations (Dallès et Dynasty se disputant demain les petits écrans surveillés par des télétravailleurs robotisés).

Le problème posé n'est pas abstrait : il ne s'agit pas de penser des contenus pour des réseaux vidéo, mais de concevoir, d'organiser et de réguler la créativité que suscite,

à différents niveaux de la société, le développement des nouvelles technologies de traitement de l'information.

L'Idate a reçu de ses fondateurs la mission de participer à l'effort pour déterminer ce que peuvent être les formes et les effets des nouveaux services de communication, afin de mieux maîtriser et orienter leur développement. Association sans but lucratif fondée en 1977, l'Institut pour le développement et l'aménagement des télécommunications et de l'économie regroupe une quarantaine de chercheurs : économistes, psychologues, sociologues, spécialistes des techniques de communication sont organisés en équipes pluridisciplinaires pour collaborer avec les ministères et les organismes publics, les collectivités locales, les entreprises ou le secteur associatif. Depuis six ans, ils ont tenté de construire sur le plan conceptuel et méthodologique à la fois des instruments pour mieux voir et des outils pour mieux faire.

(*) Directeur de l'Idate.

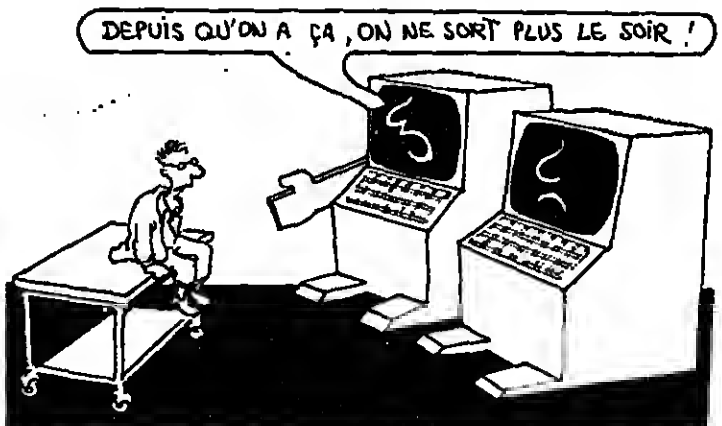
Et les petits groupes ?

Mais, à la marge de cette dominante, un scénario de type « alternatif » peut être proposé : la reconquête de l'économie à la base conduit à une recherche d'autarcie, s'appuyant sur des réseaux de solidarité (comme en Allemagne) ; dès

ils ont accumulé les informations et, directement sur la terrain, utilisé leurs progrès et leur expérience pour contribuer à l'émergence et à la réalisation de nouvelles formes de communication. C'est dans le même esprit qu'est publié périodiquement le bulletin de l'Idate et que sont organisées les Journées internationales. Elles réunissent chaque année les chercheurs en sciences sociales, les administrateurs, les techniciens, les industriels et tous les acteurs de la communication.

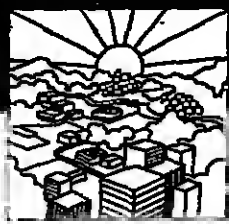
Enjeu de tous les pouvoirs, la communication est un phénomène complexe où se masquent et se dévoilent toutes les stratégies. C'est dire qu'il n'y a pas d'approche socio-économique soustraite parfois des impératifs et des résistances. Mais les réductions hâtives qu'on peut lui substituer ne font qu'un instant illusion. Le Dr Plan souligne la nécessité de la recherche en sciences sociales dans le domaine des communications : c'est un bon début.

(1) Comme ce fut le cas pour le programme de rattrapage du retard du téléphone.



Dessin de PLANTU

La maîtrise des vidéocommunications.



SAT, premier constructeur français de réseaux câblés de vidéocommunications.

Maître d'œuvre de la ville câblée de Biarritz
Plus de 100.000 prises installées
(Rennes, Grenoble-Echirolles, Le Vaudreuil, L'Isle d'Abeau, Créteil, Algrange, Nivange, Knutange-Fonloy, Rosslange-Clouange, Munster, Reine, Sophia-Antipolis, etc.).



Société Anonyme de Télécommunications
41 rue Cartagel - 75024 Paris Cedex 13 - Tél. : 582.31.11 - Télex : 250 054 Telec Paris.

Communiquer aujourd'hui

IMAGES POUR LE CÂBLE INA/CNET

Un inventaire et une analyse des fonctions potentielles ou déjà effectives du câble. Des réponses et des suggestions destinées à éclairer les acteurs d'une communication décentralisée. 308 pages, 95 F.

L'AUDIOVISUEL INTERACTIF

"Problèmes Audiovisuels" n° 15, INA, sept.-oct. 1983, 65 pages, 21.60 F. Abonnement France : 98 F. Etranger : 108 F.

COMMUNIQUER PAR TÉLÉTEL

Les acquis des expériences de Télétel 3V et de l'annuaire électronique en Ille-et-Vilaine. 244 pages, 95 F.

Vente en librairie

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

Vente par correspondance :

124, rue Henri-Barbusse 93308 AUBERVILLIERS CEDEX



Les chaînes nationales exposées à la concurrence

par HÉLÈNE MONNET*

SALUER l'excellence technique des grandes réalisations françaises et s'appuyer sur leurs échecs commerciaux retentissants sont deux lieux communs du répertoire industriel national (SE-CAM, Concord, plan-calc...). Ce schéma décevant est aisément transposable au plan télévisuel. L'importation à bon marché de produits calibrés et standards — séries américaines et dessins animés japonais — stigmatise une même faillite des savoir-faire dès qu'il s'agit d'opérer des percées grand public.

L'évolution des technologies de communication accroît la nécessité d'un redéploiement stratégique des chaînes nationales. Celles-ci sont exposées à une concurrence exacerbée et, en l'état de leur production courante, leur vulnérabilité est à visage découvert.

Les « majors » de la programmation ne sont pas en position de force au moment où de nouveaux vecteurs de communication — quatrième chaîne, satellite, réseaux câblés — vont générer une concurrence qui fera succéder à une situation d'oligopole, de surcroît largement protégée par la puissance publique, une situation de concurrence beaucoup plus exposée, même si l'Etat mène à coup de réglementations des combats à retardement.

Les programmeurs sont ainsi placés devant la nécessité de maîtriser le passage d'une communication de masse à la mise en œuvre de stratégies de communication sur un marché que le nombre croissant des intervenants segmentera toujours davantage.

Le test de la quatrième chaîne

Les programmes sont en principe destinés à tous et, par voie de conséquence, à personne : leur démultiplication provoque à la fois discordance et monotonie. Il convient désormais d'organiser une « ciblé-matique » des programmes permettant d'embrancher sur une différenciation qui soit spontanément en phase avec des groupes sociaux : la néces-

sité s'imposera de repérer des publics auxquels il ne sera pas seulement possible de proposer des programmes spécifiques, mais, surtout, dont la fidélité pourra être acquise par une communication qui réponde à leurs sensibilités.

Pour les « majors », l'objectif ne sera pas d'obtenir la clientèle de groupes très définis rassemblés par des intérêts précis, amateurs d'U.L.M. ou joueurs de squash... Laisant ces cibles étroites aux bons soins des réseaux câblés, les chaînes devront viser des groupes beaucoup plus larges, unis par des sensibilités et non par des intérêts spécifiques. Un schéma d'organisation des programmes rassemblés autour de sensibilités et d'affinités est inéluctable. Il constitue le support privilégié de l'adaptation nécessaire à une réalité sociale dynamique.

A long terme, l'enjeu de cette adaptation des émetteurs est social.

Si des chaînes aux images mal définies émettent des programmes banalisés, la conséquence ne sera pas seulement l'atomisation de leurs audiences et leur échec commercial. La communication audiovisuelle restera informelle, parlant à tous et ne s'adressant à personne. Si, au contraire, les chaînes présentes et futures trouvent des tons aussi distincts et aussi adaptés à différentes cibles que ceux des grands journaux, les ensembles sociaux, dont les sensibilités respectives seront ainsi reconnues, prises en compte, tradites à l'écran, prendront une conscience accrue de leur propre existence et valoriseront leurs diverses sensibilités en même temps qu'ils auront une vue plus claire des sensibilités différentes avec lesquelles ils seront en contact. La segmentation des audiences débouche sur une communication à la fois plus significative et

plus transparente pour ses destinataires.

La quatrième chaîne sera le premier test d'adaptation d'un grand programmeur. Son succès dépendra de sa capacité à mettre en place une communication grand public tout en relevant deux défis. Pendant la période de « montée en charge », il faudra nécessairement accouper de manière privilégiée les programmes à la sensibilité de son « cœur de cible ». La pérennité du succès nécessitera, dans un second temps, le passage à une cible élargie, passage qui devra conserver la fidélité acquise du « cœur cible » (leader d'opinion), et, d'autre part, consolider une cohérence d'image à travers un « look », une personnalité, un « positionnement ».

Le succès de la quatrième chaîne sera étroitement subordonné à la conciliation des contraintes qu'elle aura à opérer : communication grand public et communication ciblée.

* Centre d'études d'opinion de la radiotélévision.

Maisons audiovisuelles...

(Suite de la page 11.)

M. Brabet qualifie d'« historique » un décret du 12 mai 1981 qui étend à tout le territoire national la télédiffusion et la télécommunication (2). Qui le sait ? Pourtant, les expériences diverses menées par l'administration des télécommunications ont bien marché, il y a une « demande ». Pourquoi ne pas généraliser l'offre ? D'autant que les futurs réseaux câblés ne permettront pas avant longtemps (la technologie de la commutation n'est pas au point) une interconnexion en images des individus et des groupes entre eux...

Second constat : le plan de câblage de la France laissera des zones entières (rurales) en dehors du coup, perpétrant les déséquilibres culturels villes-campagnes. Là encore, il faut combler le trou...

Les « centres de communication » seraient des bâtiments comprenant plusieurs salles, ils permettraient notamment la mise en relation au-

divisuelle de petits groupes et d'individus, la production de documents, leur conservation et leur diffusion, la formation aux nouvelles techniques. Salles de spectacles audiovisuels, studio de production T.V., vidéothèque, atelier audiovisuel et informatique, cabine vidéo-phonique permettant le dialogue avec une personne (visiophone) ou un groupe (télévision), l'ensemble pourrait favoriser une création audiovisuelle locale, privée, associative ou professionnelle.

La préfiguration de tels centres existe déjà. C'est, d'une part, la vidéo-transmission, expérimentée dans le Massif Central (le Monde du 12 avril et du 25 mai), d'autre part les centres de ressources qui commencent à se multiplier (le projet X 2000 de l'Agence de développement de l'informatique va donner le coup de pouce) et la mise en service d'équipements électroniques dans les maisons de jeunes ou dans les centres culturels. L'idée de M. Ber-

nard Brabet pousse la logique de cette vie collective un peu plus loin, en rejoignant à la fois la « société d'usage » pour le câble et l'atomisation des familles, leur repli total sur un foyer où toutes les relations sociales passeraient par la machine...

Cela suppose que les vidéoprojecteurs grand écran, encore très coûteux (95 000 F pour un écran de 7,50 m de base, 30 000 F pour 2 m), soient fabriqués en plus grande série, que l'on envisage un plan de développement du câble plus souple que le modèle hyperurbain (pas de rentabilité à moins de 20 000 prises) ; aujourd'hui à l'honneur... M. Brabet estime entre 2 % et 5 % supplémentaires dans le programme de câblage le coût de la mise en œuvre de tels centres.

YVES AGNÈS.

(2) Sur l'expérience de Montpellier, lire notamment le Monde daté 21-22 décembre 1980 et du 23 juin 1982.

Agence de l'Informatique

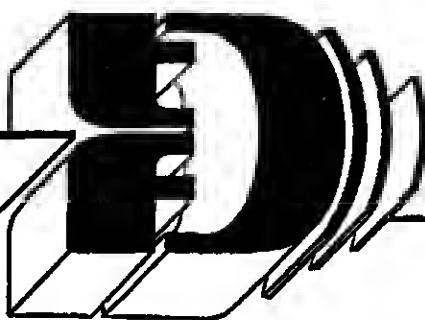
Un partenaire pour réussir

Se former
S'organiser
Se moderniser

Moderniser le tissu économique, industriel et social, grâce à l'utilisation des technologies les plus avancées de l'informatique et de la télématique, dans les systèmes de :

- gestion
- communication
- production

AGENCE DE L'INFORMATIQUE - Tour Fiat - Cedex 16
92084 PARIS LA DÉFENSE - Tél. : 796.43.21



TéléDiffusion de France

Etablissement public à caractère commercial et industriel

- ASSURE LA DIFFUSION par tous procédés de télécommunication des programmes des sociétés et concessionnaires du service public ainsi que des services privés autorisés qui le lui demandent. Il installe, exploite et entretient les réseaux de radiodiffusion et de télévision sur lesquels émettent les sociétés et concessionnaires du service public, réseaux dont il est propriétaire. Il collabore avec l'Etat, les collectivités locales et les autres prestataires au développement des réseaux câblés.
- CONCOIT et DEVELOPPE des NOUVEAUX SERVICES de communication audiovisuelle et vidéographique et procède aux recherches sur les matériels et les technologies dont il fixe les normes.
- PARTICIPE à la POLITIQUE INDUSTRIELLE DE L'ETAT dans les domaines professionnel et grand public de sa compétence, notamment vis-à-vis des constructeurs, des monteurs et des installateurs et des services de recherche.
- ASSURE la DEFENSE des CONSOMMATEURS par la protection radiotechnique des usagers et la concertation sur les coûts des équipements terminaux.
- CONDUIT, lui-même ou à travers ses filiales, une politique active d'EXPORTATION d'ingénierie, de technologie, ou d'opérations clés en main.

TéléDiffusion de France

Siege social : 10, rue d'Ordre sur Garne, 75015 Paris
Présidence - Direction générale - Directions - Services centraux : 21-27, rue Barbès 92120 Montrouge

R.I.M. le Réseau Interieur Multiservice de CITALCATEL



- Téléphonie Publique
- Transmission d'Images
- Services Télématiques

Les systèmes CIT ALCATEL sur câbles cuivre et fibres optiques permettent la distribution, jusque chez l'utilisateur, d'images animées, du son HI-FI et des données.

CIT ALCATEL : 33, rue Emeriau, 75015 Paris - France. Tél. : (1) 571.10.10. Télex : 250.927.

Jeudi 15.10

à la concurrence

Ves JOURNÉES DE L'IDATE

Des banques d'images à vocation locale

par JEAN DEVEZE (*)

L'énorme coup de sang du président de la République à propos de l'enseignement de l'histoire a porté sur la place publique un phénomène depuis longtemps connu et dénoncé, ce qu'il nomme la « perte de mémoire collective des nouvelles générations ». Si aujourd'hui de nombreux citoyens français ont quelque peine à se situer dans le temps et à appréhender le passé, c'est, et on pu lire, faute de posséder les repères appropriés que sont les dates et les héros. Il faut, d'ailleurs, constater que tout aussi nombreux sont les Français qui renouent d'immenses difficultés à se situer dans l'espace et à connaître leur contrée. L'homme sans repères est un homme sans racines.

Mais quelle perspective culturelle offrir à l'homme contemporain désemparé ou déboussolé ? Quelle identité culturelle pour le banlieusard désemparé ? Peu à peu, géographes, spécialistes de l'aménagement du territoire, sociologues, ont songé à reprendre ce que de simples citoyens, militant dans les associations, énonçaient déjà il y a vingt ans, dans un scepticisme général : il convient de préserver le « paysage culturel » là où il subsiste, de le recréer là où il n'est plus. La notion de paysage culturel n'est pas neuve : nos voisins allemands parlent de *Kulturlandschaft* pour désigner l'ensemble des caractères physiques et humains qui donnent à une partie du territoire une physionomie globale relativement homogène. Cette définition intègre au paysage les multiples empreintes que l'homme y a mises : voies et monuments, maisons ou usines, ouvrages d'art ou pylônes.

Des « images de pays »

Redonner au citoyen le sens du paysage culturel, l'aider à se retrouver quelque part lui-même et non, selon l'habitude, en proie à la violence des médias locaux, de problèmes nationaux, de conflits mondiaux, suppose qu'il puisse se nommer, se désigner, se reconnaître, se distinguer des autres, bref qu'il ait de lui-même, des siens, de ses proches, une image stable et valorisante.

Sur le plan politique, la loi de décentralisation et sa progressive mise

en œuvre peuvent être un facteur puissant favorisant cette prise de conscience ; mais ce cadre administratif n'est-il pas trop vaste pour le regard du citoyen ? En un temps où le langage des images est omniprésent, où sa puissance est partout proclamée, comment ne pas songer à y recourir, à mobiliser les images de toutes sortes (imprimées, photographiques, cinématographiques, télévisuelles...) pour cette tâche urgente : permettre à chacun de vivre aujourd'hui en harmonie avec lui-même, en retrouvant son identité culturelle profonde ?

C'est là le sens qu'il convient de donner au projet de constitution de banques d'images à caractère local, réservoir mis à la disposition de tous des images de pays. L'ensemble des images relatives à une contrée, à un terroir, à son histoire, à sa vie quotidienne, à ses transformations, à sa modernisation, à son avenir, est un patrimoine d'immense valeur culturelle à peu près inaccessible aux citoyens. De nombreuses et louables initiatives individuelles ou émanant de collectivités locales ont précédé l'émergence de ce projet : l'engouement marqué du public pour les collections de cartes postales anciennes est un signe, entre autres, de ce mouvement de mise en valeur des images locales.

Mais, de fait, les images représentatives de la vie d'une région, d'un « pays », sont généralement dispersées entre un grand nombre de lieux et d'institutions : musées, bibliothèques, dépôts d'archives, journaux locaux, centres de documentation, cinémathèques, photographiques... Elles ne sont guère accessibles et sont souvent éparpillées, voire isolées. Paradoxe supplémentaire : les plus importantes ressources en images à caractère local se trouvent détenues par des institutions nationales ayant leur siège à Paris : Cabinet des estampes et de la photographie de la Bibliothèque nationale, Cinémathèque française, archives de la télévision et de la presse, Musée des arts et traditions populaires et bien d'autres.

(*) Maître-assistant à l'université de Paris-VII.

tres... De sorte que les ressources locales en images présentant un intérêt local sont très limitées et insuffisantes.

La banque d'images à caractère local doit satisfaire deux objectifs distincts :

- recueillir, indexer, cataloguer, conserver et archiver tous les documents, images fixes ou animées, sonores ou non, qui possèdent le caractère distinctif « local » ;
- offrir à la consultation, permettre le visionnement, autoriser l'utilisation, développer la diffusion de ces documents, au bénéfice de tous les publics intéressés et surtout de ceux qui, spontanément, ne fréquentant ni les musées, ni les bibliothèques, ni les palais de la culture.

Les technologies mises en œuvre intéressent l'électronique, les télécommunications et l'informatique : les outils essentiels de ce projet sont le magnétoscope à recherche d'images, la vidéodisque et les réseaux de transmission, spécialisés ou non. Mais l'emploi, justifié en certains cas, de la télévision pour transférer un document à destination ne rend pas caduc l'usage de technologies plus classiques telles que le tirage photographique ou la reprographie de documents.

La chance de la décentralisation

Les technologies ne sont rien sans les hommes appelés à les maîtriser. Et, si l'est aisé de concevoir la banque elle-même, s'il est relativement facile de repérer les trésors qu'elle devrait acquérir et mettre à la disposition de tous, d'imaginer la constitution d'un réseau national de banques d'images locales utilisant les câblages optiques décidés par le gouvernement, les problèmes humains demeurent : mobilisation des compétences, association dans un projet commun de spécialistes de formations diverses et porteurs de projets hétérogènes.

C'est ici que la loi de décentralisation offre une chance exceptionnelle : en transférant aux régions, aux départements et aux communes les compétences en matière de bibliothèques, de musées et d'archives, elle permet de mobiliser au service de la vie culturelle régionale et locale un extraordinaire ensemble de compétences riches et variées. Les personnels scientifiques — archivistes, conservateurs de musée ou de bibliothèque — sont appelés à œuvrer ensemble, par exemple à la banque d'images locales, sous une seule autorité, mieux enracinée dans la vie locale, le maire ou le président du conseil général. Certes, cela bouleversera bien des habitudes mais ouvre à l'innovation d'amples perspectives. Parmi celles-ci, la création de banques d'images à caractère local, réservoirs offerts aux publics de tous âges et de tous genres, devrait être l'un des moyens privilégiés de l'action culturelle décentralisée.

interaudiovisuel ÉDITE

DES RAPPORTS 1983 :

- Les aspects juridiques des échanges de programmes de télévision au sein de la CEE
- Atlas des TV d'Amérique Latine
- Petit lexique juridique de l'audiovisuel

UNE REVUE :

MARCHÉ AUDIOVISUEL

Mensuel d'informations sur l'audiovisuel dans le monde

OFFRE AUSSI

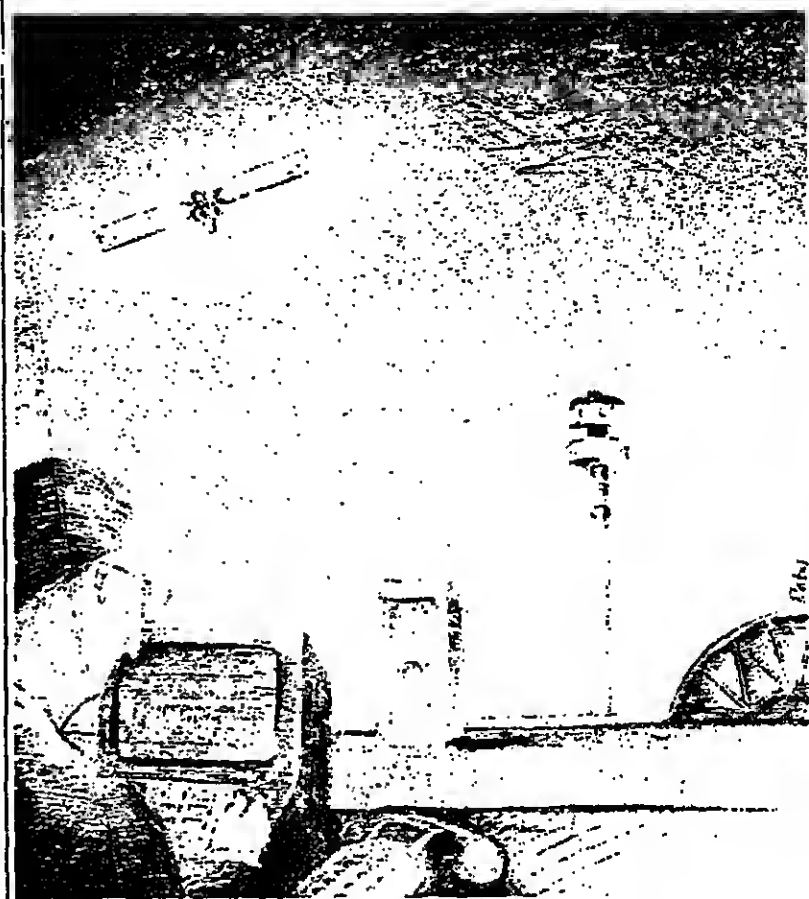
DES CATALOGUES :

- Films ethnographiques : production française
- Films sur les arts : production française

- un Centre d'information et de documentation ouvert au public.
- une banque de données RAMA (Recherches Automatisées sur les Médias Audiovisuels)

34 avenue Marceau 75008 Paris ☎ 720-36-04/720-20-42 - Télex 610707 IAV

La Revue Française des Télécommunications pour lire l'avenir.



Et revivre aussi les grands moments du passé. L'époque héroïque. Celle qu'on regarde aujourd'hui presque avec tendresse. La Revue Française des Télécommunications s'attache dans chaque numéro à faire le point sur les multiples activités actuelles des télécommunications, sur les grandes attentes pour le futur, et aussi sur l'épopée d'hier qui appartient déjà à notre culture. N'allez pas vous imaginer que la Revue Française des Télécommunications est un magazine réservé aux spécialistes, truffé de courbes et de formules ésotériques. Généreusement illustrée de pages couleur, cette revue est destinée à tous ceux qui se passionnent pour les méthodes de communication entre les hommes. C'est en cela qu'elle intéresse même ceux dont le secteur d'activité est éloigné des télécommunications. A la magie du présent que vous mesurez chaque jour de votre bureau, vous pouvez ajouter tous les trois mois les certitudes de l'avenir. Aujourd'hui la communication n'est plus un roman d'anticipation.

Ministère des PTT

REVUE FRANÇAISE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

PARUTION TRIMESTRIELLE - ABONNEMENT 1 AN : 80 F
TOUR MAINE-MONTPARNASSE, BOITE 36, 75755 PARIS CEDEX 15 - TEL. (1) 538.23.30

LA FORMATION PROFESSIONNELLE AUX TÉLÉCOMMUNICATIONS

UNE DÉCENTRALISATION RÉUSSIE

Créée fin 1977 pour répondre aux besoins de formation des personnels des télécommunications liés à l'explosion du téléphone et à l'introduction des technologies avancées, la Direction de la Formation Professionnelle des Télécommunications (D.F.P.T.) a été implantée à Montpellier dans le cadre de l'aménagement du territoire.

Six ans après, le bilan de cette décentralisation se révèle nettement positif.

Faisant largement appel aux P.M.E. locales pour compléter sa production propre, la D.F.P.T. participe activement à l'économie régionale (400.000 livrets édités par an).

DES MOYENS MODERNES D'ENSEIGNEMENT

Pour dispenser une formation aux meilleures conditions de coût et d'efficacité, la D.F.P.T. utilise largement l'ordinateur dans ses formations :

- Commé simulateur d'autocommutateur électronique. Le prix de revient est dix fois moindre que celui d'une machine.
- Les SAFI (Systèmes audiovisuels de formation individualisée), alliant E.A.O. et audiovisuel, permettent de former le personnel sur les lieux de travail.
- Enfin des modules de formations sont maintenant diffusés sur vidéo.

Les équipements lourds assurent la production des documents audiovisuels d'accompagnement : le studio vidéo couleur a produit, en 1983, 870 minutes d'originaux.

Autres équipements permettent de réaliser films, diapositives, affiches, dessins, transparents.

UNE AUDIENCE INTERNATIONALE

On connaît l'enjeu que représente le développement des exportations pour l'économie française.

Le succès des exportations des systèmes français ne peut être assuré que si la vente des matériels s'accompagne de la formation des hommes.

Aussi la D.F.P.T. est-elle présente dans tous les grands contrats en cours, notamment l'accord franco-indien.

La mission de la D.F.P.T. dans ce domaine est la suivante :

- formation en France d'ingénieurs et techniciens étrangers ;
- adaptation des matériels pédagogiques ;
- développement de matériels spécifiques, tels que simulateurs de formation à la commutation électronique ;
- collaboration permanente avec les organismes internationaux et, en premier lieu, l'U.I.T.

Notons à ce propos que M. Butler, secrétaire général de l'U.I.T., invité aux Journées de l'IDATE, rencontrera M. Barbois, directeur de la Formation Professionnelle des Télécommunications. Le rôle de la formation en matière de coopération internationale sera au centre de l'entretien.



GOUPIL

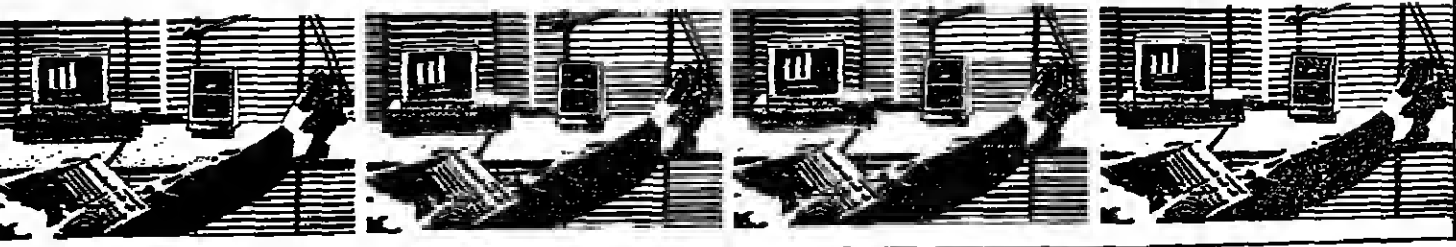
LE TRIOMPHE D'UN CERTAIN REALISME.

L'innovation n'est pas une fin en soi, elle est le moyen de répondre aux attentes d'un marché et de gagner. GOUPIL3, micro-ordinateur révolutionnaire, est, à ce titre, le plus réaliste des micro-ordinateurs. Parce qu'il intègre l'ensemble des standards mandataires exigés aujourd'hui par chacun en matière de logiciels. Parce que, produit standard du marché international, il n'en est pas moins spécifique par sa modularité et son ouverture extraordinaires (3 micro-processeurs, et par ses capacités en télécommunications (affichage vidéotex, microserveurs, télétext...). Parce que, tout simplement, la réalité du marché le reconnaît chaque jour : GOUPIL 3 a aujourd'hui construit sa notoriété, son réseau de ventes, et un environnement irréprochable de services. GOUPIL 3, c'est le réalisme en micro-informatique.



S.M.T. GOUPIL

SOCIÉTÉ DE MICRO-INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS - 72, RUE SAINT AMAND - 75015 PARIS - TEL. 533.61.39 - TÉLEX 270224 F



La gestion des réseaux : un enjeu de pouvoir

La mise en place des nouveaux réseaux, en France, ne se fera pas sans un véritable bouleversement en matière de communication. Pour la première fois, l'audiovisuel va échapper à la seule emprise de l'Etat. Pour la première fois, toute une industrie et une foule d'intervenants, jusqu'ici absents, vont se retrouver sur le terrain d'un vrai marché, libéré des entraves d'un monopole presque cinquantenaire. Enjeu culturel et social, les réseaux seront aussi — et peut-être surtout — un enjeu de pouvoir. Pouvoirs politiques, pouvoirs d'argent.

Pour l'heure, rien n'est joué. D'un côté, la loi sur la communication audiovisuelle de juillet 1982 ne fixe qu'un cadre vague, trop imprécis pour que la répartition des rôles entre l'Etat, la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, les municipalités et les départements ne fasse pas l'objet d'interprétations divergentes. De l'autre, le schéma prévu par le ministre délégué aux P.T.T. — responsable du plan câble arrêté en conseil des ministres en novembre 1982 — n'a pas de fondement légal. Il n'est donc pas surprenant que se joue en ce moment une partie subtile où chacun des différents partenaires essaie de prendre l'autre de vitesse et de créer une situation de fait évangélique.

● **Pain de départ des problèmes :** la construction des réseaux. Les collectivités locales doivent être candidates au câblage. Soit. Mais il y a déjà plus de demandes que ne peut en satisfaire le plan câble. Première question : quel calendrier géographique ? Le ministère n'a pas encore répondu.

● **Qui paye ?** Le câblage est cher. Les P.T.T. ont besoin d'une participation de 30 % des collectivités locales (sous forme d'avances remboursables). Mais à quel moment doivent-elles payer et sur la

base de quelle enveloppe globale ? Les villes voudront-elles payer pour chaque abonné raccordé ou chaque abonné raccordable ? Déjà, des conflits sont apparus comme à Paris (le Monde du 28 septembre).

● **Qui conçoit techniquement les réseaux ?** Il existe différentes options, à différents prix. Celles qui seraient le plus rapidement opérationnelles pour la télédiffusion sont les moins chères. Mais aussi les moins intéressantes dans la perspective des services interactifs que la direction générale des télécommunications (D.G.T.) du ministère des P.T.T. veut développer à terme. Qui tranchera ?

Sur ce point, la D.G.T. ne compte pas céder. Le code des P.T.T. lui donne un pouvoir absolu sur la maîtrise d'ouvrage des réseaux publics (articles L. 33 et L. 34). Et elle n'a pas l'intention de laisser s'installer des réseaux non compatibles avec ses objectifs futurs, qui sont ambitieux. Déjà, la D.G.T. ne cache pas que les plans de certaines collectivités locales ne lui conviennent guère, par exemple celui de Vaux-le-Pénil en Seine-et-Marne (le Monde du 1^{er} octobre). Au ministère, on s'attend à des négociations « dures ».

● **Qui sera le propriétaire des réseaux ?** La question est pour l'instant complètement escamotée. Pour les P.T.T., c'est l'administration, bien sûr, se réservant le droit d'exploiter les réseaux pour y faire passer éventuellement autre chose que des émissions de télévision (des données télématiques par exemple) et à assurer la rentabilisation comme elle l'entend. Des collectivités locales comme Nice ou la communauté urbaine de Lille (C.U.D.L.) estiment que, dans la mesure où elles participent au financement d'une affaire qui les concerne au

premier chef, elles devraient aussi pouvoir profiter des possibilités économiques du câble.

● **Qui aura la maîtrise de la programmation ?** Qui décidera des émissions qui seront diffusées, (à quelle heure ?) dans les quinze, vingt ou trente canaux prévus selon les cas ? La loi dit que la Haute Autorité est compétente pour autoriser les programmes locaux diffusés par câble. Mais qu'est-ce qu'un programme local ? Ce qui est conçu et réalisé localement ? Ou diffusé localement ? Comment seront traitées les demandes de la Seine-Saint-Denis — qui conçoit un projet départemental — par rapport à celle d'une petite municipalité ? Une émission dont les droits auront été achetés par plusieurs réseaux régionaux sera-t-elle locale ?

A la recherche du modèle

● **Et, surtout, qui devra solliciter les autorisations ?** Tous ceux — organismes publics, prestataires privés, associations, entreprises — qui voudront proposer librement leurs programmes au public ? Et qui les partagera en cas de surmarché ? La loi est muette sur ces points. Et c'est à la fois tant mieux et tant pis. Tant mieux, parce qu'un cadre juridique trop précis a priori se serait révélé à tous coups insupportable ; tant pis, car le législateur a, encore une fois, manqué l'occasion d'affirmer le droit du public à déterminer lui-même ce dont il entend se « nourrir » et celui des « entrepreneurs en images » à s'offrir librement au public comme les éditeurs de l'écran.

Quoi qu'il en soit, il faudra bien un organisme chargé au minimum de gérer les installations d'émission. Les P.T.T. ont prévu que ce rôle

reviendrait à une « société locale d'exploitation commerciale » (SLEC). Une telle structure les arrangerait bien, car cela équivaut à instituer un interlocuteur unique, libre de son action commerciale et duquel on peut exiger en échange une redevance forfaitaire globale. A vrai dire, ce schéma fait aussi l'affaire des municipalités, dont la plupart envisagent une prise de contrôle majoritaire dans les SLEC. Il convient aussi au secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication, qui y entrevoit la possibilité de diversifier l'audiovisuel sans livrer brutalement ce secteur au marché.

L'inconvénient, c'est que la loi ne prévoit nulle part l'instauration d'un organisme du genre SLEC, a fortiori nanti d'un pouvoir de sélection. Depuis plus d'un an, les services officiels s'acharnent à la rédaction des décrets d'application de la loi du 29 juillet 1982. Des décrets qui permettraient de concrétiser un nouveau « modèle audiovisuel » appelé à remplacer celui, usé, de l'O.R.T.F., archi-centralisé et verrouillé par le pouvoir politique parisien ; modèle dont la télévision d'aujourd'hui est encore imprégnée.

La mission télédiffusion, que dirige M. Bernard Schreiner et dont le rôle est d'aider les collectivités locales à maîtriser le câblage, compte entre plusieurs montages juridiques financiers à l'épreuve. Là encore, mêmes hésitations des pouvoirs publics : le décret devant préciser et légitimer les interventions de la mission Schreiner n'est toujours pas pris. Mais que pourra celle-ci face à des municipalités très déterminées comme Paris ou Lille ?

● **La communication audiovisuelle est libre**, affirme la première phrase du premier article de la nouvelle loi. La liberté est encore loin d'être acquise.

ERIC ROHDE.

L'espoir d'une communication qui secoue

par MICHEL EIMER (*)

Le programme prioritaire du Plan en faveur des industries de communication et du développement d'initiatives de production répondent aux besoins effectifs des publics sur l'ensemble du territoire : on présume ainsi qu'un tissu productif dense d'objets de communication, réparti sur le territoire national et à l'écoute des réalités sociales, culturelles, économiques desquelles il est proche, viendra contrebalancer, voire dynamiser les « grosses machines » nationales.

Cette attention répond à une double préoccupation : voir s'opérer avec succès le mariage de deux enjeux de la communication : la communication et la décentralisation ; mobiliser un ensemble d'acteurs de la communication, privés de fait de l'accès aux réseaux dans les années 70 par la pénurie qui existait alors ; petites sociétés privées de production audiovisuelle, milieu associatif, structures institutionnelles, déjà décentralisées, du service public.

Une télématique miroir de l'institution

L'implantation de la télématique permet déjà de se faire une petite idée de la capacité de réaction du système français à l'appel d'air de la communication. Douloureux mariage que celui de la fascination technique et du projet institutionnel ! Le caractère tout nouveau de la télématique a fait naître un indéniable désir vis-à-vis de cette technologie chez les intervenants des institutions françaises.

Hélas ! La tendance n'a que peu souvent été à la révision, fut-elle déclinante, des politiques de communication menées par ces institutions. Au contraire, on a pu lire, sur les premiers services proposés, les programmes hiérarchiques des sociétés émettrices, et l'usage banal à la recherche d'un « service » avait à se payer le beau discours de l'institution avant d'arriver, peut-être, à ce qu'il recherchait...

De plus, le concept (?) de la page-écran a engendré le souci de transférer le principe des banques de données informatiques sur la télématique. A ce jeu, bien des services sont apparus comme le môme défilant d'un livre électronique peu maniable : la société de Mac Lohan semblait n'avoir pas d'autres moyens de chasser Gutenberg qu'en lui copiant par-dessus l'épaule. Oubliés en route : la priorité de l'utilisateur, le caractère interactif de l'outil. Ces deux « défauts » en ont créé un troisième : parce que l'utilisateur n'est pas prêt à payer et parce que l'institution émettrice n'a pas su redéployer de manière pertinente le financement de sa politique de communication, on se retourne vers l'Etat. Le bénéfice de la rigueur est que ce type de comportement ne pourra pas durer longtemps.

L'ensemble de l'entreprise télématique n'est sans doute pas applicable à la production audiovisuelle. Repeignons tout de même les quelques sauts d'obstacles qu'il faudra accomplir. En ce sens, les créneaux récemment ouverts sur FR 3 apparaissent comme les camps d'entraînement professionnels avant l'attaque des réseaux de câbles. Et on peut constater ici aussi la difficulté financière et statutaire qu'il y a à faire du service public régional de la télévision le moteur de la communication. Puisqu'elles prennent conscience aujourd'hui que la communication demeure un enjeu politique, social et culturel, mais devient un enjeu économique, les régions seront sans doute soulagées de voir que leurs efforts en faveur du service public régional de télévision « fassent des petits ». Et de fait, malgré leurs ressources financières limitées, elles apparaissent comme le lieu de passage obligé de toute politique territoriale de la communication : le loi sur la décentralisation avait oublié ce champ de compétence, celle sur la communication audiovisuelle le suggère.

L'impératif du plaisir

Mais, outre que la loi dit bien que « la communication audiovisuelle est libre », une révolution culturelle attend les commanditaires du marché institutionnel de l'audiovisuel comme les entreprises de production qui traitent pour eux : une politique de communication audiovisuelle ne peut sans dégâts être assimilée à une politique de promotion. Il faut inventer des formes de communication transversales qui puissent, sur les territoires régionaux, « banaliser » le flux financier qui en appelle à la production audiovisuelle ; sans quoi celle-ci restera sectorielle, institutionnelle et plate.

A quels besoins sociaux, culturels, économiques, les réseaux techniques et l'effort de production sont-ils censés répondre ? Deux écoles de pensée s'interpellent sur ce sujet. Il y

a d'un côté les tenants de cette « prise » individuelle de liberté que la pratique du micro-ordinateur, du terminal de jeux vidéo, de la commande à la carte de films de fiction, autorisent. L'industrie du cinéma (française) et celle des jeux vidéo (pour l'essentiel étrangère) sont évidemment prêtes à répondre.

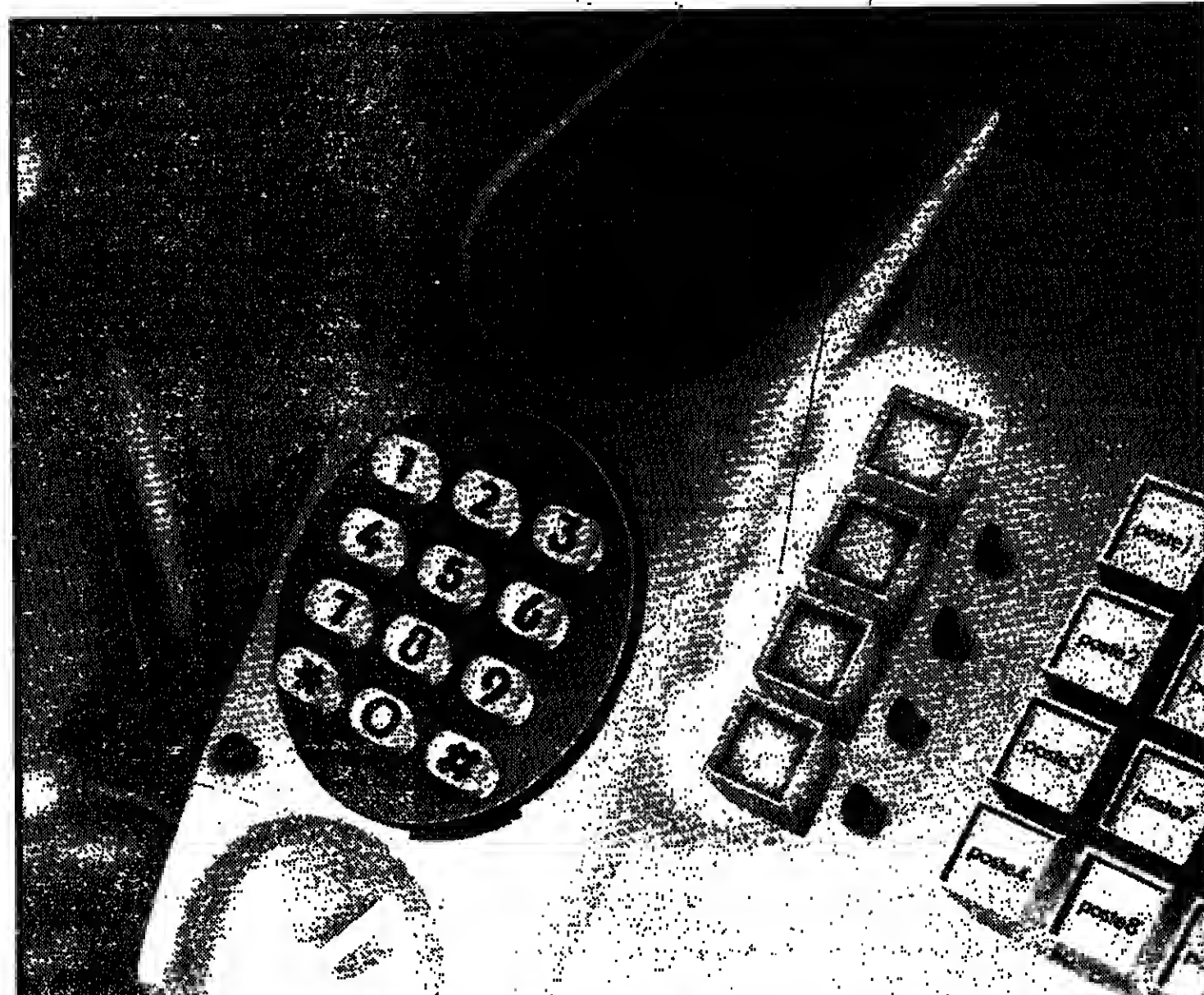
Elles répondent, en revanche beaucoup moins bien à cet ensemble de besoins plus banaux, plus quotidiens, presque poussiéreux qui, a priori, ne prêtent pas à rêver : ceux des hommes. Il y a celui d'une population de plus en plus désemparée par la complexité de notre société ; il y a celui d'une population anxiée de l'environnement dominant des sciences et des techniques ; il y a encore celui du citoyen perdu dans les méandres, incompréhensible de l'économie, soulagé par la crise et son fatras médiatique ; il y a, plus largement, la nécessité d'une réconciliation pédagogique dans un pays où les voies d'accès au savoir sont éparpillées par des générations désemparées ; il y a, bien sûr, ce besoin radical pour l'individu de se réinventer un tant soit peu dans une communauté humaine, les médias de masse jouant trop souvent le rôle de miroir à double face de l'isolement ; il y a enfin ce besoin brûlant de chacun d'investir sa propre créativité, à déployer son imagination sur des objets faisables, quand la fiction proposée par les industries culturelles remonte de plus en plus loin dans la mythologie internationale.

Qu'en sera-t-il, maintenant que peuvent ébranler les grandes polémiques de l'image ? Ces nouveaux réseaux, qu'on nous annonce interactifs, vont-ils être la bistouille technologique du vieux monde ? Ne rêvons pas : à ce jeu d'offense et de défense, les énergies humaines qui incarnent par leur travail cette possible transformation sont faibles, épuisées.

Faire de la communication — comme l'a suggéré Jean Baudrillard dans ses articles (le Monde des 21 et 22 septembre) — la clause centrale du procès du projet social actuel, c'est oublier que ce social insipide dont il est question est déjà là ; il est celui d'un monde où le débousolement individuel et son refuge dans la consommation illustrent l'impulsion complexe des grandes organisations dont le fonction est la gestion de ce corps social. On ne peut parler d'un « consensus par défaut » sur le thème de la communication quand les individus et les groupes qui s'y acharnent ressentent chaque jour les terribles blocages que leur imposent des mégastuctures déjà en place.

Ce combat de la communication sera rude. Espérons pour une fois de la nature des réseaux. Sortons du principe simplificateur et faux contenant : les réseaux aujourd'hui proposent — à l'exception des vieux thèmes : impaires, innombrables, géométriques/saltimbanques — une « dialectique » où la perversion, la marginalité, la puissance de dévotion et de désir, le plaisir, auront l'occasion d'interpeller de plein foie le bon sens social. Les réseaux sont porteurs de culture renouvelée, la gestion de crise fait curieusement que c'est la seule manière de les prendre : il ne faut pas mettre en place des « services », mais des courbes. La faiblesse, le consensus non existant ne tiendront pas la route, économiquement ils ne tiennent pas le choc. Donnons-nous l'espoir d'une communication qui secoue, qui fait rupture au cœur du vieux monde vautre sur le volcan du plaisir que l'on disait éteint. La puissance historique du désespoir est dans cet espoir.

(*) Institut national de la communication audiovisuelle et chargé d'études à la DATAR.



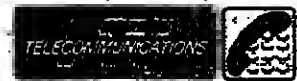
Si vos lignes sont trop souvent occupées vos clients risquent de faire appel ailleurs

Entreprise de construction mécanique - 4 lignes - 50 personnes - 31 appels par jour ne leur parviennent pas.

Et souvent sans qu'ils le sachent. C'est un exemple parmi tant d'autres. Un nombre de lignes insuffisant, un standard mal adapté, une mauvaise distribution intérieure des postes, et votre installation ne peut recevoir tout le trafic destiné à votre entreprise. Il y a des embouteillages : vos affaires comme votre image peuvent en souffrir.

Des solutions existent, simples et rapides à mettre en œuvre.

Appelez votre agence commerciale des Télécommunications en composant le 14. Un agent technico-commercial saura vous conseiller.



Pensez à ceux qui vous appellent

Adaptez votre installation téléphonique à votre activité

Société

AUTOMOBILISME

Renault : la stratégie F 1

Dernière épreuve du championnat du monde 1983 de formule 1, le Grand Prix d'Afrique du Sud a été disputé ce samedi 15 octobre à Johannesburg. Un milliard de téléspectateurs ont suivi la course. Quelles retombées commerciales pour l'écurie victorieuse ?

De notre envoyé spécial

Johannesburg. — L'industrie de l'automobile est devenue un marché planétaire que les grands constructeurs se doivent de conquérir sous peine de disparaître.

Dans ce contexte, la compétition sportive est devenue le lieu privilégié des affrontements. Au fil des années, les activités des uns et des autres se sont diversifiées. Les allemands Porsche, Mercedes ont porté leurs efforts sur les courses d'endurance et les grands raids, l'italien Lancia, l'allemand VAG ont préféré les rallyes. Le japonais Honda et l'allemand B.M.W. sont venus prudemment à la formule 1 en fabriquant des moteurs. Le premier équipe deux écuries britanniques : Spirit et Williams qui entraînent sur le circuit sud-africain de Kyalami les moteurs turbo compressés de la société japonaise. Le deuxième a passé, en 1982, un contrat avec l'écurie britannique Brabham. Les Américains, eux, sont plutôt réservés à propos de la formule 1. Seules trouvent grâce à leurs yeux les courses du style 500 miles d'Indianapolis. Ford a néanmoins construit un moteur atmosphérique qui a équipé avec succès la plupart des écuries pendant une quinzaine d'années.

Un champ d'expérimentation

La régie Renault, qui se situe au cinquième rang sur le plan mondial, est le seul constructeur industriel qui voit dans la formule 1 un formidable champ d'expérimentation et une plate-forme publicitaire sans équivalent.

Grand Prix : deux mots qui exercent une fascination sur le grand public. La course automobile ? On aime ou on n'aime pas, mais un milliard de personnes sont assistés à celui d'Afrique du Sud, télévisé dans le monde entier. Le succès n'est pas moindre pour les quinze autres épreuves du championnat du monde suivies à chaque fois, en moyenne, par 600 millions de téléspectateurs.

Comment Renault n'aurait-il pas alors été tenté d'emprunter cette voie. L'intelligence de l'entreprise française a été de comprendre le parti qu'elle pouvait en tirer. Si une victoire dans un Grand Prix n'a, semble-t-il, pas de répercussion sur la vente des véhicules, l'apparition régulière des monoplaces jaunes et noirs aux meilleures places sur les écrans de télévision favorise, dit-on chez Renault, l'amélioration de l'image de marque de la société française. Et les retombées commerciales en cas de victoire dans le championnat du monde seraient suffisamment grandes pour que, à la Régie, on y attache de l'importance.

Peu importe alors que le monde de la formule 1 se soit irrité en 1977 de l'arrivée du constructeur français. Les Britanniques, par tradition fabricants de voitures de course qui en contrôlent le jeu, en ont mesuré tout de suite les conséquences. Renault, avec les moyens financiers d'un grand constructeur et ses bureaux de recherche, va faire évoluer de manière spectaculaire les coûts de la compétition. Et les petits

constructeurs qui ne pourront suivre cette voie disparaîtront. C'est le langage que tenait alors Bernie Ecclestone, patron de l'écurie Brabham et de l'Association des constructeurs. Les Britanniques ont raison, les coûts ont en effet considérablement augmenté avec l'arrivée de Renault et de son moteur turbo-compressé. Une écurie qui jusque-là dépensait 3,5 millions de francs par saison pour s'équiper de moteurs atmosphériques consacre désormais chaque année 10 millions de francs pour courir avec ces moteurs suralimentés.

Dans ce contexte, le constructeur français dispose de moyens nettement supérieurs à ceux des autres équipes, y compris les mieux établies comme Brabham et Williams. La Régie, en tout cas, contrairement aux écuries britanniques, ne cache pas les chiffres. M. Bernard Hanon, son P.D.G., a dans une interview à l'Equipe 11) confirmé que son entreprise consacrait toujours un milliardième de son chiffre d'affaires à la compétition. Ce chiffre d'affaires s'est élevé en 1982 à 104 milliards de francs. Le budget de Renault Sport aurait été ainsi cette année de 100 millions

de francs. Chiffre qui correspondrait au coût d'une campagne de lancement d'un nouveau modèle sur le marché. Une manière habile, sans doute, de démontrer que la formule 1 ne constitue pas une dépense excessive pour l'entreprise française.

Pari gagné

Six années après son lancement, le turbo a en tout cas fait ses preuves. Les grandes écuries, Ferrari, Brabham, contrainct et forcé, Lotus, Alfa-Romeo, Williams, McLaren, ont dû suivre la voie ouverte par la Régie. Même les petits constructeurs, A.T.S., Toleman, ont suivi, car sans turbo on ne gagne désormais plus sur les circuits. Ligier rejoindra le même camp en 1984. L'année prochaine, vingt monoplaces au moins seront équipés de ce moteur. Renault, constructeur et fournisseur de moteurs, a d'ores et déjà gagné son pari. L'entreprise française ne se consolait pas pour autant si, d'aventure, elle échouait en 1983 dans la course au titre.

GILLES MARTINEAU.

(1) 5 octobre 1983.

ÇA BOUGE CHEZ LES MAGES

Voyance sans rire

Un « mage » veut moraliser le métier de voyant. Un code de déontologie pour la médiumnité, l'astrologie, le magnétisme...

A défaut d'avoir été officiellement titré par ses pairs, il a choisi de se qualifier lui-même, c'est écrit noir sur blanc au verso de sa photographie largement répandue — index piqué sur la tempe, fin collier de barbe, regard tourné vers l'invisible, — de « figure de proue de la nouvelle voyance », ni plus ni moins. Sur sa carte de visite, juste une mention, « le mage Dessuart », suivie d'un numéro de téléphone...

Auteur du mince volume intitulé *La Voyance*, matricule 1877 de la célèbre collection « Que sais-je ? », fondateur-organisateur pour la treizième fois d'un Festival de la voyance, qui rassemble jusqu'au 22 octobre, dans les salons de l'hôtel Lutetia, à Paris, « soixante-dix grands noms sélectionnés exclusivement » pour la circonstance, Dessuart caresse un rêve. Faire du « métier » de voyant, « hélas toujours exercé de manière sauvage, faute d'un code moral ou d'une véritable charte professionnelle », une « vraie » profession, reconnue par les pouvoirs publics, codifiée et s'exerçant au grand jour. « Plus de place pour l'obscur, l'imprécis



et le vague », comme il le déclarait en avril dernier, en présentant son dernier-né, un projet de « code de déontologie de la voyance », premier du genre.

Soixante-trois articles, il l'affirme, tous « dictés par un esprit de saine morale », et qui devraient, selon lui, « moraliser le métier en le débarrassant de la gangrène qui vit à ses dépens », avant d'« ouvrir la voie royale de la profession aux voyants de demain ». Mais à « voyant(e) », il préfère, et de beaucoup, l'appellation autrement noble à ses yeux de « parapsychologue ». Sous ce dernier vocable seraient confondus tous ceux qui professent la voyance — « avec ou sans support », précision qui s'imposait, — l'astrologie, la médiumnité, la radiesthésie, le magnétisme et la télépathie.

Ambiguïté totale

Mais, avant de les rassembler, encore faudrait-il connaître le nombre de personnes susceptibles de l'être. A cet égard, on ne saurait s'en tenir qu'à d'assez vagues estimations. Sont-ils « environ » trente mille en France, chiffre généralement retenu, beaucoup plus ou un peu moins, ces hommes et ces femmes qui vivent du mystère ? A mystère, mystère et demi : seul élément à peu près vérifiable, « environ » trois mille d'entre eux seulement sont déclarés. Il est vrai que ces familiers du marc de café, de la boule de cristal, des taches d'encre ou de bougie, du miroir magique, du guérison tournant, du... blanc d'œuf ou du jeu de tarots, vivent dans une ambiguïté totale.

En effet, si les articles 34 et 35 du code pénal disposent respectivement que « seront punis d'une amende de 40 F à 60 F exclusivement les gens qui font métier de deviner et pronostiquer ou d'expliquer les songes », et que des peines d'emprisonnement peuvent être prononcées « contre les interprètes des songes », quiconque le veut peut actuellement faire apposer sur sa porte une plaque de cuivre portant mention de sa qualité de médium et entamer illico une carrière d'autant plus lucrative que les tarifs en sont absolument libres.

WEEK-END D'UN CHINEUR

De nouveaux films sont sans cesse mis en exploitation dans le vaste univers de la curiosité. Un Salon du papier-monnaie et de la scriptophilie, organisé à l'initiative d'Alain Weil, expert-numismate, se tient pour la première fois à Paris, où l'on pourra acheter et vendre des billets et titres périmés, de quelques centaines à plusieurs milliers de francs. Déjà l'an dernier, un « billet de monnaie » de 1707 avait atteint 100 000 F. Ce salon, qui se tient dimanche 16 octobre (9 h 30-18 h) à l'hôtel Lutetia (45, boulevard Raspail, Paris-6^e), présente également une exposition : « Les chemins de fer au dix-neuvième siècle ». Estimations et expertises gratuites, entrée libre. La veille, samedi 14 heures au Nouveau Drouot, M^{me} Delavenne et Lafarge dirigent une vente de billets de banque et scriptophilie, assistés de l'expert Alain Weil. La « billetterophilie » est née.

Au programme des nombreuses expositions du samedi au Nouveau Drouot, la très belle collection de faïences anciennes de M. Thibault, qui sera dispersée par M^{me} Guy Loudmer, lundi 17 octobre à 14 h 30 avec l'expert Claude Bonnet, spécialiste des faïences populaires. Egalement

On ne saurait donc blâmer le sage mage de vouloir faire, par lui interposée, le ménage dans un tel nid à poussière. Pourtant, ses initiatives successives semblent jusqu'ici vouées à l'échec. En 1978, tout seul et de son propre chef, il crée un « ordre des parapsychologues », sur quoi il espère fonder ce fameux code dont il attend tellement. Las ! De tous ses confrères, treize seulement vont répondre « présent ». Quant au projet de code, il sommeille, pour l'heure, au fond d'un tiroir.

Côté pouvoirs publics, on semble vouloir s'en tenir au statu quo. Au ministère de l'Intérieur, Dessuart n'a jamais trouvé l'interlocuteur qu'il voudrait persuader de la nécessité d'organiser enfin cette profession tolérée bien qu'interdite. Jusqu'à preuve du contraire, c'est seulement en cas d'escroquerie — que la justice intervient et punit les indécidables.

Un jour devrait pourtant venir qui mettrait de l'ordre là où tout est confusion. A la faveur, peut-être, d'une affaire comme celle qui l'intéresse actuellement l'URCIF (Union régionale pour l'information et la représentation des consommateurs et usagers de l'île-de-France), dont une adhérente s'estime abusée par un parapsychologue un peu trop « gourmand ».

Sous prétexte de « poursuivre » beaucoup plus avant que prévu « l'action mentale à distance », qu'il menait à la demande de sa cliente, l'assurant encore et toujours d'un résultat satisfaisant, l'indécidable voyant réclamait toujours de nouveaux honoraires... Aujourd'hui, l'URCIF, qui se plaît à considérer les activités de la parapsychologie « comme une prestation de service, avec délivrance de notes d'honoraires conformes à des tarifs officiels », dénonce haut et clair ces pratiques inadmissibles et réclame la mise au point d'une charte réglementant la profession. Mais sera-t-elle entendue, dans le silence ténébreux où les voyants et les pouvoirs publics semblent vouloir se confiner encore et toujours ?

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

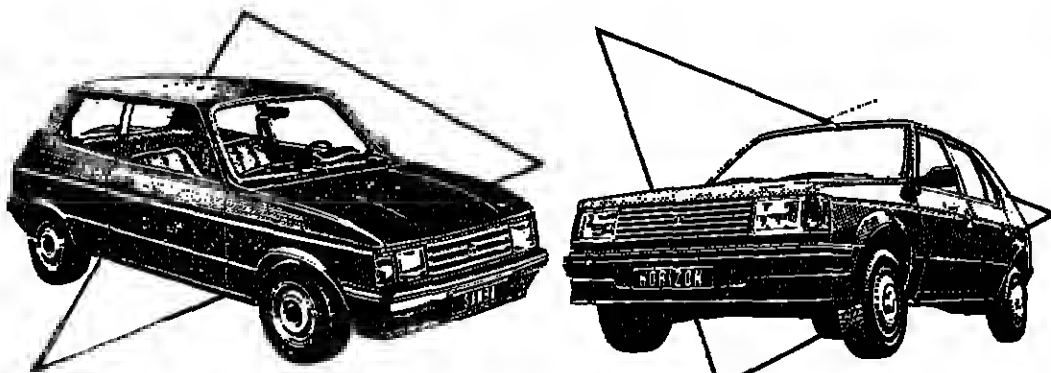
Payer? Pas maintenant!

Partez avec une Samba ou une Horizon neuve sans aucun versement comptant*

+ Recevez un chèque immédiatement correspondant au montant de votre reprise estimée selon les conditions générales de l'Argus.

+ Nous vous offrons les 2 premiers loyers.

+ 1er versement dans 3 mois.



Offre valable jusqu'au 31 octobre sur toute la gamme Samba et Horizon.

*Pour une location avec promesse de vente de 60 mois.

Après acceptation du dossier par Locadin et Locasovac dans la limite des stocks disponibles.

RÉSEAU PEUGEOT TALBOT

Un constructeur sort ses griffes

Culture

Festivals d'automne et de Nancy sans frontières

JEFFREY LOHN, JOHN ADAMS, BOB ASHLEY ET LAURIE ANDERSON

Danse-musique

Le titre annonce la couleur. Danse et musique sont poésies sans préférence, sans hiérarchie. Il a pu se faire qu'au Festival d'automne on ait déjà assisté à de telles entreprises, où le double jeu règle une double commande de la musique et de la danse : cette fois, il a valeur de programme. Avec *Paradise*, *Son of Gone Fishin'*, *Set and Reset* et *Available Light*, Karole Armitage, Trisha Brown et Lucinda Childs qu'a célébré Bob Wilson vont, par la force des choses, participer à un festival dans le Festival et produire sans intention une sorte de manifeste de cet art de rencontre qui tient en toute modernité de la « performance » et de l'exercice classique : danse-musique.

Les musiques, parlons-en. Elles ont un air de parenté, mais d'une parenté de simple circonstance et de pratique. Mélodiquement, formellement, elles jouent d'une extrême diversité. C'est leur fond sonore plutôt qui est proche : l'arrière-plan d'où elles sont nées, pélo-mêle, le rock, le jazz, certaine musique contemporaine et quelques souvenirs de musiques ethniques, le bruit du temps. Autre savoir en commun : celui des compositeurs de la génération précédente, Terry Riley, Philip

Glass, La Monte Young, Steve Reich, leur invention des possibilités de l'enregistrement et du trafic de la répétition. Sous les différences stylistiques, percent surtout les grands desseins des années 70, leur crise, une culture en somme, une mode au sens fort, plutôt qu'une vogue, et un lieu mythique : New-York, à l'effervescence exaltée. Tous les musiciens en jeu ne viennent pas de New-York ou n'y travaillent pas actuellement, mais l'histoire récente de New-York reste bel et bien leur lieu géographique.

Les mieux connus d'entre eux à Paris ne le sont pas seulement pour leur lien avec la danse, mais à peu près toujours pour celui, curieux et bouleversant, qu'ils ont pu nouer avec la scène. Robert Ashley et Laurie Anderson servent de prétextes et de partitions aux chorégraphes de Trisha Brown, mais leurs propres prestations appartiennent à la mémoire du Festival d'automne. Magnétophones, amplification, vidéo, réitération sans recherche de ce qu'on appelait le « ton », tout porte la voix vers une neutralité active qui rend à la voix d'opéra sa pure incandescence, mais nous éloigne d'autant des voix de théâtre, qu'à ce régime nous ne tarderons plus à trouver forcées, poussées, exagérées. Paradoxe : l'artifice technique est ce qui passe de démontrer l'exercice de puissance « naturelle ».

Jeffrey Lohn enfin, dont on pourra entendre le 12 décembre la *Musique pour deux pianos* (feuille de phrases répétitives qui ne sont pas sans rappeler les finales de sonates traditionnelles), est associé pour la danse à Karole Armitage. Ce qu'il revendique le plus paisiblement du monde, c'est un goût prononcé de la marge, des musiques marginales : « J'aime, dit-il, tout ce qui est à la limite. » L'énergie primitive, la pulsation martelée, baécée, sèche, par laquelle il veut traiter les formes classiques, et qu'il a trouvée dans les albums des Sex Pistols ou des Ramones, lui semblent propres à inciter la musique et le geste aujourd'hui. Musique de cour et d'arrière-cour : telle est l'expérience des limites.

F.M.
★ *Paradise*, Karole Armitage et Jeffrey Lohn, Théâtre de Paris, du 22 au 27 novembre.
★ *Son of Gone Fishin'*, *Opal Loop*, *Set and Reset*, Trisha Brown, Robert Ashley, Laurie Anderson, Théâtre de Paris, du 15 au 20 novembre.
★ *Available Light*, Lucinda Childs et John Adams, Théâtre de la Ville, du 29 novembre au 4 décembre.

«MACBETH», de Carmelo Bene

Permission de syncope

Macbeth et Lady Macbeth errent dans leur chambre, les mains tendues en avant, comme deux aveugles. Entre la fenêtre et la porte, ils ne retrouvent pas un chemin. La pleine nuit, il doit être 2 heures du matin. Ils ont arraché les draps, dans l'insomnie. Ils ont fait tomber les pendules, il y a un désordre fou de chemises par terre, de robes, de velours, de pièces dépareillées d'armures. Ils ne savent plus ce qu'ils font, ils ne cessent de se couvrir, de se dénuder, avec ces fragments inutiles de lin, d'acier. Ils ne se voient plus, ne se connaissent plus : l'un l'autre, mais toutefois, dans la perte de leur conscience, ils ont gardé l'instinct d'une entente très profonde.

Ils ne voient plus, ils ne sentent plus, mais ils entendent. Ils entendent des cris, des orages, qui n'existent pas. « Il y a des coups dans la porte », dit la reine, à la première scène de l'acte V de Shakespeare, alors que le château dort dans un silence absolu. Ils entendent même des tambours, des violons de gambe, des confi-

dances inécoutables, des appels au secours, des écroulements de murailles. De tout leur corps, de tous leurs sens, il ne demeure que cette double antenne hypersensible qu'ils ne maîtrisent plus. Macbeth et Lady Macbeth se retrouvent, après le meurtre, dans un abandon entier.

Cet abandon, Shakespeare le fait pressentir, mais les comédiens l'atténuent pour la raison simple que, au théâtre, le personnage, l'acteur, sont « en représentation ». « Être en représentation : se faire valoir », disent les lexiques. Et l'art, très passionnant, de Carmelo Bene est de briser cette comédie de la représentation, ce parti pris de mensonge, de « montrer ». Ont il estime que, pour les acteurs, pour les femmes et les hommes qui pratiquent cet art du théâtre, c'est une tromperie de chaque soir à la longue insupportable, qui abîme la pureté du jeu, la liberté de création.

Le très beau *Macbeth* de Carmelo Bene — cette reine et ce roi désarmés, dévêtus, tétanisés, à

l'écoute de tous les échos du meurtre — nous apparaît comme la figure jusqu'à cacher de la tragédie de Shakespeare, son secret, sa hantise, la vérité du témoignage que les loix de la « représentation » n'avaient pas voulu admettre.

Nous aussi, qui ne sommes pas acteurs, nous sommes tant bien que mal en représentation, au fil des jours, il le faut bien. Les coups imaginaires frappés à notre porte, nous faisons semblant de ne les entendre pas. Les phrases d'abandon, il faut les cacher aux enfants, même aux conjoints. La protection de l'hôpital n'est pas une tentation courante. Carmelo Bene a raison de croire que le théâtre peut être aussi ce havre, cette permission de l'abandon. Cette liberté de faiblesse. Ce naufrage partagé, le temps de deux actes ou trois, avant de se retrouver tout droits, main dans la main, dans la rue.

Théâtre de Paris, samedi 15 octobre, 20 h 30 et dimanche 16 octobre, 15 heures et 18 heures.
MICHEL COURNOT.

COMMUNICATION

«COMBAT» A VENDRE

Le prestigieux journal de Camus, repris par Henry Smaïa et Philippe Tesson, *Combat*, est mort le 30 août 1974. La société *Combat*, mise en liquidation par un jugement de 1975, n'a pas, jusqu'à ce jour, trouvé acquiesceur du titre. Une adjudication est donc organisée mercredi 26 octobre à Paris. Mise à prix pour le titre « et la clientèle associée » : 25 000 francs, « pouvant être baissée ».

Les blocages sur la bande F.M. à Paris. — L'équipe de Radio-Solidarité, « la voix de l'opposition », indique dans un texte adopté vendredi 14 octobre qu'elle occupe désormais la fréquence proposée en guise de compromis par la Haute Autorité de communication audiovisuelle (99,3 MHz). Toutefois, elle « n'acceptera jamais de céder son antenne chaque jour à la station pornographique que l'on veut lui imposer ». La radio locale privée visée par ce qualificatif en raison d'une émission de petites annonces de rencontres, la Voix du Léopard, est la station à laquelle Radio-Solidarité doit sa marier, avec Radio-3 (le Monde du 15 octobre).

40 NOUVELLES DANS «LE MONDE»

« Le Monde » vient d'édition une brochure illustrée rassemblant, dans une deuxième livraison, quarante nouvelles publiées par « Le Monde Dimanche ».

93, pages, 25 F. En vente chez tous les marchands de journaux et au « Monde », 5, rue des Italiens - 75427 Paris - Cedex 08

Au Festival d'automne, les mondes se rencontrent : danse et musique. Les danseuses américaines conçoivent leurs spectacles directement avec les musiciens. Musiques de cris et de bruits, opéra de paroles vécues par un acteur extrême, c'est Carmelo Bene dans *Macbeth*, personnage « off limits » comme l'est Sun Ra, le dieu du Soleil, qui jette ses poussières d'or au long des festivals de jazz.

NANCY JAZZ PULSATIONS

Sun Ra, la musique de l'impossible

Dix ans après le premier *Nancy Jazz Pulsations*, dont il était la vedette, Sun Ra revient avec vingt-cinq musiciens (le 18 octobre) et un ell stars comprenant, entre autres, Archie Shepp et Don Cherry (le 21). On pourra l'entendre aussi à Berlin (la 29) et à Paris (le 1^{er} novembre). Bonne occasion pour revenir sur ce musicien de légende autour de qui flotte un certain mystère.



Le mystère, mais un mystère sans conséquences est comme une des étoffes de Sun Ra. Compositeur, pianiste, arrangeur ou poète, Sun Ra serait né entre 1925 et 1945 dans la moitié sud des Etats-Unis. C'est ce que prétend le plus ancien entretien publié en France par *Jazz Magazine* en 1965. A Birmingham (Alabama) entre 1910 et 1916, précisent Philippe Carles et Jean-Louis Comolli. Vers 1915, disent les autres, sous le signe des Gémeaux. Suivi de cette poussière d'énigmes, le dieu du Soleil (Sun Ra) traverse le cosmos sans faire plus d'histoires. Il est de ces musiciens dont l'activité s'est accompagnée comme naturellement, sans les rechercher, de questions, de scandales et de polémiques.

Accoutumé avec faste pour célébrer de somptueuses épopées sonores, troussant de vastes fresques spectaculaires à la gloire du soleil, Sun Ra est aussi un fécond producteur de disques. Cent dix, cent vingt, davantage ? On ne sait pas très bien.

Un soir, dans l'arrière-salle d'un restaurant grenoblois, un homme qui avait discrètement regardé le passeport de Sun Ra disait en confidence sa date de naissance. Car aujourd'hui, les dieux du Soleil ont des passeports.

Charlatan ou précurseur, inventeur ou pitre génial, Sun Ra déconcerte. Mais avant tout, c'est

une autre idée du concert qu'il propose depuis vingt ans.

Parfois, tout enveloppé de ses costumes chamarrés, métalliques et brillants, il se tourne et joue du syntétiseur, de dos. Farce ou spectacle, il fait rire et impressionne à la fois. On ne sait pas toujours de quelle oreille écouter, mais on sait bien de quel pied danser. Car, s'il a très précocement bricolé des claviers électroniques dès 1953, s'il joue depuis longtemps des synthétiseurs, il fait la part belle aux percussions. Dans ces grands orchestres, Solar Arkestra, Myth Science Arkestra, Arkestra, de longues plages sont toujours accordées à la science des percussions.

Au fond : éclairages, percus-

sions, spectacle, costumes, paillettes, danse, jonglerie, grandes masses sonores, Sun Ra jouerait depuis longtemps de ce qui fait le succès aujourd'hui des musiques africaines ou brésiliennes ? Exactement. « Plus je vais, dit-il, plus j'aime l'impossible... ». Et aussi : « Je demande à mes musiciens de jouer l'impossible, et parfois ils le font ».

C'est cette dimension qui éclate maintenant dans la musique de Sun Ra : la générosité et le plaisir de décrocher la lune. Si mystère il y a, il reste bien terre à terre. Ni groupies, ni grande presse, ni cachets mirobolants, ni exigences de star. L'orchestre se déplace comme une communauté discrète et très fidèle à son chef et à ses principes : « Je joue la musique de l'univers, dit-il. Si un jour les humains entendent les sons produits par des êtres cosmiques, leur musique leur semblera familière car, sur Terre, ils auront déjà entendu Sun Ra ». On peut sourire ? Comme on peut sourire de ses récentes déclarations : le comparant à Duke Ellington, il donne la préférence à Fletcher Henderson, avec qui il a joué jadis... Le rayonnement de l'orchestre et son projet restent eux sans commune mesure.

Dans ses promenades cosmiques, porté par la sagesse noire dont il se réclame dans ses utopies musicales, Sun Ra offre toujours un festin sans compter : avec une sérénité que trompe la folie de ses concerts et avec une beauté de visage très jeune. « Ma musique va d'abord faire peur aux gens. Elle représente le bonheur, et ils n'en ont pas encore l'habitude... ». D'après l'homme de Grenoble, Sun Ra serait né le 22 mai 1913. Quelle importance pour la musique de l'univers...

FRANCIS MARMANDE.

★ Sun Ra à Nancy (18 et 21 octobre), Berlin (29) et au Festival de Paris (1^{er} novembre).
Nancy Jazz Pulsations : Afrique et Salsa (15) ; Funk : Prince Charles, The Commanders (17) ; Sun Ra, Cecil Taylor (18) ; Jeanne Lee, Eric Lelann, Wynton Marsalis (19) ; Hommage à Django avec Birelli Lagrene, Larry Coryell et Stéphane Grappelli (20) ; David Murray, Chris McGregor et Sun Ra All Stars (21) ; Blues (22) ; Gospel et Swing (23).

SORTIE LE 19 OCTOBRE

Hanna Schygulla un film de Angela Winkler
Margarethe Von Trotta

L'amie

L'amitié au féminin trouble les hommes

JP 11/10/83

A VOIR

« DIMANCHE-MAGAZINE » SUR ANTENNE 2

Eden Pastora le rebelle

En juin, il parlait de décrocher. Il se disait épuisé, sans ressources suffisantes, abandonné par les Américains qui préféraient financer les antisandinistes du Nord, contrôlés par les anciens somocistas. Son maigre groupe de guérilleros regroupé dans ce bout de jungle nicaraguayenne, entre le rio San-Juan et le côté Atlantique, était décimé par des défections successives.

En octobre, le voilà reparti à l'assaut, à sa manière pieuse, décontractée et audacieuse. Il a coupé sa barbe, mais n'a pas renoncé à un lot de ses convictions. Un ancien pêcheur de requins devenu baroudeur par goût et par volonté de faire triompher cette « troisième voie révolutionnaire » qu'il préconise, celle d'un « socialisme démocratique » qui rejette « l'impérialisme américain comme le totalitarisme soviétique », tel est Eden Pastora, ancien commandant Zéro, héros de

la lutte contre Somoza, ancien vice-ministre de l'intérieur du gouvernement sandinista aux côtés de Tomas Borge, aujourd'hui rebelle et fier de l'être. Un personnage étonnant, séduisant et déconcertant que Bernard Benjamin et Jean Rey sont allés retrouver dans son C.G. sur les rives du rio San-Juan.

Il haranguait de jeunes paysans réalistes, se moque des « commandants de Managua » qui n'ont jamais, dit-il, participé à des actions armées pendant la lutte contre Somoza, affirme que son armement vient de « haute mer » en remontant le rio, sans doute pour ne pas compromettre davantage les autorités du Costa-Rica qui s'accrochent à une neutralité difficile à défendre. Hilarant et insolent, il appelle sur son téléphone de campagne une garnison sandinista proche. Etonnant dialogue qui évoque une scène de l'Espoir

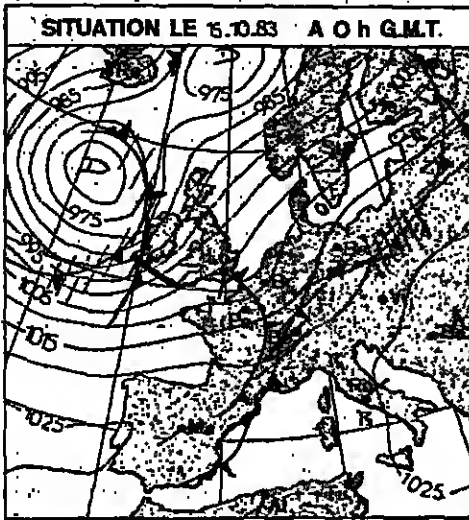
de Malraux, entre fascistes du Nord et communistes de Madrid. Mais, ici, on se traite encore de « frères ». Pour combien de temps ?

Pastora affirme disposer de près de quatre mille guerilleros bien armés et ne paraît pas douter de la victoire finale. Manifestement, il a trouvé de nouveaux apports, et reçu des fonds importants, d'Amérique et d'Europe. Il est vrai qu'il est très sollicité depuis quelques semaines, par les Libyens et même par les Cubains. Il lui reste à convaincre ses anciens camarades de combat de Managua, et d'abord Tomas Borge, qui s'est dit prêt à pardonner aux anciens somocistas, « mais sûrement pas au traître Pastora ».

MARCEL NIEDERGANG.

★ « Dimanche-Magazine » (A 2), dimanche 16 octobre, 18 heures.

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le samedi 15 octobre à 0 heure T.U. et le dimanche 16 à minuit.

Les hautes pressions s'écartent de la France, une vaste zone dépressionnaire s'est implantée sur l'Atlantique nord et dirige sur la France un courant d'ouest perturbé.

Dimanche : Les zones de pluie se succéderont sur la France. Une première bande nuageuse assez large s'étendra le matin de l'Aquitaine au Massif Central et aux Vosges; elle traversera le Sud-Est dans la journée, variant un peu sur la Corse en soirée. Au passage, sur les montagnes, des averses et des orages se déclencheront.

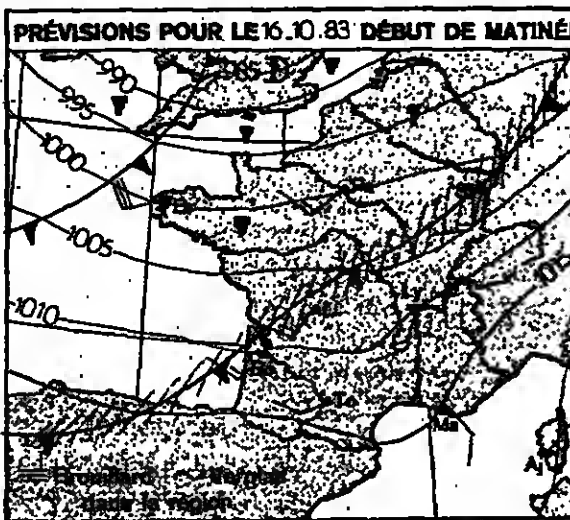
Sur la moitié nord-ouest, un ciel très variable avec de sérieuses menaces d'orages dans la journée. Une ligne de grains, venant de la Manche posera assez rapidement, dominant de fortes ondes et des orages, surtout vers l'ouest et le nord-ouest.

Sur les Alpes, neige vers 2000 mètres. En toutes régions, les éclaircies, lorsqu'elles se produiront, seront de courte durée.

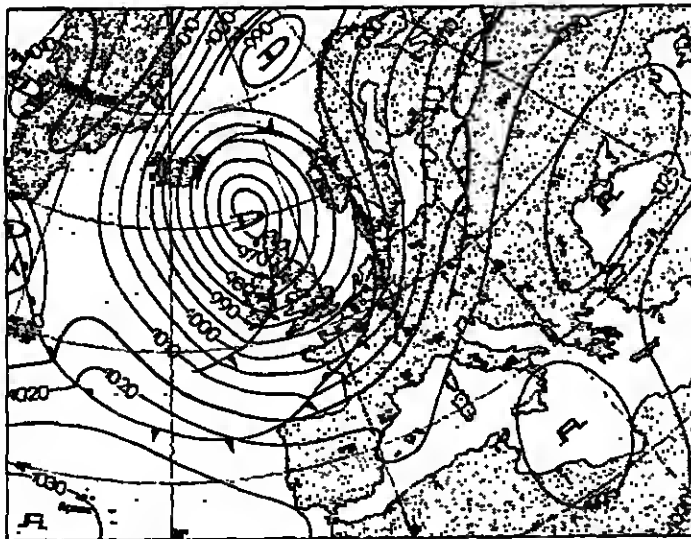
Le matin, températures de 10 degrés à 12 degrés sur la moitié nord, de 12 degrés à 14 degrés sur la moitié sud, mais localement de 8 degrés à 9 degrés sur la vallée du Rhône et le sud du Massif Central. L'après-midi, de 13 degrés à 15 degrés sur la moitié nord, de 18 degrés à 20 degrés sur la moitié sud, des pointes à 22 degrés probables en bordure de la Méditerranée.

Le vent soufflera souvent fort et en rafale. Vent d'ouest atteignant presque la tempête en Manche le matin. Vent de nord-ouest dépassant 50 km/h en toutes régions l'après-midi.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer, à Paris le 15 octobre 1983, fois à 7 heures, de 1014,1 millibars, soit 760,6 millimètres de mercure.



PRÉVISIONS POUR LE 16 OCTOBRE À 0 HEURE (G.M.T.)



Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 14 octobre; le second, le minimum de la nuit du 14 octobre au 15 octobre): Ajaccio, 23 et 12 degrés; Biarritz, 23 et 10; Bordeaux, 22 et 9; Bourges, 19 et 9; Brest, 14 et 8; Caen, 17 et 9; Cherbourg, 15 et 10; Clermont-Ferrand, 18 et 7; Dijon, 16 et 10; Grenoble, 13 et 9; Lille, 17 et 10; Lyon, 16 et 10; Marseille-Marguare, 22 et 11; Nancy, 17 et 12; Nantes, 18 et 9; Nice-Côte d'Azur, 21 et 14; Paris-Le Bourget, 17 et 10; Pau, 23 et 8; Perpignan, 24 et 12; Rennes, 16 et 9; Strasbourg, 16 et 12; Tours, 18 et 9; Toulouse, 23 et 8; Poitiers-Pierre, 30 et 24.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT

I. Un homme devant qui on reste souvent la bouche ouverte. — II. Dans l'ordre de sainte Angèle. Sans raison. — III. Article. Faire des mystères. — IV. Qualifié à acquiescer quand on veut enlever le morceau. Préposition. — V. Marque familièrement l'accompagnement. Est vraiment volubile. — VI. Devient lourd en cas de précipitation. Une eau pas bonne à boire. — VII. Sorte d'argile. Son bec est utile pour faire l'ouverture. Roi d'olocos. — VIII. Une attaque sur le front. Le préféré du collige. Baie du Japon. — IX. Un mot qui prouve qu'on n'a pas fini de peser. Discuter comme des gens qui se sont frappés. — X. Symbole pour un métal léger. — XI. Pas dit, mais entendu. Grand quand on a été touché. Possessif. — XII. Voulut intro-

VERTICALEMENT

I. Extrême-onction. Voler comme une poule. — II. Peut se prendre à la cuiller. Vant de l'or. Qui peut faire son trou. — III. On peut traiter de mousquetaire celui qui n'en a pas. Un psychologue qui n'a pas hésité à se mettre à la tâche. Préposition. — IV. Actionné. Sa cathédrale renferme le saint suaire. Ennui à l'ouvrage. — V. Article arabe. Son territoire fut un Etat autonome. Est parfois sous le bonnet. — VI. Un lieu de villégiature pour les Romains. N'ont pas beaucoup de bagages. — VII. Pronom. Qualifié un homme dont on peut dire qu'il vaut bien un franc. Sanguinaires, en Corse. — VIII. Un maré-

PROBLÈME N° 3559

duire en Suisse les idées de la Révolution française. Possessif. On en fait de la potée. — XIII. Article. Fleuve côtier. Nom d'un petit bonhomme. Place. — XIV. Critiquer violemment. Résolu. — XV. Est parfois assimilé à la littérature. Sous-sol. Dieux scandinaves.

VERTICALEMENT

I. Extrême-onction. Voler comme une poule. — II. Peut se prendre à la cuiller. Vant de l'or. Qui peut faire son trou. — III. On peut traiter de mousquetaire celui qui n'en a pas. Un psychologue qui n'a pas hésité à se mettre à la tâche. Préposition. — IV. Actionné. Sa cathédrale renferme le saint suaire. Ennui à l'ouvrage. — V. Article arabe. Son territoire fut un Etat autonome. Est parfois sous le bonnet. — VI. Un lieu de villégiature pour les Romains. N'ont pas beaucoup de bagages. — VII. Pronom. Qualifié un homme dont on peut dire qu'il vaut bien un franc. Sanguinaires, en Corse. — VIII. Un maré-

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 15 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Série : Dallas. Réal. L. J. Moore. Enquêté par la défile qu'il vient d'infliger à J.-R. Clift tente d'accrocher son rôle dans la compagnie pétrolière, mais Katherine s'y oppose et J.-R. se prépare à frapper.

21 h 25 Droit de réponse : les ronds-de-cuir. Emission de M. Polac. Avec M. André Le Pors, secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et des réformes administratives, Guy Thomas, chroniqueur, François Dupuy, sociologue, Christian Charret, conseiller technique pour les affaires internationales auprès de Jack Lang, et un certain nombre de fonctionnaires.

22 h 50 Ecoles et toiles : le cinéma français des étrangers. Magazine du cinéma de F. Mitterrand.

23 h 35 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

Johnny Hallyday

Entre Violence et Violon

Nouvel Album et Musicsassette à paraître en

Le blues-rock comme personne à l'ELDORADO les 17, 18 et 19 oct. Album et Musicsassette 6 titres.

PHILIPS

20 h 35 Variétés : Champs-Élysées, de M. Drucker.

Spécial Johnny Hallyday, avec Bill Deraime, Eddy Mitchell... 22 h 5 Magazine : les enfants du rock. Soirée Rock Palast au Festival d'Essen. 23 h 20 Journal. 23 h 40 Rock Palast (suite). En direct d'Essen.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Série : Agatha Christie : Agence matrimoniale. Réal. M. Simpson. 21 h 25 Série : Mercet Bernard. Réal. J.-M. Ribes. Topor, Andrea Ferrel, Claude Pétit, l'humour post-soixante-huitard en folie, et souvent à court d'imagination. 21 h 55 Journal. 22 h 15 Confrontations. Réal. H. Chapier et M. Naudy. Avec M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre. 22 h 30 Musichub. « Le Mandarin merveilleux », de Bartok, ballet en un acte avec E. Imre et C. Ferenc. 23 h Journal et spécial foot.

FR 3 ILE-DE-FRANCE

17 h 35 Magazine des spectacles : troisième rang de face. 18 h Dessin animé : les aventures sous-marines. 18 h 8 Feuilleton : Dynasty. 18 h 55 Informations. 19 h 10 Saturnin et Cie. 19 h 15 Informations régionales. 19 h 35 Feuilleton : les Mohicans de Paris.

FRANCE-CULTURE

21 h 55, Ad lib. 22 h 5, La fague du samedi.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (donné au grand auditorium de Radio-France le 6 mai 1983) : Concerto pour violon, violoncelle et orchestre, de Brahms, Symphonie n° 2, de Scriabine, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. J. Semkov, sol. U. Hoelscher, violon, D. Geringas, violoncelle. 22 h 30, Fréquence de nuit : cycle Mengelberg. (Lire ci-contre.)

Dimanche 16 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

17 h 30 Les animaux du monde. 18 h Série : Alambic et Torpado. 19 h Le magazine de la semaine : sept sur sept. De J.-L. Burgat, E. Gilbert, F.-L. Boulay. Le grand témoin sera Angela Davis : la télévision des autres, celle du Japon; une enquête sur les abris antinatomiques. 20 h Journal. 20 h 35 Film : American Graffiti. Film américain de G. Lucas (1973), avec R. Dreyfus, R. Howard, P. Le Mat, C. Smith, C. Clark, M. Phillips. 22 h 25 Sport dimanche. 23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

17 h 10 Disney dimanche. 18 h 5 Dimanche magazine. Au Nicaragua, Eden Pastora, le rebelle : survivre dans la Sombre : les chômeurs de la métallurgie; Canada, il était... une ville. 19 h 5 Série 22. 20 h Journal. 20 h 35 Jeu : la chasse aux trésors. Au cap Bon, en Tunisie. 21 h 40 Document : Nos années 50. La fausse avant-guerre, réal. C.-J. Philippe. 22 h 30 Concert actualités. Avec la cantatrice Elisabeth Schwarzkopf. 23 h Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 45 L'écho des bananes. Emission de rock de V. Lamy. 19 h 40 R.F.O. hebdo. 20 h Fraggie Rock. Un spectacle de marionnettes réalisé par Jim Henson, le créateur des Muppets. Une comédie musicale colorée pour les enfants et pour les adultes, pour quoi ? 20 h 35 A la recherche du temps présent. Une émission de P. Sabbagh et R. Clarke. Les pierres tombées du ciel, les météorites, les légendes qui rattachent à ces manifestations cosmiques, par André Brahic, astronome à l'observatoire de Paris-Meudon. 21 h 35 Série documentaire : Les producteurs : Raoul Ploquin. Réal. L. Seintz.

22 h 5 Journal. 22 h 30 Cinéma du minuit Joyce Hollywood et les femmes : la Groupe. Film américain de S. Lumet (1966), avec C. Bergen, J. Hackett, E. Harman, S. Knight, J. Pettit, M. R. Reid, J. Walter (va, sous-titré). De 1933 à 1940, la vie de huit femmes qui formaient un groupe d'inséparables à l'université, et qui connaissent des destins différents, marqués, pourtant, par une éducation commune. D'après un roman de Mary McCarthy, une peinture de l'Amérique postcoloniale à travers des comportements féminins décrits avec lucidité. Les interprètes sont bien choisies. 0 h 55 Prélude à la nuit.

FRANCE-CULTURE

19 h 10 Le chœur des cinéastes. 20 h 30 Alambic : la nouvelle poésie anglaise (Bob Cobbing). 20 h 40 Atelier de création radiophonique : Mauricio Kagel.

FRANCE-MUSIQUE

20 h Les chants de la terre. 20 h 30 Concert (en direct de la salle Pleyel à Paris) : le Songe d'une nuit d'été, de Mendelssohn; Till Eulenspiegel, de R. Strauss; Symphonie n° 8 de Dvorak par l'Orchestre national de France, dir. G. Albrecht. 22 h 30 Fréquence de nuit : les figures du livre; 23 h, Entre guillemets; 0 h 5, Les mots de Françoise Xenakis.

TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 16 OCTOBRE

— M. Robert Bodinier, garde des sceaux, ministre de la justice, répond aux questions des journalistes au cours de l'émission « Forum » de R.M.C., à 12 h 30.

— M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe U.D.F. à l'Assemblée nationale, participe à l'émission « Le grand jury R.T.L. - le Monde », sur R.T.L., à 18 h 15.

— M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., est l'invité du « Club de la presse » d'Europe 1, à 19 heures.

LUNDI 17 OCTOBRE

— M. Roger-Gérard Schwarzenberg, secrétaire d'Etat à l'éducation nationale, est reçu à l'émission « Plaidoyer » de R.M.C., à 8 h 15.

EN BREF

FISCALITÉ

REPORT D'IMPÔTS. — L'échéance du 15 octobre pour le paiement des impôts directs (impôt sur le revenu — impôts locaux — taxe sur les salaires — le cas échéant, impôt sur les sociétés) tombant cette année un samedi, le ministère de l'économie et des finances a décidé de reporter le délai limite de paiement au mardi 18 octobre. Les contribuables pourront donc s'acquitter de leur impôt jusqu'au mardi 18 octobre, à minuit, sans encourir la majoration de 10 % pour paiement tardif.

RÉTROMANIE

Pour les cartophiles. — L'argus Filidier, catalogue des cartes postales de collection, édition 1984, vient de paraître. Cette année, outre la revue des départements français, il comporte un spécial Auvergne et un spécial Russie. 490 pages, 98 F. 4, boulevard Mouton, 75004 Paris. Tél. : 272-09-64.

STERN

GRAVEUR

Pour votre Société papiers à lettres et imprimés de haute qualité

Le prestige d'une gravure traditionnelle

Ateliers et Bureaux : 47, Passage des Panoramas 75002 PARIS

Tél. : 236.94.48 - 508.86.45

Solution du problème n° 3558

Horizontalement

I. Ciel. Jete. — II. O.M.S. Sedia. — III. Vase. Rémi. — IV. Egérie. On. — V. Résistance. — VI. Couis. — VII. Ile. As. — VIII. Râ (Ra). — IX. Liffier. — X. Drosage. — XI. Peyre. Mot.

Verticalement

1. Cover-girl. — 2. Image. Laide. — 3. Essence. Fry. — 4. Erié. Oter. — 5. Léna. Isc. — 6. Jérémieades. — 7. Ede. Es. Aram. — 8. Timon. E.M. Go. — 9. Sainte. Ejet.

GUY BROUTY.

Economie

M. FITERMAN AU CONGRÈS DES TRANSPORTEURS ROUTIERS

Le loup et le cheval de labour

On ne saurait attendre du ministre des transports d'un gouvernement de gauche qu'il adhère d'enthousiasme aux thèses de responsabilité du patronat routier. A cet égard, au début de quelques convergences ponctuelles, les discours de clôture du trente-huitième congrès de la Fédération nationale des transports routiers (F.N.T.R.), prononcés à Paris la vendredi 14 octobre par MM. Maurice Voiron, président de la fédération, et Charles Fiterman, ministre des transports, ont été accueillis dans un silence total coupé de huées lors de certaines allusions à la S.N.C.F., — s'apparentant sur le fond à deux monologues.

La F.N.T.R. défend farouchement — « comme un loup », a dit M. Voiron — la libre entreprise dans l'accès à la plus traditionnelle du terme, celle par laquelle les entrepreneurs se seraient

« libres », donc « capables de se remettre en question », c'est-à-dire de proposer, ne connaissant pour seule entrave que celle d'une politique des transports réduite à assurer les conditions d'une saine concurrence, ce qui implique l'égalité de traitement entre les transporteurs dans le respect de la liberté de choix des usagers.

Economie ouverte

Pourtant là, la politique suivie depuis deux ans et demi irrita la F.N.T.R., qui a la sensation qu'on s'éloigne de cette perspective à travers ce que M. Voiron a appelé le « défi politico-administratif ». Et de dénoncer la volonté de l'Etat de « modifier définitivement le système de protection sociale », selon une formule qui fait son chemin.

Pour la première fois depuis vingt-cinq ans, ce gouvernement entend établir une distinction entre les salaires du secteur privé et ceux du secteur public. M. Lubbers souligne à ce sujet que, pendant les deux dernières années, les fonctionnaires ont fait figure de privilégiés, du fait qu'ils sont pratiquement exemptés de cotisations de retraite et d'assurance, qui sont prises en charge par l'Etat. Il en résulte que leurs salaires nets sont bien plus élevés que ceux des autres salariés. En outre, rappelle le gouvernement, ils ne peuvent être congédiés pour des raisons économiques.

Selon des pronostics officiels, les Pays-Bas comptent actuellement mille chômeurs vers la fin de l'année prochaine. Cela implique qu'un Néerlandais sur six fera appel à une allocation. Mais la gauche est d'avis que la politique d'austérité gouvernementale provoquera la division des Pays-Bas en trois catégories : les employés du secteur privé, les fonctionnaires et ceux qui dépendent d'une allocation.

RENÉ TER STEEGE.

HAUSSE DES PRIX DE 0,4 % EN GRANDE-BRETAGNE

La hausse des prix de détail en Grande-Bretagne a été de 0,4 % en septembre par rapport à août. En un an (septembre 1982 comparé à septembre 1981) l'augmentation des prix est de 5,1 %.

En juillet (+ 0,5 % par rapport à juin) et en août (+ 0,4 %) la hausse des prix avait été de même ordre. Mais il y a un an à la même époque l'augmentation des prix était plus faible (en septembre 1982, par exemple, les prix avaient baissé de 0,1 %). Cela explique que la hausse sur un an se soit nettement accélérée ces derniers mois : + 4,2 % entre juillet 1982 et juillet 1983, 4,6 % entre août 1982 et août 1983, 5,1 % entre septembre 1982 et septembre 1983.

Cette accélération des hausses des prix sur un an devrait continuer en raison de la récente dépréciation de la livre, du renchérissement de certaines matières premières et de la sécheresse de l'été, qui a fait monter les prix des produits alimentaires.

D'autre part, la production industrielle a reculé de 0,3 % en août après avoir augmenté de 2,7 % en juillet (chiffre révisé). Sur les trois derniers mois connus (juin, juillet et août), la production industrielle a progressé de 1 % par rapport à mars, avril et mai, et de 2,5 % par rapport à juin, juillet et août 1982.

Après le creux de la récession survenu au début 1981, la production industrielle a augmenté de 6,5 %.

LE DOLLAR DE HONGKONG LIÉ AU DOLLAR AMÉRICAIN

Le gouvernement de Hongkong a annoncé, samedi 15 octobre, que la valeur du dollar de Hongkong serait liée de manière fixe au dollar américain et que la taxe sur les dépôts bancaires serait supprimée. Ces mesures, qui prendront effet à partir du lundi 17 octobre, ont pour but de réévaluer le dollar de Hongkong, qui perdait de sa valeur en raison de l'incertitude pesant sur l'avenir de la colonie, dont la souveraineté est réclamée par la Chine en 1997.

Le taux adopté officiellement est de 7,80 dollars de Hongkong pour 1 dollar U.S. Il réglera les paiements effectués à un fonds de change gouvernemental chaque fois que les banques étrangères imprimeront de nouveaux billets. Le taux du marché restera néanmoins flottant. — (A.F.P.)

ETATS-UNIS

• Forte hausse de la production. — La production industrielle aux Etats-Unis a augmenté de 1,5 % en septembre par rapport à août, l'indice retrouvant à 153,7, sur la base 100 en 1967, son niveau de juillet 1981. Cette forte hausse résulte de progressions importantes dans de nombreux domaines : automobile, machines-outils, équipement électronique, biens de consommation.

tion des entreprises routières. Quant aux nouvelles mesures sociales, elles donnent le « vertige » à la profession comme à l'administration.

M. Fiterman admet que « nous devons rester dans une économie ouverte », et il parle aussi d'« efficacité » et de « compétitivité ». « Pluralité des modes, libre choix de l'usage, concurrence saine sur des bases loyales, atouts équilibrés, service public considéré comme une réponse à des besoins vitaux de la nation supposent des tâches spécifiques pour les entreprises publiques et privées concernées, complémentarité librement consentie chaque fois que cela apparaît utile, voilà les idées, les mots-clés », renvoie-t-il en écho à son hôte. Il n'entend pas se substituer aux professionnels dans l'organisation de leur métier, mais contribuer à son adaptation, et éventuellement en corrigeant des anomalies.

Cette responsabilité impose, selon le ministre, une intervention des pouvoirs publics dans quatre domaines : la tarification, les structures, les questions sociales et la modernisation du secteur. En dépit des apaisements qu'il a cherché à apporter à son auditoire, M. Fiterman conserve à l'évidence de l'« économie ouverte » une vision bien différente de celle de M. Voiron. Et il a clairement manifesté sa détermination de ne pas changer. Son symbole animal, à lui, n'est pas le loup, mais le cheval de labour, « animal sensible, attentif à ce qui se passe autour de lui et parfois contraint de ralentir l'allure quand le sol se fait plus dur ou que le soc de la charrue bute contre une pierre, mais qui allie l'obstination à la sagesse et à la constance, et qui, au bout du compte, avance dans son sillon ».

JAMES SARAZIN.

Les assureurs maritimes ne s'inquiètent pas outre mesure «des menaces sur le détroit d'Ormuz»

« Nous avons confiance dans la capacité des marines françaises et américaines à maintenir la liberté de navigation dans le détroit d'Ormuz », a déclaré par le porte-parole des Lyonds, on ne semble pas s'alarmer outre mesure, dans les milieux de l'assurance maritime, en dépit des menaces iraniennes maintes fois répétées de bloquer le détroit d'Ormuz.

Au début de la semaine, l'annonce de la livraison des cinq Super-Étendard avait provoqué une certaine nervosité sur le marché, les assureurs de la City refusant, dans leur ensemble, d'établir des contrats ou de fixer le montant des primes à plus de quarante-huit heures pour les navires se rendant dans le Golfe. Dès mercredi cependant, ils acceptaient à nouveau de conclure des contrats à sept jours, les armateurs devaient cependant contacter leur assureur quarante-huit heures avant d'atteindre le 24^e parallèle, c'est-à-dire l'entrée du Golfe.

En fait, aux yeux des assureurs, la situation se présente très différemment selon la région du Golfe considérée. « Les surpries pour risque de guerre augmentent légèrement pour les pétroliers se rendant au terminal iranien de l'île de Kharg,

précise le porte-parole des Lyonds, mais elles restent inférieures à 1 % de la valeur assurée. »

A Paris, au Groupement d'assurances de risques exceptionnels (Garex), on avançait, vendredi, les cotations suivantes : pour la partie occidentale du Golfe, jusqu'à Kowet, la surprime ne dépasse pas 0,0375 %. Il en coûte plus cher aux armateurs qui envoient un pétrolier vers l'île de Kharg (0,075 %). Quant à celui qui veut armer un navire à destination du port iranien de Bandar-Khomeini, il doit acquiescer une surprime variant entre 5 % et 10 % de la valeur assurée.

Il est vrai que, à en croire les statistiques des Lyonds, depuis trois ans que dure le conflit irakien-iranien, quarante et un navires ont déjà été coulés par l'un ou l'autre des belligérants.

FAITS ET CHIFFRES

• Semaine d'action des mineurs C.G.T. — La Fédération du sous-sol C.G.T., a annoncé une semaine d'action du 17 au 22 octobre pour protester notamment contre la « liquidation de l'industrie charbonnière » : le plan de l'Etat en 1984 entraîne, selon elle, de nouvelles fermetures de puits. Dans les mines de fer de Lorraine de nouvelles suppressions d'emploi sont en cours et la situation des ardoisiers est « catastrophique ».

• Manifestations de professions libérales. — La journée d'action du Centre national des professions de santé et de l'Union nationale des associations de professions libérales a été marquée par la fermeture d'un grand nombre de cabinets médicaux et dentaires ou de pharmacies en Aquitaine et dans certains départements de Midi-Pyrénées (Gers, Tarn-et-Garonne, Hautes-Pyrénées), ainsi qu'à Dunkerque. Une manifestation d'automobilistes a créé des embouteillages à Marseille. Des meetings ont eu lieu à Caen, Dijon, Nancy, Nice et Rouen.

• Pechiney et la firme américaine Hercules suspendent leur projet commun dans les fibres de carbone. — Les deux sociétés, associées dans les fibres de carbone depuis 1981, ont décidé de suspendre les travaux en cours à Pont-de-Claix (Isère) pour réévaluer le marché, qui a progressé deux fois moins vite que prévu depuis un an. L'investissement des deux groupes était de 90 millions de francs pour une capacité de production de 200 tonnes par an. Or le marché européen ne dépassera pas 350 tonnes en 1986 — selon Pechiney — et la concurrence est vive. En France, Elf, associé aux japonais Toray, prévoit une production de 300 tonnes en 1985.

L'ASSEMBLÉE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Des années pour combler les déficits

De notre correspondant

Genève. — Les travaux de la trente et unième assemblée générale de l'Association internationale de sécurité sociale (AISS), qui a son siège dans le bâtiment du Bureau international du travail (BIT), ont réuni, du 3 au 13 octobre, huit cents administrateurs des caisses de sécurité sociale. Ceux-ci ont fait part de leurs préoccupations grandissantes face aux difficultés financières de la protection sociale un peu partout dans le monde. La gravité de la situation s'explique en particulier par la montée du chômage et se concrétise par l'augmentation des dépenses et la diminution des cotisations recouvrables. Il ressort des discussions que, même si quelque miracle économique permettait de mettre fin à la crise dont souffrent les pays industrialisés et les pays pauvres, il faudrait des années pour que soit comblé le déficit des régimes de protection sociale.

L'assemblée n'a pas émis de conclusion. Mais elle a permis de procéder à des échanges de vues sur des problèmes aussi divers que l'âge de la retraite et celui de la poursuite d'une activité rémunérée, l'utilisation de l'informatique, la participation des bénéficiaires aux frais des soins de santé, et l'adaptation des allocations familiales aux revenus des familles. Il a été noté également

que pour les populations des pays pauvres le développement de services sociaux revêt une importance plus grande que les prestations en espèces.

Les administrateurs ont aussi élaboré un programme pour la période 1984-1986 portant notamment sur la compression des coûts, les soins de longue durée, les familles monoparentales, les nouveaux types de maladies professionnelles, la décentralisation administrative, les travailleurs migrants, le concept des droits acquis face à la crise économique, les mesures visant à stimuler l'emploi, et la place de la mutualité dans le concept actuel de la sécurité sociale des travailleurs.

Nombre d'observateurs sont restés sur leur faim. Ainsi l'assemblée s'est déclarée intéressée par la question de la privatisation de l'assurance sociale, sans qu'il ait été suffisamment fait mention à cet égard au rôle des mutuelles dans de nombreux pays développés.

Dans l'ensemble, les participants se sont montrés satisfaits que la sécurité sociale a toujours su préserver sa vitalité. Sans son assistance, ont-ils noté, des bouleversements sociaux plus graves que ceux qui ont pu se produire auraient été à craindre dans les principaux pays industrialisés.

ISABELLE VICHNIAC.

Légère diminution du nombre des chômeurs indemnisés en septembre

Le nombre des chômeurs indemnisés, selon les statistiques provisoires publiées le 14 octobre par l'INEDIC, a baissé de 0,3 % au mois de septembre par rapport au mois d'août. Alors que les chômeurs indemnisés étaient 1 640 823 en août et 1 635 517 en septembre, l'INEDIC observe que la baisse s'explique par les « sorties d'indemnisation d'allocataires parvenus en fin de droit ». Elle précise aussi que les chômeurs ayant déposé une demande d'allocations ne figurent pas dans les comptes et que, ayant fait l'objet d'une décision positive avec effet rétroactif, on peut estimer à 1 867 200 le nombre de chômeurs indemnisés à la fin septembre.

Augmentant légèrement d'un mois sur l'autre, les bénéficiaires de l'allocation de base, qui ont passé de 523 036 à 524 816, les bénéficiaires de l'allocation forfaitaire (de 103 993 à 104 495), de l'allocation spéciale pour licenciement économique (de 91 686 à 92 326), de l'allocation conventionnelle F.N.E. (de 80 010 à 81 542) et de l'allocation conventionnelle de solidarité (de 180 024 à 181 510).

En revanche, les allocations de fin de droit ont diminué, passant de 218 491 à 209 452, ainsi que les garanties de ressources-licenciement (de 204 775 à 203 510) et les garanties de ressources-démissions (de 232 987 à 232 451).

AUTOMOBILE

LES DIFFICULTÉS DE RENAULT SUR LE MARCHÉ FRANÇAIS

Contrairement aux espoirs de ses dirigeants, Renault ne parvient pas à redresser la situation sur le marché français. Bien au contraire, au mois de septembre, la Régie, avec 45 551 véhicules immatriculés, perd 23,1 % par rapport à septembre 1982 et obtient 34,1 % du marché. Peugeot S.A., en revanche, malgré le déclin de Talbot (- 6,1 %), réalise un bon score grâce à Citroën (+ 20,9 %) et à Pégote (+ 22,5 %) et obtient 33,7 % du marché français (16,7 % pour Peugeot, 13,3 % pour Citroën et 3,7 % pour Talbot).

Les marques étrangères perdent 7,1 % et représentent 32,3 % d'un marché lui-même en régression de 7 %. Les quatre derniers mois de 1982 avaient été exceptionnels, souligne la Chambre syndicale qui publie ces chiffres provisoires. Les quatre derniers mois de 1983 devaient, en étant plus normaux, être en baisse par rapport à l'an passé.

Sur neuf mois, Renault obtient 34,5 % du marché, Peugeot S.A. 32,8 % (13,2 % pour Citroën, 15 % pour Peugeot et 4,6 % pour Talbot) et les étrangères 32,7 %. Si Renault (- 10,6 %) et Talbot (- 15,6 %) sont en baisse par rapport aux neuf premiers mois de 1982, Peugeot (+ 18,2 %) et Citroën (+ 4,2 %) se redressent, et les étrangères gagnent 6 % sur un marché à peu près stable (- 0,3 %).

• Moto : B.F.G. va pouvoir poursuivre son activité. — Seul constructeur français de grosse cylindrée, B.F.G. vient de recevoir le soutien financier qui conditionnait sa survie. Les dirigeants de l'entreprise avaient menacé à plusieurs reprises d'arrêter les ateliers de Chambéry (vingt-cinq salariés) si les pouvoirs publics ne les aidaient pas.

L'ACCORD G.M.-TOYOTA « EN BALANCE »

Le projet de construction d'une automobile de moyenne cylindrée entre le constructeur américain General Motors et le groupe japonais Toyota est « en balance » du fait du refus des Japonais de fournir les documents demandés par la commission fédérale du commerce. C'est du moins ce qu'affirmait, le 14 octobre à Los Angeles, le président de G.M.

La commission est chargée d'une enquête sur une éventuelle atteinte de ce projet aux lois anti-trust. « Un grand nombre des choses demandées par la commission fédérale du commerce semblent étranges aux Japonais », a souligné le président de G.M.

L'annonce, le 14 février, du projet de construction par General Motors et Toyota de deux cent mille voitures par an en commun dans une usine de Fremont en Californie avait suscité une vive inquiétude, notamment chez Chrysler et Ford qui avaient dénoncé la violation des lois anti-trust par le rapprochement de deux des trois premiers constructeurs mondiaux d'automobiles. — (A.F.P.)

• Eastern Airlines érite la faillite. — Les cinq mille huit cents navigateurs de la compagnie aérienne américaine Eastern Airlines ont voté, mercredi 12 octobre, avec la direction un accord sur le renouvellement de leur convention collective. Il y a deux semaines, la compagnie avait obtenu du reste de son personnel le principe d'une réduction de salaires de 15 %. Mais les navigateurs avaient refusé la proposition et menaçaient de se mettre en grève. L'accord de mercredi, dont les détails n'ont pas été révélés, évitait à Eastern Airlines de tomber sous le coup de la loi sur les faillites. — (A.F.P.)

LES CONTRATS DE SOLIDARITÉ DE GILLETTE-FRANCE

Une histoire à rebondissements

Qu'advient-il des clauses d'un contrat de solidarité quand, pour une raison précise, un changement intervient dans l'entreprise qui s'est engagée vis-à-vis de l'Etat ?

Ce cas d'école, qui n'avait sûrement pas été prévu lors de la mise en place des contrats de solidarité, se pose avec l'affaire Gillette-France.

De notre envoyé spécial

Annecy. — A entendre la section C.F.D.T. qui a obtenu 80 % des suffrages lors des dernières élections professionnelles, la nouvelle direction de Gillette-France-S.A. aurait mis au point une « arnaque » au contrat de solidarité, aussi astucieuse qu'imparable. Une martingale diabolique. « Du beau travail... », avoue même M. Pierre Dussollet, le secrétaire C.F.D.T. du comité d'entreprise.

Selon la version de la C.F.D.T. M. Jacques Lagarde, à peine installé à son fauteuil de P.-D.G. en novembre 1981, concocte deux opérations qu'il va mener de pair. Avec le personnel de Gillette à Annecy, il va négocier un contrat de solidarité qui sera finalement approuvé, le 7 juin 1982, par le comité d'entreprise. Avec l'entreprise-croquet, il va négocier un contrat de solidarité qui sera finalement approuvé, le 7 juin 1982, par le comité d'entreprise.

Aux travailleurs d'Annecy, Gillette-France-S.A., qui gagne beaucoup d'argent (30 millions de francs de bénéfices nets en 1982), propose de quitter l'entreprise à partir de septembre, non seulement avec la garantie de 70 % du salaire antérieur, mais avec une prime de départ équivalente aux 30 % restants calculés sur 13,5 mois et multipliée par 5 ans, même si le précaire est âgé de soixante-quatre ans.

Aux travailleurs de La Balme, inactifs des difficultés croissantes de Cricket-S.A. et qui connaissent le chômage partiel, Gillette-S.A. garantit la reprise de tous les contrats de travail et une harmonisation, en cinq ans, de leurs avantages avec ceux d'Annecy.

Bien évidemment les deux comités d'entreprise devaient accepter ces conditions. « La pression a été forte... Nous ne pouvions refuser », reconnaît M. Pierre Dussollet, en évoquant les quatre-vingt-six candidats au départ chez Gillette et l'assurance de sauver les travailleurs de La Balme.

Le cœur du débat

Pourtant, dès cette époque, la C.F.D.T. s'inquiète d'un point qu'elle évoque lors d'un comité d'entreprise et qui est devenu, aujourd'hui, le cœur du débat. Tout contrat de solidarité signé entre une entreprise et l'Etat prévoit en effet un effectif de référence que la société s'engage à maintenir par des embauches équivalent au nombre des départs. En l'occurrence, Gillette promettait de retrouver, au plus tard pour le 31 décembre 1983, son effectif de décembre 1982, à savoir 1 052 personnes. Mais, entre-temps, la société prévoyait l'intégration, de fait, des 318 salariés de La Balme.

« 1 052 plus 318 égaient 1 370 emplois, calcule M. Dussollet. Or à fin juillet 1983, nous étions 1 003 à Annecy et 303 à La Balme, soit 1 306. Il manque donc 64 personnes pour que le contrat de solidarité soit respecté... »

Ainsi s'élevait la conviction de la C.F.D.T. : la direction aurait mené cette double opération, tout en bénéficiant de l'accord et des aides des pouvoirs publics, pour pouvoir mieux disposer d'oo volant de dégraissage qui atteindrait, si l'on retient un « scénario catastrophe », le chiffre fatidique de 1 052 salariés pour les deux

unités. « Il s'agit d'un détournement du contrat », proclame la C.F.D.T. M. Lagarde a profité d'une faille et il nous a grugés. »

A l'appui de cette démonstration, la C.F.D.T. exhibe une circulaire du ministère chargé de l'emploi, en date du 6 juin 1983, et signée par M. Mignot, délégué à l'emploi, qui précise que « lorsqu'une entreprise qui a conclu un contrat de solidarité absorbe tout ou partie d'une autre entreprise, et poursuit en conséquence les contrats de travail des salariés en application de l'article L-122-12 du code du travail, il convient de corriger en hausse l'effectif de référence... »

« Cette correction, ajoute le texte, est indispensable pour garantir l'effet emploi du contrat de solidarité. A défaut, le maintien de l'effectif pourrait être réalisé en tout ou partie par le biais de cette absorption, et le niveau global réel de l'emploi diminuerait. »

Persuadés d'avoir été abusés, les élus C.F.D.T. et F.O. du comité central d'entreprise s'adressent alors au ministère pour trancher le débat. Et, le 1^{er} septembre, ils reçoivent une lettre qui stipule que « cette société a repris les activités et le personnel de Cricket et, de ce fait, aurait dû réviser en hausse l'effectif qu'elle s'est engagée à maintenir... »

Dès lors, la C.F.D.T. a crié à « l'arnaque » et s'engage dans une campagne qui lui vaudra l'accusation de « dénonciation calomnieuse » lancée par la direction qui poursuit trois délégués en justice. L'affaire, Gillette commence.

M. Jacques Lagarde et, avec lui, le comité de direction ont guère apprécié que Gillette soit mis publiquement en cause. « Nous tenons et tiendrons nos engagements », rétorque le P.-D.G. en rappelant que la société a recruté 47 jeunes chômeurs auprès de l'A.N.P.E. et procédé à 52 embauches qui se sont ainsi substituées aux 86 départs en préretraite. « Surtout », souligne M. Lagarde, nous avons sauvé Cricket, qui, sans nous, aurait licencié 80 personnes... »

Coiffait donc, il affirme : « Nous avons utilisé les textes tels qu'ils existaient à l'époque », et il ajoute que l'effectif de référence de 1 052 personnes est « complètement théorique ».

Prudence et perplexité

Pour le reste, l'affaire Gillette lui paraît montée de toutes pièces. Conformément aux engagements pris auprès de la direction départementale du travail et de l'emploi, l'entreprise a procédé à aucun licenciement économique, a supprimé le chômage partiel chez Cricket et, par un accord paritaire, a promis de maintenir les effectifs jusqu'au 31 mars 1984. Il n'a donc rien à se reprocher et estime avoir été clair, dès l'origine. « Je n'ai jamais dit, par exemple, que les départs naturels seraient automatiquement remplacés. J'ai également refusé de garantir le maintien des effectifs pendant cinq années, comme le demandaient les syndicats », rappelle M. Lagarde, qui ajoute que, pour l'avenir, « personne ne peut savoir comment la situation évoluera ». Tout dépendra du succès du plan de restructuration industrielle entreprise. Après tout, le contrat de location-gérance avec Cricket peut être dénoncé et le « pari » de Gillette être perdu...

Garante de l'application du contrat de solidarité, la direction départementale du travail de Haute-Savoie, de son côté, ne cache pas son embarras. Gillette est un gros employeur, à Annecy, et, plusieurs fois, la direction a demandé des dérogations qui ont parfois été accordées, comme dans le cas du contrat de solidarité.

M. Mossu, le directeur départemental, laisse entendre sa perplexité en se retranchant derrière une analyse très juridique de la circulaire ministérielle du 6 juin 1983, qui semble donner raison à la section C.F.D.T. Ce qu'il résume en trois questions : « Le contrat de solidarité ayant été signé le 7 juin 1982, peut-on lui opposer un texte qui lui est postérieur, même si celui-ci correspond

à l'esprit de la réglementation ? S'agissant d'un contrat de location-gérance à titre précaire, renouvelable tous les trois ans, peut-on parler d'une « absorption », même si, en période de crise, les entreprises en difficulté sont de plus en plus reprises par une autre selon cette formule prudente ? Enfin, peut-on considérer que les termes « corriger en hausse » s'interprètent comme la simple addition des deux effectifs de référence, en l'occurrence 1 052 et 318 personnes ? »

A ces observations, on pourrait encore ajouter que la lettre de réponse du ministère, datée du 1^{er} septembre 1983, se garde de mentionner l'existence de la fameuse circulaire et qu'elle précise « un nouvel examen de cette affaire » par la direction départementale, laquelle souhaite d'abord des éclaircissements.

En attendant, affirment les syndicats C.F.D.T. et F.O., la direction départementale n'aurait pas veillé à ce que tout départ d'un préretré soit compensé « dans un délai de trois mois » et n'aurait pas procédé à la vérification mensuelle de l'application du contrat de solidarité. Mais M. Mossu, rassurant, affirme que, en tout état de cause, « nous serons en mesure de dire au 31 décembre 1983 si Gillette-France comprend bien 1 052 salariés, malgré l'extrême imbrication survenue entre l'usine d'Annecy et celle de Cricket-La Balme. »

Comme si la complexité technique de l'affaire n'était pas suffi-

sante, il s'y greffe, enfin, une dimension personnelle qui obscurcit tout à plaisir. Ici, on trouve, en effet, M. Jean-Pierre Taubhans, quarante ans, le type même du cadre supérieur promis à un bel avenir, et devant directeur adjoint du personnel de Gillette-France et, depuis quelques mois seulement, délégué syndical C.F.D.T. de la même société.

Or, en 1977, M. Taubhans, directeur du personnel, s'était fait connaître, ou plutôt avait fait connaître son entreprise, Cricket-S.A. à La Balme, avec une « innovation sociale » qui déjà fit grand bruit à l'époque. Il s'agissait de l'octroi d'une prime de départ volontaire de 30 000 F pour résorber, sans heurts, une situation de sureffectif. Et un jour et demi, 200 personnes décidèrent de quitter Cricket, délégués C.F.D.T. et C.G.T. en tête. Seuls les délégués F.O., méfiants, restèrent...

Conflit de personnes

Aussitôt repéré par la maison-mère Gillette Company, M. Taubhans fut appelé à Boston, où il fut chargé de la coordination des politiques sociales des filiales du groupe dans l'hémisphère Nord. Puis en 1981, alors que la direction générale de Gillette était confiée à M. Lagarde, on lui demanda de prendre la direction du personnel à Annecy.

Que se passa-t-il alors ? Nul ne le dit avec précision. La C.F.D.T. proteste contre l'arrivée du « licencié professionnel », et le nouveau P.-D.G., fart de l'autono-

mie accordée à la filiale d'une multinationale, attribua un rôle plus modeste à M. Taubhans. En mars 1983, celui-ci rejoignait la C.F.D.T. et, dans une lettre ouverte adressée à tous les militants, intitulée : « Pourquoi j'adhère », expliquait que cet engagement « a pour moi le poids d'un destin, l'ampleur d'un accomplissement ».

Dès lors, bien que les principaux protagonistes s'en défendent, l'affaire du contrat de solidarité de Gillette-France, qui devait éclater quelques mois plus tard, ne pouvait prendre qu'un tour passionnel où les arrière-pensées l'emportent parfois sur la raison. D'ailleurs M. Lagarde ne se prive pas de faire observer que la section C.F.D.T., par coïncidence, a enfreint une règle intangible de la société en adressant une lettre — en anglais — au P.-D.G. de Gillette Company à Boston. « Elle a affirmé que les représentants C.F.D.T., F.O. et C.G.C. au comité central d'entreprise voulaient me poursuivre devant les tribunaux pour délit d'entrave, ce qui est faux, tempête-t-il. Obligée de diffuser une traduction française de son texte, la C.F.D.T. a omis ce passage ! »

Depuis, nombre de personnes, dans l'entreprise, sont persuadées que « l'arnaque au contrat de solidarité » cache un conflit de personnes entre M. Lagarde et M. Taubhans. Le comité de direction s'est, bien sûr, solidarisé avec son P.-D.G., et de nombreux cadres se sont pas loia de penser que le brillant ex-directeur du

personnel de Cricket-S.A. « s'est fauvoyé ».

« Ils ne peuvent pas comprendre, j'ai enfin découvert l'ami-tié », réplique M. Taubhans, dont l'attitude évoque — est-ce la proximité de la Suisse dont Annecy a la propriété — l'histoire de ce cadre en rupture de ban que racontait le film d'Alain Tanner, *Charles mort au vif*. Son comportement « anormal » le condamne dans une société rigoureuse qui n'admettait pas qu'il vive, après coup, sa crise de conscience soixante-huitarde.

Toujours est-il que la C.G.C., qui critique vertement les méthodes de la C.F.D.T. et doute de la sincérité de son nouveau délégué syndical, voudrait bien connaître le fin mot de l'affaire et demande « des réponses claires, précises et franches » pour preuve de la bonne volonté sociale de la direction. De même, la section F.O. de La Balme, tout en parageant les inquiétudes de la C.F.D.T., veut se démarquer de « la campagne menée » et ne peut oublier le rôle joué autrefois, chez Cricket, par M. Jean-Pierre Taubhans.

Si la réponse sur le fond du problème posé appartient désormais aux pouvoirs publics, il est également clair que quelque chose est cassé, irrémédiablement, chez Gillette, comme en témoigne l'épisode judiciaire qui se prépare. Quelle que soit l'issue, il est probable que tout le monde aura définitivement perdu.

ALAIN LEBEAUE.

AVEC 475 F DEVEZ-VOUS COPROPRIETAIRE D'UN IMMEUBLE DE BUREAUX, FIFTH AVENUE A NEW-YORK



475 F est le prix (valeur 1^{er} octobre) de l'action Rodamco cotée en bourse. L'achat d'une seule action Rodamco suffit pour devenir copropriétaire d'un portefeuille immobilier international diversifié qui comprend des programmes commerciaux de première catégorie. Rodamco possède, par exemple, par le biais de sa participation dans Hexalon, l'immeuble de bureaux, 745 Fifth Avenue, à New-York. Rodamco gère un actif net de l'ordre de 2,4 milliards de F, dont la moitié environ a été placée aux USA, avec des résultats très satisfaisants et d'excellentes perspectives.

Comme il ressort du rapport annuel 1982/1983, les investisseurs ont pu récolter les fruits de la politique de Rodamco : le résultat global d'un placement en actions Rodamco aura été de 24,3% sur 12 mois. Un résultat intéressant ? Pour de plus amples informations, il vous suffit d'envoyer le bon ci-dessous.

RODAMCO: LE FONDS IMMOBILIER DU GROUPE ROBECO

Rodamco, Postbus 973, 3000 AZ Rotterdam, Pays-Bas.

Nom: (caractères d'imprimerie s.v.p.)

Adresse:

Code postal et ville:

RODAMCO

Crédits - Changes - Grands marchés

L'euromarché

Le Portugal récompensé

La communauté bancaire internationale reconnaît les efforts d'austérité méritoires du gouvernement portugais. Au cours d'une réunion mercredi 12 octobre, à Londres, quinze puissantes eurobanques ont décidé d'offrir au Portugal un important eurocrédit, puisque son montant pourra aller jusqu'à 350 millions de dollars. D'une durée de sept ans, son taux d'intérêt variable se calculera à partir soit du Libor soit du taux de base bancaire en vigueur aux Etats-Unis (« Prime rate »). Au premier s'ajoutera une marge de 0,875 % et au second de 0,50 %. En outre, les banques recevront une commission de quelque 2,19 millions de dollars qu'elles se répartiront entre elles.

C'est au cours de la dernière réunion du F.M.I. à Washington que l'opération a été mise sur pied entre les autorités portugaises et les présidents d'un certain nombre de banques internationales. C'était apparemment une bonne approche, puisque quelques mois plus tôt la tentative visant à lever un eurocrédit pour le Portugal par la méthode traditionnelle avait assez lamentablement échoué. Cette fois-ci, la volonté d'un petit groupe d'hommes décidés a réussi à surmonter les obstacles.

Le marché international des capitaux entend rester dynamique. Malheureusement les fluctuations importantes des cours des euro-emissions antérieures, reflétant les appréhensions de New-York, pesent lourdement sur les placements nouveaux. Les prix ont en moyenne baissé de 1,5 à 2 points cette semaine.

Dans le secteur libellé en dollars, 850 millions de papier nouveau ont simultanément été offerts depuis lundi, dont 300 millions par le gouvernement canadien, à des conditions particulièrement agressives. D'une durée de cinq ans, il a en effet été proposé au pair avec un coupon annuel de seulement 10,875 %. Sur ces bases qui représentent un rendement bien inférieur à ce que procurent les bons du Trésor américains de même durée, il a fallu toute la puissance et l'expertise majestueuse de la Deutschebank, l'établissement chef de file, pour que compte tenu de l'ampleur de son volume, l'émission canadienne ne s'effondre pas complètement sur le marché gris. Elle ne s'en traitait pas moins vendue à seulement 98,25-98,125.

L'organisme de financement des exportations norvégiennes, Exportfinans, a lui aussi fortement pâti des pressions baissières sur les cours du marché secondaire. L'euro-emission à sept ans de 100 millions de dollars qu'il s'était aventuré à lancer jeudi matin à partir d'un prix au pair et

d'un coupon annuel de 11,50 se trouvait, à la veille du week-end, sanctionnée par une sévère déroute de l'ordre de 2,5 points.

Il en a été à peu près de même de l'euro-emission de 75 millions de dollars sur sept ans qu'est venu proposer le même jour la communauté urbaine de Montréal. Malgré un coupon de 12 % par an, il est resté nettement offert en dessous de 98 sur le marché gris (celui qui s'établit entre les banques pendant la période de souscription publique), alors qu'il sera émis au pair.

Les 75 millions de dollars avec warrants que la Banque nordique d'investissements a lancé en même temps ne pouvaient aussi que se heurter à la réserve généralisée des investisseurs. A chaque « note » (obligation à moins de dix ans d'échéance) d'une durée de sept ans dotée d'un coupon annuel de 11,75 % et d'un prix de 97,75, avec un coupon de 11,75 %, il est resté nettement offert en dessous de 98 sur le marché gris, tandis que les warrants oscillaient aux alentours de 18,75 dollars.

E.D.F. fait un tabac

Ce soir, tout compte fait les emprunts internationaux libellés en deutschmarks et en florins qui, pour l'instant, ont le meilleur comportement.

La Banque asiatique de développement a tout de suite recueilli un bon accueil, vendredi matin, avec une émission de 200 millions de deutschmarks qui videra à échéance en 1993. Les obligations qui seront émises au pair sont assorties d'un coupon annuel de 8,50 %. Une telle générosité a immédiatement porté ses fruits. Dans l'heure qui a suivi son lancement, l'emprunt a été offert avec une prime de 0,25.

E.D.F. a, de son côté, fait un tabac avec une émission de 150 millions de florins sur le marché néerlandais des capitaux. Elle est garantie par la République française et pendant ses dix ans d'existence, elle portera un intérêt de 8,75 % par an. En outre, son prix sera de 99,50 alors qu'elle sera remboursée à échéance au pair. De telles conditions n'ont pas manqué de séduire parce que, au même moment, la Banque mondiale abaissait à 8,50 le coupon accompagnant son emprunt de 300 millions de florins à dix ans, dont la souscription publique venait de se terminer et qui, lui, sera directement émis au pair.

francs maximum, à 14,20 % et sur sept ans, l'autre à taux véritable (T.M.O.) sur huit ans. Ensuite, vient la Caisse centrale des Banques populaires, pour 1 milliard de francs, avec une tranche de 750 millions de francs à taux fixe (14,40 %) et une tranche de 250 millions de francs à taux variable (T.M.O.). Si le marché n'a guère d'indécisions sur le plan du crédit agricole, que la « banque verte » a gardé pour ses propres clients, ce revanche, il a relevé que celui des Banques populaires à taux fixe se plaçait médiocrement. C'est le cas également, pour les 400 millions de francs à 14,50 % demandés par FICO-France, établissement financier du Groupe de la maison familiale (G.M.F.). Il faudra attendre la semaine prochaine, avec, sans doute, les S.R.D., qui a fait solliciter le marché pour un montant important, pour avoir une idée exacte de la température.

CHRISTOPHER HUGHES.

Marché monétaire et obligataire

Nouvelles inquiétudes

Une brise contraire a soufflé cette semaine sur les marchés financiers mondiaux, où, contrairement aux pronostics de la période précédente, les taux d'intérêt se sont orientés à la hausse, les taux américains s'étant, ainsi, plus de déteints pour l'instant, l'euro-dollar à six mois, véritable thermomètre, ayant même progressé de 1/4 % à presque 9 3/4 % - 9 7/8 %.

Qu'est-ce qui a donc pu inverser la tendance, qui a soudainement ? Tout simplement les propos de M. Paul Volcker, président vigilant de la Réserve fédérale des Etats-Unis, la FED. A Hooofulu, au congrès annuel de l'Association américaine des banquiers, M. Volcker a clairement réaffirmé qu'il n'était pas question, pour la FED, de ralentir les efforts qu'elle a précédemment déployés pour stabiliser les prix. « Cette considération doit rester prioritaire dans notre esprit lorsque nous formulons la politique monétaire, et elle restera nécessairement la marge de manœuvre dont nous disposons face à la demande de crédit, qu'elle soit d'origine publique ou privée, comme dans le contrôle de l'évolution de la masse monétaire ».

Ces fermes propos ont laissé supposer que les autorités monétaires, anxieuses de tuer dans l'oeuf tout retour offensif de l'inflation, n'allaient guère assouplir leur politique, avec, pour conséquence, l'impossibilité de voir les taux baisser. Ces taux risquent, même, de s'orienter à la hausse, en décembre prochain, estime M. Henry Kaufman, le « gourou » new-yorkais bien connu.

Quant à la masse monétaire, la publication hebdomadaire de ses chiffres donne moins la fièvre actuellement, bien que les milieux

financiers, à la veille du week-end, attendaient une augmentation de 1 à 1,4 milliard de dollars. En fait, elle a diminué de 1,1 milliard, mais les statistiques de cette semaine sont réputées peu significatives en raison d'une plus forte émission de certificats de dépôt par les banques qui provoque des transferts entre les définitions M1 et M2 de la masse. Toujours des problèmes de vases communicants.

En Europe, la Bundesbank n'a pas attendu la publication de la politique monétaire, injectant seulement des disponibilités pour maintenir le niveau actuel. En France, c'est le statu quo, l'évolution boursière du Système monétaire européen n'autorisant aucune fantaisie.

Un marché obligataire ambigu

En cette première moitié du mois d'octobre, le marché obligataire français semble un peu saturé. Il est vrai que les émissions ont jusqu'à maintenant largement dépassé 150 milliards de francs. Son comportement apparaît, ainsi, quelque peu ambigu ; une méfiance subsiste vis-à-vis des taux fixes, dans la crainte d'une tension ultérieure, ce cas de tempête monétaire, par exemple.

A vrai dire, les emprunts figurant au calendrier de la semaine ne permettent pas tout à fait de porter un jugement sur le marché primaire. Les deux plus gros sont pratiquement placés dans les réseaux des établissements financiers. Il s'agit, d'abord, de la Caisse nationale de crédit agricole, avec 3,6 milliards de francs, à deux tranches, l'une à taux fixe de 2,6 milliards de francs minimum, et de 3,1 milliards de

Pour sa part, le secteur du marché euro-obligataire libellé en ECU souffre d'un trop grand nombre d'émissions. Celles-ci se sont succédées sans répit depuis maintenant plus de trois mois et, malgré toute sa bonne volonté, la capacité d'absorption du dentiste belge a des limites. Les investisseurs institutionnels s'adressant à l'ECU ne sont pas encore assez nombreux pour éponger l'excès de papier offert par des emprunteurs de tous bords.

Cette semaine, c'est la Banque européenne d'investissements (B.E.I.) qui est venue solliciter ce marché avec un euro-emprunt de 50 millions d'ECU, dont la durée s'étendra sur dix ans. Les euro-obligations, dont le prix d'émission sera fixé mercredi prochain, comportent un coupon annuel de 11,125 %. C'est évidemment un peu maigre et le placement s'en est trouvé ralenti. La B.E.I. restait toutefois l'un des plus beaux fleurons de l'euro-marché, son papier finira avec le temps par trouver le chemin des portefeuilles.

Par contre, l'Italie risque d'avoir beaucoup plus de mal à faire avaler son euro-emission en ECU, qui devrait voir le jour aux environs du 29 octobre. D'un montant de 60 millions d'une durée de sept ans, elle sera la partie internationale d'un emprunt totalisant 600 millions d'ECU. La B.E.I. a, comme on le murmure, la tranche euro-obligataire est lancée avec un coupon de seulement 11,50 %, il faudra aux banques un énorme pouvoir de conviction pour susciter l'intérêt des investisseurs.

Le coupon envisagé paraît nettement insuffisant alors que les émissions italiennes antérieures se traitent sur le marché secondaire de manière à donner des rendements annuels de l'ordre de 12,25 %. C'est donc un coupon d'au moins 12 % qui devrait accompagner la nouvelle euro-emission. Mais la Société générale de banque à Bruxelles - qui la dirigera - paraît bien décidée à n'offrir que 11,50 %. En attendant, les dévots grincent dans les chaudières belges et luxembourgeoises.

Toujours dans le domaine de l'ECU, mais dans le secteur des euro-crédits, la Société française des télécommunications (France-tel) est en train de drainer 25 millions d'ECU. Ce prêt bancaire, d'une durée de huit ans, sera assorti d'un taux d'intérêt fixe de 12,50 %, l'ajout, au taux offert sur les dépôts en ECU à trois ou six mois, de 0,375 % durant les trois premières années, puis de 0,50 % pendant les cinq suivantes. L'opération bénéficie de la garantie de la France.

CHRISTOPHER HUGHES.

Les devises et l'or

Remontée subite du dollar

Changement à vue sur les marchés des changes, où la baisse du dollar, qui s'accélérait la semaine dernière, a brutalement fait place à une remontée rapide au voisinage du cours en vigueur il y a quinze jours, soit à 3,07 F à Paris et environ 2,62 DM à Francfort. Cette remontée s'explique, notamment, aux dépens du mark, qui a fait baisser un peu le cours de cette devise à Paris, après sa poussée des jours précédents.

A l'origine de ce renversement de tendance, on trouve, dans une certaine mesure, la montée brutale de la tension dans le golfe Persique, avec la menace iranienne de bloquer le détroit d'Ormuz, et l'afflux de bateaux de guerre dans l'océan Indien. Mais ce sont surtout les propos tenus par M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale des Etats-Unis, sur l'absolue nécessité de stabiliser les prix, qui ont provoqué la reprise du cours de la monnaie américaine (voir en rubrique « Marché monétaire et obligataire »). La hausse des taux qui s'en est ensuivie a eu un effet magique sur les marchés des changes, dopant littéralement le dollar.

A la veille du week-end, toutefois, l'absence de nouvelles faibleses en provenance du golfe Persique et l'annonce que les prix américains à la production n'avaient augmenté que de 0,2 % en septembre ont fait légèrement fléchir les cours de la devise américaine, qui avaient touché 8,03 F et près de 2,63 DM au début de l'après-midi du vendredi 14 octobre.

En Europe, les tensions se sont relâchées au sein du système monétaire européen. Le franc belge a

quitté le plancher, et le mark, déprimé par le raffermissement surprise du dollar, a un peu reculé dans le système après la remontée éclair de la semaine dernière. Du coup, le cours de la monnaie allemande, qui avait franchi son cours à pivot à Paris (3,066 F) pour atteindre 3,07 F, a cédé un peu de terrain, revenant un peu en dessous de 3,055 F à la veille du week-end. La Banque de France a pu, estime-t-on, récupérer les devises qu'elle avait consacrées, la semaine précédente, à freiner la montée du mark.

Il n'en reste pas moins que les rumeurs de réaménagement du S.M.E. ont recommencé à courir, avec des pronostics assez pessimistes. Dans son dernier bulletin mensuel de perspectives financières, la Lloyds Bank, no des quatre grands établissements britanniques, prévoit un réajustement des monnaies du S.M.E. « probablement » d'ici à la fin de l'année et, pour faire bonne mesure, au deuxième trimestre 1984. Et raison des écarts d'inflation, estime la banque, le franc et le franc français se déprécieraient de 17 % vis-à-vis du mark dans les douze prochains mois, tandis que la monnaie allemande et le franc suisse progresseraient de 14 % vis-à-vis du dollar. Pour la Westdeutsche Landesbank, en revanche, malgré l'éventualité d'une nouvelle vague de spéculations en décembre ou même en novembre 1983, les parités au sein du S.M.E. devraient pouvoir être maintenues jusqu'en printemps 1984, avec une dévaluation du franc moins prononcée qu'en mars 1983, et, bien entendu, une nouvelle réva-

luation du mark. C'est également l'avis des analystes monétaires londoniens Maxwell Stamp Associates : ils prévoient, en outre, que la reprise de la chute du dollar, attendue au cours des prochaines semaines, fera tomber, avant la fin de l'année, le franc français à son plancher au sein du S.M.E., avec un mark à son plafond de 3,136 F à Paris. Mais, en même temps, le franc se raffermira à l'égard du dollar (7,60 F) et de la livre.

Pour la France, un tel pronostic peut être accueilli de différentes façons. Pour M. Jacques Delors, une baisse du dollar est beaucoup plus intéressante qu'une baisse du mark. Néanmoins, une nouvelle tempête au sein du S.M.E., avec la menace d'un quatrième ajustement d'ici à fin octobre 1983, serait fort mal accueillie. Il est pratiquement assuré que le gouvernement français refusera de dévaluer à nouveau le franc, consentant seulement à une réévaluation du mark. De toute façon, l'opération n'est pas urgente, estime M. Delors : « Il faudra voir dans les prochains mois ».

En attendant, la hausse de l'indice des prix de détail français en septembre, qui se situait à 0,7 % à 0,8 %, risque de n'être pas très bien accueillie face au 0,2 % de l'Allemagne.

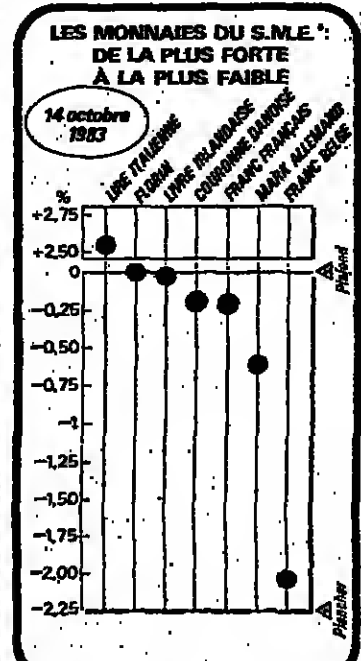
FRANÇOIS RENARD.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 7 AU 14 OCTOBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	SEIL	Franc suisse	Franc belge	Mark	Franc suisse	Franc belge	Mark	Franc suisse
New-York	1,5965	—	12,5078	47,1698	28,1971	1,6786	34,7108	0,6630	—
Paris	1,5965	—	12,5078	47,1698	28,1971	1,6786	34,7108	0,6630	—
Zurich	1,5965	—	12,5078	47,1698	28,1971	1,6786	34,7108	0,6630	—
Frankfurt	1,5965	—	12,5078	47,1698	28,1971	1,6786	34,7108	0,6630	—
Bonn	1,5965	—	12,5078	47,1698	28,1971	1,6786	34,7108	0,6630	—
Amsterdam	1,5965	—	12,5078	47,1698	28,1971	1,6786	34,7108	0,6630	—
Milano	1,5965	—	12,5078	47,1698	28,1971	1,6786	34,7108	0,6630	—
Tokyo	1,5965	—	12,5078	47,1698	28,1971	1,6786	34,7108	0,6630	—

A Paris, 100 francs étaient cotés, le vendredi 14 octobre, 3,4350 F contre 3,4077 F le vendredi 7 octobre.



Les matières premières

Faiblesse persistante du cuivre, fermeté du soja

Malgré la nervosité provoquée par les développements du conflit entre l'Irak et l'Iran, qui ont amené ce dernier pays à menacer de mettre le détroit d'Ormuz sous le contrôle des cours sont restés limités, notamment sur les métaux précieux affectés par le raffermissement du dollar.

MÉTALUX. — La tendance est restée lourde sur le cuivre à la suite du nouveau gonflement des stocks de Londres Metal Exchange et des prévisions de C.R.I. Consultants Inc., une firme spécialisée dans les marchés des métaux. Selon ses estimations, la croissance annuelle de 1,5 % de la demande de métal rouge qui est anticipée sera aisément satisfaite par le potentiel d'accroissement des capacités de production. En revanche, le nickel a fait preuve de fermeté malgré une analyse d'Analystes Metal Trading concluant que les excédents de production de Cuba et de l'U.R.S.S. disponibles pour l'exportation limiteront la hausse des cours.

Parmi les métaux précieux, on remarque le redressement du platine. La décision du producteur sud-africain Rustenburg Platinum d'augmenter sa production n'a pas affecté le cours.

DENREES. — Le café est resté à des niveaux élevés, toujours soutenu par une pénurie de fèves de bonne qualité. A l'inverse, le cacao a reculé malgré l'annonce, inattendue, d'une augmentation de 20,3 % d'une année sur l'autre des broyages en Allemagne de l'Ouest au troisième trimestre.

Initialement ferme dans la perspective d'une perte possible de l'équivalent de 1 million de tonnes sur la récolte betteravière sovié-

que, le sucre a ensuite fléchi sous l'effet de ventes effectuées à New-York et de la récente mise sur le marché de 120 000 tonnes de sucre par l'Inde. Les projections de la firme de statistiques allemande, F.O. Licht, situent la production mondiale à 94,48 millions de tonnes et la consommation à 95,95 millions de tonnes pour la saison 1983-1984, ce qui est interprété comme modérément baissier par les professionnels, qui n'ont, par ailleurs, pas semblé porter beaucoup d'attention aux rumeurs selon lesquelles la C.E.E. pourrait suspendre ses adju-

dications hebdomadaires fautes des fonds nécessaires aux subventions.

CÉRÉALES ET SOJA. — Les mauvaises conditions atmosphériques qui ont perturbé la fin de la moisson en U.R.S.S. ont provoqué une tension sur les cours des céréales ; tandis que le marché des tourteaux de soja a trouvé un motif de hausse dans les nouvelles estimations du département de l'Agriculture des Etats-Unis évaluant la prochaine récolte locale à 41,29 millions de tonnes, alors que les estimations précédentes étaient de 41,78 millions de tonnes.

LES COURS DU 14 OCTOBRE 1983

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

MÉTALUX. — Londres (en sterling par once) : cuivre (high grade), comptant, 973,50 (987) ; à trois mois, 996 (1 009) ; étain comptant, 8 570 (8 490) ; à trois mois, 8 665 (8 570) ; plomb, 284 (281) ; zinc, 573 (563,50) ; aluminium, 1 064 (1 063) ; nickel, 3 190 (3 110) ; argent (en once troy), 691,50 (694,50). — New-York (en cent par once) : cuivre (premier turn), 64,85 (66,60) ; argent (en dollars par once), 10,367 (10,37) ; platine (en dollars par once), 409 (404) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne), 77,50 (77,50) ; or (en once troy), 330,350 (315,355). — Panama : étain (en ringgit par kilo), 29,97 (29,60).

TEXTILES. — New-York (en cent par livre) : coton, décembre, 76,85 (75,60). — Londres (en nouveau pence par kilo), laine (poignée à sec), octobre, 411 (429) ; jute (en livres par tonne), Pakistan, White grade C, 440 (432). — Roubaix (en francs par kilo), laine, 46,20 (46,30).

CAOUTCHOUC. — Londres (en nouveau pence par kilo) : R.S.S. (comptant), 79-80 (77-78,25) ; (en cent des Detroits par kilo) : 261 (252-253).

DENREES. — New-York (en cent par lb) : café pour le cacao, décembre, 1 995 (2 070) ; mars, 2 020 (2 090) ; sucre, janvier, 10,85 (11,25) ; mars, 11,25 (11,80) ; café, décembre, 143 (145) ; mars, 136,90 (138,25). — Londres (en livres par tonne) : sucre, décembre, 176,25 (182,10) ; mars, 183,05 (190,20) ; café, novembre, 1 886 (1 850) ; janvier, 1 874 (1 846) ; cacao, décembre, 1 446 (1 502) ; mars, 1 448 (1 498). — Paris (en francs par quintal) : cacao, décembre, 1 712 (1 800) ; mars, 1 750 (1 807) ; café, novembre, 2 285 (2 205) ; janvier, 2 290 (2 207) ; sucre (en francs par tonne), décembre, 2 147 (2 254) ; mars, 2 308 (2 402) ; tourteaux de soja. — Chicago (en dollars par tonne), décembre, 240,70 (236,40) ; janvier, 241,50 (236,50). — Londres (en livre par tonne), décembre, 192 (187,20) ; février, 198 (193,50).

CÉRÉALES. — Chicago (en cent par boisseau) : blé, décembre, 370 (369 1/2) ; mars, 382 3/4 (383 1/2) ; maïs, décembre, 356 1/4 (352) ; mars, 354 3/4 (354 3/4).

INDICES. — Moody's, 1 041,30 (1 049) ; Rentier, 1 900,6 (1 899,3).

Revue des valeurs

1 dollar

BOURSE DE PARIS

TOUJOURS aussi fermement accroché à la plus haute branche de cet arbre dont on persiste à dire qu'il « ne monte pas jusqu'au ciel », selon le vieux dicton boursier, le marché parisien refuse de lâcher prise. Le très léger repli observé cette semaine en termes d'indicateur (-0,3 %) ne doit pas faire illusion : les valeurs françaises restent fort bien disposées dans leur ensemble, et il s'est agi d'un repli observé à cet égard que l'abaissement de Wall Street a fait au coup de pouce donné aux taux d'intérêt américains et la menace de l'Irak de bloquer le détroit d'Ormuz si les « Super-États-Unis » ne s'effectuent pas à l'Irak (et ailleurs...) n'ont guère eu d'effet sur la corbeille.

A croire que les agents de change étaient beaucoup plus préoccupés par la mise en place, le 24 octobre prochain, de la première étape de la réforme boursière prévue depuis une douzaine d'années et qui passe, notamment, par la suppression du « comptant du terme ». Pour l'instant, les seules manifestations concrètes de cette nouvelle formule de négociation résident dans la suppression de l'ancienne cote en bois de la corbeille et son remplacement par des tables basses accompagnées de revêtements tabourets, qui donnent à l'ensemble « un petit air de Cour des Miracles ». Comme le faisait remarquer un habitué, comme pour la dent dure. C'est tout ? Ah, non ! Il y a aussi l'installation d'une dizaine de terminaux qui prête à la Bourse de Paris un aspect « à la carte », avec l'avantage, pour les professionnels, de planifier harmonieusement sur les claviers pour constater l'irrésistible ascension de leurs actions favorites.

Bien accroché

C'est, justement, sur ces écussons que les familiers de la rue Vivienne ont pu suivre à la trace cette semaine les valeurs qui avaient le vent en poupe après la publication d'excellents résultats semestriels, et qui avaient pour gain, par exemple : Presses de la Cité (+7 %, mercredi, un gain qu'elle devait conserver). Au risque de laisser le lecteur avec les performances renouvelées de ces « belles américaines », qui ont toujours les yeux de Chimène pour Wall Street, il faut bien continuer à citer B.S.N. (très tentée par le marché chinois), L'Air Liquide (hissé vendredi à un cours « rond » de 500 F), sans oublier Most-Hennessy, Perrier, Glaxo des eaux, autant de valeurs qui ont figuré parmi les dix actions les plus activement traitées au mois de septembre, avec, pour chacune d'entre elles, une moyenne quotidienne supérieure à 5 millions de francs, si l'on en croit les dernières statistiques officielles de la Compagnie des agents de change.

En hausse de 90 % depuis le début de l'année, la SCOA a encore chassé des bords de sept lieues, les spécialistes escomptant un redressement plus rapide que prévu de cette entreprise liée au groupe Paribas, lequel a récemment injecté de l'argent frais. Dans un communiqué, la société a confirmé ses espoirs. Si l'exercice 1982-1983 doit encore accuser « une perte sensible », un net redressement a toutefois été constaté par rapport à l'année précédente, et les

Semaine du 10 au 14 octobre 1983

dirigeants tablent sur des pertes consolidées en nette diminution d'un exercice à l'autre.

Voilà pour les bonnes nouvelles. D'autres titres, par contre, ont été beaucoup moins bien lotis. Pour certains, ce n'est pas vraiment une surprise, et personne n'a trouvé à redire à la nouvelle chute de Creusot-Loire (22 % en cinq séances, en dépit d'un redressement intervenu vendredi) et de Schneider. Le repli de Viniprix (14 %) a fait, en revanche, plus d'effet, et les habitués du palais Brongniart en viennent à s'interroger sur la politique du groupe. Prêt à l'égard du grand distributeur, dont il détient déjà plus du tiers du capital.

Comme prévu, le groupe Matra, qui possédait déjà une participation supérieure à 33 % dans le capital de Manurhin, va devenir l'actionnaire « largement majoritaire » de la firme de Mulhouse. Ainsi en a décidé le conseil d'administration de cette dernière le 14 octobre. Il sera intéressant de voir comment vont réagir les deux titres en bourse au cours des prochains jours (la cotation de Manurhin, interrompue le 10 octobre, reprendra le 17 courant) en sachant que Matra doit non seulement convaincre les pouvoirs publics de participer au rattachement de l'endossement de Manurhin (400 millions de francs, en huit mois), mais également essayer d'intégrer une partie des activités de cette firme dans sa propre politique industrielle. Difficile, tout ça !

SERGE MARTI.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Irégulier

La crainte d'une remontée des taux d'intérêt, matérialisée sur les fonds fédéraux en début de semaine, a inhibé les initiatives de nombre d'opérateurs, au demeurant préoccupés par le regain de tension au Proche-Orient, les habitués de Wall Street craignant que les approvisionnements en pétrole des pays industrialisés ne soient perturbés par les risques de conflit entre l'Irak et l'Iran.

Finalement, l'indice des Dow Jones des valeurs industrielles s'est établi, vendredi, à 1 263,51, en baisse de 8,64 points sur la semaine précédente et les analystes new-yorkais considèrent que l'indice ne devrait pas beaucoup progresser au cours des prochains jours.

	Cours 7 oct.	Cours 14 oct.
Alcoa	45 1/2	44 7/8
A.T.T.	64 3/4	64 3/4
Boring	42 7/8	39 7/8
Chase Man. Bank	49 1/8	47 7/8
Du Pont de Nem	50 3/4	51 5/8
Eastman Kodak	72 7/8	71 3/4
Exxon	37	38 7/8
Ford	66 3/8	68 1/8
General Electric	56	53 1/8
General Motors	48 7/8	49 5/8
Goodyear	76 3/8	77 1/2
IBM	315 3/8	311 1/2
I.T.T.	132 3/4	131 3/8
Mobil Oil	46 7/8	42 5/8
Pfizer	38 1/2	31 1/4
Schlumberger	43 7/8	42 1/4
Tesoro	54 1/2	53 3/4
U.S. Steel	35 3/4	34 3/4
Union Carbide	30 1/2	29 3/8
U.S. Steel	68 1/4	65 3/8
Westinghouse	28 3/4	29 3/8
Xerox Corp.	47 1/2	46 3/4
Xerox Corp.	46 1/2	47 7/8

LONDRES

En baisse

A l'exception d'Imperial Chemical Industries en hausse après l'annonce de la mise au point d'une nouvelle fibre chimique et la perspective de sa prochaine introduction à Wall Street, les valeurs actions britanniques se sont repliées dans leur ensemble. Indices « F.T. » : industrielles : 678,5 contre 709,8 ; mines d'or : 551,1 contre 569,7 ; fonds d'Etat : 81,10 contre 82,17. Par ailleurs, les membres du London Stock Exchange se sont prononcés à une large majorité en faveur de l'admission de personnalités étrangères à la Bourse au sein du conseil de direction du marché. Ces « play members » viendront s'intégrer aux quelque neuf-cent-dix membres ou représentants des firmes membres du Stock Exchange qui composent ce conseil.

	Cours 7 oct.	Cours 14 oct.
Beecham	315	303
Bovater	204	196
Brit. Petroleum	430	426
Charter	95	89
Courtauld	54	52
De Beers	820	807
Dunlop	42 1/2	39 3/4
Free State Gold	795	703
Glaxo	550	530
Imperial Chemical	554	578
Shell	582	566
Unilever	843	845
Vickers	113	118
Warren	36 7/8	36 1/4

(*) En dollars.

TOKYO

Hésitant

En dépit d'une forte hausse en milieu de semaine qui a conduit l'indice Nikkei Dow Jones à son plus haut record de 9 563,25 points mercredi, le marché est apparu hésitant. A tel point que, vendredi, les valeurs nippones subissaient leur plus fort recul enregistré en une seule séance depuis un an. A l'issue de la séance de samedi, le Nikkei Dow Jones s'établissait toutefois à 9 384,34 yens (+60,71 yens) et l'indice général à 682,81 (+2,71 yens).

	Cours 7 oct.	Cours 14 oct.
Alcatel	577	560
Bréguet	522	524
Canon	1 460	1 318
Fuji Bank	500	500
Honda Motors	1 630	973
Mitsubishi Electric	1 770	1 500
Mitsubishi Heavy	270	247
Sony Corp.	3 860	3 600
Toyota Motors	1 290	1 220

FRANCFORT

Bien orienté

Sous l'effet d'un regain d'achats pour compte étranger, le marché a été bien orienté dans le sillage des automobiles, de la sidérurgie, indice de la Commerzbank : 973,4 contre 968,4. Selon l'Office fédéral des statistiques de Wiesbaden, les mille trois cent cinquante-neuf sociétés ont versé à leurs actionnaires un dividende moyen de 9,7 % au titre de l'exercice 1982, en baisse par rapport à l'année précédente (110,8 %).

	Cours 7 oct.	Cours 14 oct.
A.E.G.	84	85
B.A.S.F.	155,90	154,50
Bayer	157,60	154,50
Commerzbank	169,50	169,50
Deutschebank	309,50	303,50
Hoechst	166,50	164,20
Karstadt	267	277
Mannesmann	139,20	138
Siemens	359,40	N.C.
Volkswagen	225,10	233,50

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	14-10-83	Diff.
4 1/2 % 1973	1 922	- 1
7 1/2 % 1973	9 725	- 5
10 1/2 % 1975	98,90	- 0,10
P.M.E. 10,6 % 1976	90,05	- 0,05
8,80 % 1977	113,50	- 0,40
10 1/2 % 1978	89	- 0,50
9,80 % 1978	88,25	- 0,13
8,80 % 1978	85,75	- 0,35
9 % 1979	85	- 0,25
10,80 % 1979	98,70	- 0,10
12 % 1980	97,70	- 0,25
13,80 % 1980	101,45	- 0,43
16,75 % 1981	110,35	- 0,20
16,20 % 1982	109,25	- 0,10
15 % 1982	109,50	- 0,25
13,75 % 1982	108,20	- 0,35
C.N.E. 3 %	3 030	- 39
C.N.B. 5 000 F.	101,80	- 0,02
C.N.B. Paribas	181,90	- 0,11
C.N.B. 5 000 F.	101,95	- 0,16
C.N.B. 5 000 F.	101,65	- 0,03

Banques, assurances sociétés d'investissement

	14-10-83	Diff.
Bel Equipement	224	- 4,90
Centrale	295	+ 10
Chirac & Co	204,70	+ 4,70
Banque (Cie)	363	- 3
C.F.F.	548	+ 33
C.F.I.	286	+ 2
Edifrance	694	+ 23
Hélin (La)	290	- 22
Imm. P.M. Moscan	249	- 3,90
Loefrance	229	+ 2
Locobus	395	- 28
Midi	1178	+ 2
Midland Bank	165,5	+ 1,7
O.P.F. (Omn. Fin.)	940	+ 2
Paribas	573	+ 4
Paribas de France	790	+ 5
Préfin	790	+ 5
Schneider	84,50	- 8,50
U.C.B.	179,50	+ 16,50

203,74 millions de francs contre 139,57 millions de francs. Il s'y ajoute 24,61 millions de francs provenant du solde net d'impôt des plus-values de cession (contre 38,88 millions). Le dividende net passe de 27 à 30 francs.

Le bénéfice net de l'Electro-financière, filiale de la Compagnie générale d'électricité, hors plus ou moins values, pour l'exercice 1982-1983 s'élève à 59,27 millions de francs contre 43,94 millions. Le dividende est porté de 27 à 29 francs.

La Société générale ouvre un bureau de représentation à Shenzhen, dans la zone économique spéciale située entre Hongkong et Canton. Cette implantation permet à la banque française de compléter un réseau local qui englobe déjà Pékin, Canton, Hongkong et, depuis peu, Shanghai, en République populaire de Chine.

Mines d'or, diamants

	14-10-83	Diff.
Anglo	1 251	- 24
Anglo-American	197,50	+ 0,40
Bullfinch	535	- 33
De Beers	86,70	- 3,30
Driefontein	438,00	- 24
Free State Gold	795	- 5,40
Goldfields	260	- 1,50
Genor	478	- 12
Harmony	1 320	- 40
Randfontein	380,50	- 11,50
Saint-Hélène	561	+ 2
Western Deep	525	- 29

Produits chimiques

La situation du groupe Hoechst, numéro 1 de la chimie mondiale s'améliore. Pour le premier semestre, son bénéfice consolidé atteint 804 millions de D.M. (+44,1 %). La progression par rapport au second semestre n'est que de 1,2 %. Mais la seconde partie de l'année écoulée avait été marquée par un sensible redressement.

Roussel-Uclaf annonce pour le premier semestre un bénéfice net consolidé de 147,7 millions de F (61,7 %).

	14-10-83	Diff.
Instim Mérieux	780	- 18
Laboratoire Belton	455	+ 33
Nobel-Bord	9	- 1,2
Roussel-Uclaf	595	+ 5
B.A.S.F.	638	- 30
Bayer	635	- 40
Boehringer	675,90	- 34
I.C.I. (I)	94,60	+ 1,7
Norsk-Hydro	788	- 7

(1) Compte tenu d'un coupon de 1,20 F.

Pétroles

	14-10-83	Diff.
Elf-Aquitaine	170	- 5
Elf	342,50	+ 15,70
Francep	416	- 4
Pétroles français	152	- 7
Pétroles B.P.	65,50	- 1,30
Primagaz	285	+ 9
Raffinage	83	- 0,20
Sogehap	445	- 1
Exxon	466,50	+ 7
Petrofina	1100	- 55
Royal Dutch	493	+ 2

Matériel électrique services publics

T.R.T. enregistre pour les six premiers mois de l'année une faible progression (+7,70 %) de son bénéfice net : 20,9 millions de francs contre 19,4 millions de francs. Le chiffre d'affaires s'est accru de 19 %.

Malgré le ralentissement de la consommation des ménages, S.E.B. table pour 1983 sur une légère progression de son résultat favorisée par la croissance soutenue à l'étranger. Au 30 juin, le bénéfice brut atteint 75 millions de francs contre 50 millions de francs un an auparavant.

	14-10-83	Diff.
Alcatel-Athénique	154,70	- 0,30
CIT-Alcatel	1 385	+ 107
Crouzet	125,50	- 0,50
Général des Eaux	401	+ 5
Intertechnique	1 230	+ 15
Legrand	1 985	- 36
Lyonnais des Eaux	755	- 25
Matra	992	- 123
Meris-Gérin	902	- 41
Motex-Leroy-Siméon	5 409	- 21
Moulinex	93,30	+ 3,10
P.M. Labinal	321	- 7
Radiorécepteur	403	- 14
S.E.B.	1 229	- 21
Sigaux	819	- 11
Téléfonie Electrique	1 295	- 25
Thomson-C.S.F.	172,50	- 8,50
L.B.M.	114,90	+ 2,4
L.T.T.	470,90	+ 18,10
Schlumberger (I)	575	- 7
Siemens	1 485	- 55

(1) Compte tenu d'un coupon de 2 F.

Métallurgie construction mécanique

La situation d'Usinor s'aggrave. Pour le premier semestre, sa perte (2 430 millions de francs) est presque double de celle enregistrée l'an passé pour la même période (1 282 millions).

	14-10-83	Diff.
Alsip	76,30	+ 0,20
Anaprep	965	- 41
Arveo-Dessauville	450	- 5
Chant. For Dunk	7,95	- 0,85
Chiers-Chaillou	19,40	+ 8,90
Creusot-Loire	44	- 12,50
De Dietrich	324	- 1
FACOM	750	- 8
Fives-Lille	172	- 1
Fonderie (Générale)	37,20	+ 2,8
Marine-Wendel	73,70	- 1,3
Peugeot	446	- 19
Peugeot S.A.	198	- 9
Poclain	76,90	- 3
Poupin	114,90	+ 2,4
Saugem	139	+ 15
Sautin	17,20	- 1,3
Vallo	289,80	+ 8,8
Vallourec	77,10	- 3

Filatures, textiles, magasins

	14-10-83	Diff.
André Roudière	95	+ 5,30
F.F. Agache-Willis	450	- 20
H.V.	109,20	- 0,80
C.F.A.O.	526	- 2
Damart-Serviposte	1 149	+ 10
Dary	684	- 5,50
D.M.C.	75,50	- 1,50
Galeries Lafayette	150	+ 1,50
La Redoute	1 121	- 39
Nouvelles Galeries	66	- 1,50
Pristemps	115,70	- 0,30
S.C.O.A.	48,90	+ 6,80

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	10 oct	11 oct	12 oct	13 oct	14 oct
Terme	265 727 605	261 477 609	275 713 304	299 172 245	327 726 800
Comptant	1 183 086 525	1 180 894 142	840 965 062	718 324 329	-
Actions	137 407 050	134 500 839	128 876 902	122 485 602	-
Total	1 586 221 180	1 576 872 690	1 245 555 268	1 339 982 176	-

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1982)

	14-10-83	Diff.
Franc	144,3	144,7
Etrang.	158,3	159,7

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 31 décembre 1982)

	14-10-83	Diff.
Tendance	149,7	149,7
Indice gén.	140,9	141,3

(base 100, 31 décembre 1982)

	14-10-83	Diff.
Indice gén.	140,9	141,3

La COB délivre une satisfecit au second marché

Après huit mois de mise à l'épreuve, la commission des opérations de Bourse (COB) a jugé que le fonctionnement du second marché de la Bourse de Paris, créé le 2 février 1983, méritait que l'on dressât un premier bilan de son fonctionnement. D'habitude, évènements de compléments, la COB ne cache pas que, à ses yeux, cette nouvelle structure boursière dotée de procédures d'accueil plus souples que la cote officielle est un « succès », puisqu'au moment où la tour Mirabeau mettait sous presse son dernier bulletin d'information (août-septembre 1983), la cote du second marché comportait déjà trente noms dont dix-neuf (y compris trois sociétés étrangères) provenant, il est vrai, d'un simple transfert de l'ancien « hors-cote spécial ».

Au 31 août dernier, onze sociétés étaient nouvellement inscrites sur le second marché de Paris et de certaines Bourses de province, dont cinq provenaient de l'ancien « hors-cote » (Genty-Cathard, Intrafor-Cofor, banque Pétrofin, Société des garages routiers et la Société de construction générale et de produits manufacturés ou S.C.G.P.M.), et six avaient franchi pour la première fois les portes de la Bourse : Zodiac, Sodexho, Dafsa, Ortiz-Mikn, Smoby, Petit Bateau Valtou.

Le mouvement s'est poursuivi depuis et, pour les seuls mois de septembre et d'octobre, la liste des valeurs nouvelles inscrites au second marché se sera encore allongée d'une demi-douzaine de noms (le Monde date 9-10 octobre 1983), tandis que d'autres candidats sont déjà sur les rangs pour le début du mois prochain. A commencer par Reydel, la 9 novembre sur le second marché de la Bourse de Lille et, surtout, la

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER
3. Le voyage de M. Mitterrand en Belgique.
FRANCE
8. Crise au sein de la communauté juive.
15. L'Élysée et ses gendarmes.
SUPPLÉMENT
11 à 14. Les V ^e Journées internationales de l'IDATE: les réseaux de l'image.
CULTURE
17. Festivals d'automne et de Nancy.
ÉCONOMIE
20. M. Fierman au Congrès des transporteurs routiers.
22. Crédits, changes et grands marchés.
23. La revue des valeurs.
RADIO-TÉLÉVISION (19)
Météorologie (19) ; Mots croisés (19) ; Journal officiel (15) ; Carnet (10) ; Programmes des spectacles (18).

LES CHAMPIONNATS DU MONDE DE JUDO

Les grands moyens de Fabien Canu

Médaille d'argent pour le Français Fabien Canu aux championnats du monde de judo. Canu a été battu en finale des moyens (- 86 kg) par l'Allemand de l'Est Ulrich, déjà couronné en 1979 à Paris. En mi-moyens (- 78 kg), le Japonais Hikeage, par une courte décision des arbitres, a déposé le Britannique Adams de son titre mondial. Dans cette catégorie, le Français Jean-Michel Berthet, battu une première fois par Hikeage, puis pour la médaille de bronze par le Soviétique Khabareli, a pris pour sa première sélection une méritoire cinquième place.

Correspondance

Moscou. — « Mais d'où sortez-vous encore celui-là ? » C'est la question que posaient les techniciens étrangers aux Français après le parcours exemplaire de Fabien Canu, un Normand de vingt-trois ans, licencié à Orléans, au style très offensif et au sens tactique très sûr. Dans cette catégorie des moins de 86 kg, le tenant du titre était depuis deux ans un autre Français, Bernard Tchoulouyan. Aujourd'hui, on comprend mieux pourquoi avec une audace inconcevable dans les autres sports, il a été éliminé à la reprise par une fédération impitoyable dans sa course aux médailles.

Vendredi, seule une décision à pile ou face d'un trio d'arbitres divisés a privé l'inconnu Fabien Canu d'un titre mondial, à l'issue d'une finale où aucun avantage n'a été marqué ni d'un côté ni de l'autre. Qu'importe : la façon dont il s'était débarrassé auparavant du vice-champion d'Europe, l'Autrichien Seisenbacher, et surtout du vice-champion du monde, le Japonais Nose (proprement égaré, exploitait sans précédent d'un Français sur un Japonais), ne trompe pas : Canu peut faire des projets. L'avenir pour lui s'appelle Los Angeles.

Le Normand a enfilé son premier kimono à neuf ans. Puis il est passé par toutes les sélections locales, départementales, régionales. Remarqué pour une troisième place au championnat d'Europe cadets, il a été intégré à dix-neuf ans à l'Institut national du sport et de l'éducation physique (INSEP) où il a rejoint une centaine de ses semblables, apprentis champions.

Le numéro de « Monde » daté 15 octobre 1983 n'a été tiré à 483 215 exemplaires

SYDNEY DE SWANN

Canapé-lit 2 ou 3 places
cuir pleine fleur (tous coloris), se fait également en canapé fixe.

CAPELOU
DISTRIBUTEUR
37 AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE
75011 PARIS - M^e Parmentier
TEL. 357.46.35

A B C D F G H

Grève du tri postal

LE MINISTÈRE DES FINANCES PREND DES MESURES EN FAVEUR DES ENTREPRISES

Reprise du travail dans les centres de tri postaux de Quimper, Brest, Valenciennes et Bourg-en-Bresse : les points chauds du conflit ont le 14 octobre au matin, après négociation, connu un retour à la normale. Mais de nouveaux débrayages ont été décelés le 14 au soir, au centre de Saint-Ouen-l'Aumône (Val-d'Oise), pour protester contre des menaces de sanction. Globalement, le mouvement de grève tend à se terminer. Mais des mouvements de courte durée, dans divers centres, comme persistaient ceux de Paris-Lyon, Paris-Austerlitz et Paris-Montparnasse, par exemple.

La distribution du courrier continue d'être sérieusement perturbée au point que les ministères des affaires sociales et des finances ont pris des dispositions pour que les entreprises affectées par ces grèves puissent bénéficier d'aménagements. Pour faciliter la trésorerie des entreprises, affectées par les retards du courrier, le ministère des finances a envoyé des instructions. — (Voir page 19.)

AU LIBAN

Le congrès de réconciliation nationale remis en question ?

Après la mort d'un « marine » américain, tué vendredi 14 octobre à proximité de l'aéroport international de Beyrouth par un tireur embusqué, le gouvernement américain a réaffirmé que les quelques mille soldats américains de la forme multinationale poursuivraient leur mission au Liban. « Cela fait partie du prix à payer pour rétablir la liberté du Liban », a dit M. McFarlane, représentant spécial du président Reagan au Proche-Orient, actuellement à Washington.

Le conseiller pour les affaires de sécurité du président libanais Amine Gemayel, M. Wadiah Haddad, a, pour sa part, demandé, vendredi, au président américain d'« user de son influence pour éviter que les « forces d'occupation » ne compromettent le processus de réconciliation au Liban ». Il a ajouté que « le peuple libanais étant sous occupation, il pourrait ne pas être en mesure de mener un dialogue librement, à l'abri d'une intervention des forces d'occupation ».

M. Haddad a également essayé de dissiper l'inquiétude suscitée à Washington par les déclarations du président Gemayel qui avait affirmé la veille au cours d'une interview au *New York Times* que le congrès de réconciliation nationale n'était qu'« une manœuvre de diversion, le problème essentiel étant l'évacuation des cinq forces étrangères au Liban : celles de la Syrie, d'Israël, de l'O.L.P., de la Libye et de l'Iran ».

Autre motif de pessimisme : les représentants d'Amal, le mouvement politico-militaire chiite et du P.S.P. de M. Walid Jumblatt ont décidé de ne plus participer aux réunions du comité militaire quadripartite, chargé de consolider le cessez-le-feu. Cette décision aura pour conséquence de rendre impossible la

mise en place des huit cents observateurs neutres grecs et italiens sur les lignes de front. Il revient en effet au comité militaire de transmettre une recommandation au gouvernement qui pourra alors présenter une demande à Athènes et à Rome.

Dans une déclaration rendue publique à Beyrouth, le parti communiste libanais a accusé le président du comité exécutif de l'O.L.P., M. Yasser Arafat, d'« être entièrement responsable de la dégradation de la situation et des affrontements de Tripoli ». Le parti communiste affirme, en effet, que le Mouvement d'unification islamique (Tawhid) n'aurait rien pu faire « sans l'appui politique et matériel » qu'il reçoit du chef de l'O.L.P.

Les communistes libanais affirment, par ailleurs, que leur siège principal, assiéger pendant plus de soixante-douze heures par les miliciens musulmans, n'a été investi que grâce à une « ruse » des forces du Fath qui étaient intervenues pour s'interposer entre les belligérants et ont, en fait, permis aux miliciens du Tawhid d'occuper les lieux. Selon le parti communiste, quelque deux cents militants ont été transférés dans le stade municipal de Tripoli « avec leurs armes individuelles ». Le cheikh Saïd Chabane, qui a juré d'éliminer l'infamie de Tripoli, exigerait leur départ de la ville, mais « sans leurs armes », ce à quoi se refusent les militants communistes qui craignent une « nouvelle ruse des Tawhid » et un « nouveau massacre ».

Une vingtaine de communistes ont en effet été tués lors des combats, et environ une trentaine, dont des femmes et des enfants, l'ont été de sang-froid, alors que celui de M. Coard apparaît plus intrinsèque et plus doctrinaire.

Le gouvernement de Grenade a échappé à un coup d'Etat

La petite île antillaise anglophone de Grenade a vécu vendredi 14 octobre une folle journée, qui s'est soldée par l'arrestation du garde du corps personnel de M. Maurice Bishop, premier ministre, et la démission du vice-premier ministre, M. Bernard Coard. Après plusieurs heures de confusion et la diffusion de communiqués contradictoires, la radio officielle a annoncé vendredi soir que le vice-premier ministre avait abandonné ses fonctions « en raison de plusieurs événements récents et en particulier des rumeurs malveillantes selon lesquelles le camarade Coard et sa femme Phyllis auraient formé un complot » contre le premier ministre.

La radio grenadienne a un sens aigu de la litote. En fait, M. Coard a bel et bien tenté de renverser le premier ministre et a réussi à le neutraliser pendant une partie de la journée. Il a fait lire à la radio, dans la nuit de jeudi à vendredi, après l'heure habituelle de fermeture de celle-ci, une déclaration selon laquelle il remplaçait M. Bishop à la tête du gouvernement révolutionnaire. M. Bishop lui-même était placé en résidence surveillée.

Tout avait commencé mercredi au conseil des ministres. Une vive discussion oppose alors MM. Bishop

et Coard sur « la manière d'envisager la direction collective du gouvernement ». M. Bishop est le leader incontesté du pays depuis le coup d'Etat du 13 mars 1979. Socialiste à l'origine, ami de M. Fidel Castro, il n'a cessé de se rapprocher de Moscou et des pays de l'Est au point de devenir, presque au même titre que Cuba et que le Nicaragua, la bête noire de l'administration Reagan dans le bassin caribéen. Son marxisme, fort peu dogmatique, se traduit par une romantisme révolutionnaire, alors que celui de M. Coard apparaît plus intrinsèque et plus doctrinaire.

Grenade n'était guère connue, jusqu'au coup d'Etat de 1979, que pour la noix de muscade (dont elle est le premier producteur mondial) et pour l'étrange passion de son ancien premier ministre, Sir Eric Gairy. Autocrate corrompu, se maintenant au pouvoir grâce à la fraude électorale, ce dernier entretenait régulièrement ses interlocuteurs, et à une occasion l'Assemblée générale des Nations unies, du problème essentiel que constituait à ses yeux la présence dans le ciel grenadien de sous-marins américains.

L'arrivée au pouvoir de M. Bishop avait échoqué ses voisins caribéens immédiats. Ce jeune avocat formé à Londres rompait en effet avec la tradition parlementaire héritée de Westminster, qui avait prévalu jusqu'ici dans les anciennes colonies britanniques antillaises depuis leur accession à l'indépendance. Son amitié avec M. Fidel Castro n'aurait pas moins, d'autant que Cuba entreprenait de construire sur l'île un aéroport international permettant à celle-ci de se désenclaver.

M. Bishop a accusé à plusieurs reprises la C.I.A. de chercher à déstabiliser son pays. A l'hostilité avouée de Washington, et à la méfiance plus feutrée de la plupart de ses voisins, il a répondu par un certain durcissement à l'extérieur, tout en cherchant à maintenir de bonnes relations avec des pays occidentaux tels que la France. Sa visite à Paris, en septembre 1982, lui avait permis d'obtenir une aide économique, certes limitée, mais à la mesure de la population de l'île (110 000 habitants).

M. Bishop a apparemment réussi à faire avorter un putsch visant à radicaliser encore son régime. Mais il n'est pas sûr que cet épisode modifiera la tendance, manifeste depuis ces dernières années, à l'alignement croissant sur l'Est.

D. Dh.

(Publicité)

C'est le mois
du **CHABERLAY NOUVEAU**
de PATRIARCHE Père et Fils. A boire bien frais

UNE MARCHÉ DE MARSEILLE A PARIS

Mille deux cents kilomètres pour combattre la xénophobie

Tourni Djaïde, un fils de harlé, blessé le 20 juin dernier par un policier aux Minguettes à Vénissieux (Rhône), imagine le premier, sur son lit d'hôpital, cette marche pour l'égalité et contre le racisme. L'idée fut reprise par l'Association S.O.S. Avenir Minguettes, composée essentiellement de jeunes immigrés, et par le Cinéma (service communautaire d'entraide). Le samedi 15 octobre donc, une marche devrait partir de la cité de la Cayolle à Marseille, où un jeune gitan a été abattu en mars dernier, pour arriver le 3 décembre, place de la Concorde à Paris.

Entre-temps 1 200 kilomètres seront parcourus, une cinquantaine de villes traversées, par trente marcheurs permanents, rejoints, pour un jour ou davantage, par tous les partisans de cette « nation multiraciale et solidaire ». C'est là l'objectif principal de la marche pour l'égalité et contre le racisme. Le 15 octobre au cours d'une conférence de presse, Christian Delorme, un père de la Cinéma qui partage la vie des jeunes aux Minguettes. Déjà, au début de 1981, il avait entrepris avec Jean Costil, un pasteur, et un jeune immigré, une grève de la faim pour protester contre les expulsions qui avaient lieu alors.

Un discours historique ?

Seront-ils cent mille au terme de cette manifestation, comme l'espèrent les organisateurs ? Le président de la République prononcera-t-il un discours historique sur la coexistence des diverses communautés ? Comme la demande lui en a été adressée lors de sa visite aux

Minguettes l'été dernier ? Les soutiens, en tout cas, se multiplient dès maintenant. Le réseau traditionnel de défense des immigrés appuie cette marche : Mme Françoise Gaspard, députée d'Eure-et-Loir (P.S.), sera là à Marseille, pour son départ. Si les partis politiques ne se sont pas encore prononcés, M. Michel de la Fournière, secrétaire national du parti socialiste aux droits de l'homme, a néanmoins envoyé une lettre aux fédérations, en leur demandant d'accueillir avec bienveillance l'initiative.

L'information semble, d'autre part, circuler très vite entre les diverses associations de jeunes immigrés, de plus en plus nombreuses, depuis 1981, à travers le pays. Un collectif de la région parisienne appelle à une manifestation contre Saint-Martin, c'est-à-dire, on arrive, à présent, à (1).

Les intérêts peuvent, cependant, diverger entre les organisations antiracistes traditionnelles et les jeunes immigrés qui n'admettent pas tous le mot d'ordre officiel de la marche en faveur d'une réconciliation nationale. Et des incidents pourraient survenir au cours d'une manifestation que ni les Eglises ni les partis politiques ne se sont empressés, pour l'instant, de soutenir. Nul ne sait, en effet, s'il existe aujourd'hui un réel courant antiraciste. Cette marche aura le mérite de le montrer.

NICOLAS BEAU.

(1) Radio-Beur, radio privée des jeunes immigrés, a recensé une quarantaine d'agressions racistes en 1983 contre des jeunes d'origine maghrébine.

EN CORÉE DU SUD

Le remaniement ministériel n'annonce pas un durcissement

De notre correspondant

Tokyo. — Le remaniement ministériel, annoncé vendredi 14 octobre à Séoul, a été mené tambour battant : pas question, surtout, de donner à l'adversaire du Nord l'impression d'un flottement après l'attentat à la bombe de dimanche dernier à Ranguin, qui a fait vingt et un morts, dont quatre membres du gouvernement sud-coréen.

Pour l'essentiel, la réorganisation du cabinet paraît confirmer les orientations précédemment suivies par le président Chun Doo-Hwan, à l'intérieur comme à l'extérieur. Le fait, notamment, que les ministres n'aient pas reçu de nouveaux portefeuilles n'annonce pas un durcissement du régime.

Le maintien d'une diplomatie d'ouverture reste à l'ordre du jour avec la nomination aux affaires étrangères — en remplacement de M. Lee Bum-Suk, mort à Ranguin — de M. Lee Won-Kyong, ancien directeur de l'Université impériale de Tokyo et de Harvard et diplomate de carrière. Son passage du ministère des sports à celui des affaires étrangères est tout à fait logique dans le contexte sud-coréen actuel.

La composition du cabinet

Voici la composition du nouveau gouvernement sud-coréen. Les patronymes des personnalités nommées à de nouvelles fonctions sont indiqués en italique et leurs anciennes fonctions entre parenthèses.

- Premier ministre : M. *Chin Lee Chong* (président du parti de la justice et de la démocratie, au pouvoir) ;
- Vice-premier ministre et ministre de la planification : M. *Shin Byong Hyun* (président de l'Association commerciale de Corée) ;
- Affaires étrangères : M. *Lee Won Kyong* (ministre des sports) ;
- Intérieur : M. *Choo Young Bok* (sans changement) ;
- Finances : M. *Kim Man Jae* (gouverneur de la Banque américaine-coréenne) ;
- Défense : M. *Yoon Sung Min* (sans changement) ;
- Education : M. *Kwon Hee Hyuk* (président de l'université nationale de Séoul) ;

- Commerce et industrie : M. *Kam Jin Ho* (vice-ministre au même département) ;
- Ressources énergétiques : M. *Choi Dong Kyu* (vice-ministre au même département) ;
- Agriculture et pêche : M. *Park Chong Moon* ;
- Justice : M. *Bae Myong In* ;
- Construction : M. *Kim Sung Bae* (maire de Séoul) ;
- Transports : M. *Son Soo Th* (directeur des réformes de l'administration) ;
- Santé et affaires sociales : M. *Kim Chum Rae* ;
- Information et culture : M. *Lee Jin Hie* ;
- Travail : M. *Chung Han Jon* ;
- Unification nationale : M. *Sohn Jae Sik* ;
- Administration gouvernementale : M. *Park Chan Gung* ;
- Télécommunications : M. *Kim Sung Jin* (directeur de l'Institut de la défense nationale) ;
- Sciences et technologie : M. *Lee Jung Oh* ;
- Sports : M. *Lee Yong Ho* (vice-ministre au même département).